

Relevés d'Aimé Escudié

Dans les archives communales

1978 numéros : 3

LE PARISOT D'AUTREFOIS

Les archives de notre commune sont riches de documents qui nous donnent de précieuses indications sur la vie à Parisot au cours des siècles derniers. Au hasard de nos recherches nous ferons revivre chaque semestre pour nos concitoyens d'aujourd'hui, des évènements lointains dans le temps mais qui, concernant notre village ne sauraient nous laisser indifférents.

LES INDIGENTS

L'an mil huit cent cinquante sept, et le 15 novembre, le Conseil Municipal est réuni par M. BOUNHIOL, Maire qui donne lecture d'une circulaire de M. le Préfet concernant l'extension de la mendicité dans le département.

« Le Conseil Municipal après avoir pris l'avis de toutes les personnes notables de la commune est d'avis :

— qu'une liste des indigents soit faite par le Conseil avec le concours des plus forts imposés ;

— que les indigents portés sur cette liste seront munis d'une carte portant leur nom, délivrée par M. le Maire et indiquant les jours de la semaine « que l'indigent peut circuler dans la commune pour recevoir l'aumone ».

— que tout indigent rencontré mendiant sans être porteur de la carte de circulation, soit conduit devant le Commissaire de Police afin qu'il soit statué comme de droit.

— un indigent, malgré sa carte ne pourra passer plus de deux fois la semaine devant la même porte.

***

SUR LA CONSTRUCTION DE L'ECOLE

C'est le 7 septembre 1865 que le Conseil Municipal, ayant ajourné la construction de l'église, décide la construction d'une « maison d'école » ou l'achat d'une maison.

A cette époque la commune louait à un particulier, M. Martial SIRVEN un local « à usage d'école » et de logement pour l'instituteur.

Le projet de construction d'école est retardé, la commune de Parisot ayant été dévastée par la grêle plusieurs années de suite. Puis ce furent la guerre de 1870, la chute de l'Empire et la période floue d'après guerre précédant la proclamation de la République (Constitution de 1875).

Le 30 Juin 1872, le Conseil Municipal constatant l'appauvrissement de la commune doit choisir entre la construction d'une école ou celle d'une église et prend la délibération suivante : « ... ledit conseil, considérant qu'il a autant besoin d'une maison d'école que d'une église et qu'il se trouve pressé par M. l'Inspecteur de la construire le plus tôt possible décide d'affecter les 3.382 frs provenant des fonds de remboursement de la Garde Mobile pour cette dernière construction conformément aux vœux du Conseil Municipal ».

Mais ce projet ne sera pas réalisé, « l'église sera construite en premier lieu » bien que le Conseil Municipal ait chargé, le 20 avril 1873, M. Rives, architecte de dresser plans et devis de l'école qui furent acceptés le 29 mai pour une somme de 9842,99 Frs car « le propriétaire de la maison d'école a donné congé à la commune pour la fin de l'année ».

C'est seulement trois ans plus tard, le 19 mars 1876 que le Conseil Municipal « considérant que l'entrepreneur qui a construit l'église et ayant donné satisfaction s'engage à construire l'école dans les meilleurs délais et dans les mêmes conditions » demande à M. le Préfet l'autorisation de traiter le marché de gré à gré avec M. PÉLISSOU, entrepreneur de travaux publics à Briatexte.

Le 2 avril 1876, le préfet refuse et demande une adjudication réglementaire.

Le 23 avril l'adjudication a lieu en présence des Conseillers Municipaux et de M. Andrieu, Percepteur à Lisle-sur-Tarn. Aucun adjudicataire ne se présente.

La municipalité demande, une nouvelle fois à la Préfecture l'autorisation de traiter de gré à gré.

Le 6 août 1876, l'autorisation étant accordée, le Conseil prend la délibération suivante : « ... l'école communale sera placée sur le communal sur la partie attenant le jardin BARREAU, la façade regardant la route départementale et sur l'alignement du portail de Bressoles au Nord, de manière que le jardin faisant partie de l'école communale formera une hache ou deux rectangles ».

Le 4 mars 1877, le Conseil Municipal délibère sur la clôture du jardin, « considérant que la clôture sera plus aérée et moins couteuse en tuiles canal qu'en moellons, décide de la faire faire en canelettes, la base en moellons, le crépissage intérieur de l'école étant retardé jusqu'à ce que ladite commune ait de nouvelles ressources ».

Le 15 février 1880 la construction de l'école était achevée, l'entrepreneur réclamant un solde de 8,80 frs contesté d'ailleurs par le Conseil Municipal.

(à suivre)

L'Etat-Civil, il y a 100 ans... et plus

Voici la statistique que nous avons pu dresser d'après les états-civils des années précédant et suivant 1878.

1874
18 naissances
9 mariages
19 décès dont 6 enfants

1875
29 naissances
10 mariages
21 décès dont 4 enfants

1876
31 naissances
7 mariages
23 décès dont 7 enfants

1877
17 naissances
5 mariages
13 décès dont 6 enfants

1878
25 naissances
10 mariages
24 décès dont 12 enfants

1879
19 naissances
5 mariages
14 décès dont 5 enfants

1880
21 naissances
4 mariages
24 décès dont 7 enfants

1978 n°4

LE PARISOT D'AUTREFOIS

Notre dernier bulletin évoquait la construction de l'Ecole Publique et la réclamation de l'entrepreneur qui prétendait qu'un solde lui restait dû.

En réalité c'est sur un total de 310 Fr que portait ce litige, litige ainsi réglé en 1880 :

« Le 11 avril 1880, le Conseil Municipal a délibéré au sujet d'une réclamation formulée par le sieur PELISSOU « entrepreneur de l'Ecole de Parisot « prétendant qu'une erreur de 310 Fr a « été commise à son préjudice lors du « règlement des comptes définitifs le 5 « janvier 1878.

« Ledit conseil après avoir révisé tous « les documents produits à cette époque, a reconnu que les certificats de « paiement délivrés par M. RIVES architecte, portent à cette date 8101,42 « Fr. reçus par ledit entrepreneur tandis « que les mandats payés par notre receveur municipal ne s'élèvent à la « même date qu'à 7800,00 Fr. Cette différence de 301,42 Fr. qui fait l'erreur, « doit provenir de ce que les certificats « délivrés par l'Architecte n'ont pas été « intégralement payés, faute de fonds « alloués ».

D'après celà, nous pouvons dire que l'école telle que nous l'avons connue avec le logement de l'instituteur, la salle de classe et la salle au-dessus qui fut la Mairie, a été construite en 1877, le règlement définitif du 5 janvier 1878 en faisant foi.

La construction du préau n'est réalisée que 12 ans plus tard sur un rapport de l'inspecteur d'Académie adressé au Préfet lui signalant « l'absence d'un préau couvert, d'où nécessité d'en construire un afin de ne plus obliger les enfants à rester dans la salle de classe pendant la mauvaise saison ».

Ce rapport proposait également la création d'une Caisse des Ecoles. Le conseil Municipal est d'accord pour la construction du préau, mais refuse la création de la Caisse des Ecoles.

Le 17 août 1890 le Conseil délibère sur le devis fourni par M. CASTAGNE Alexis, maçon à PARISOT qui s'élève à 408,48 Fr. Les ressources de la commune ne lui permettant pas le financement de cette réalisation, le Conseil lui affecte 100 Fr. et demande un « secours » de 308,48 Fr. au Conseil Général qui l'accorde exceptionnellement en totalité. (Noter que les demandes de secours — que nous appelons aujourd'hui « subventions » — étaient alors très fréquentes pour de multiples réparations ou de menus achats. Ces secours étaient soit refusés, soit accordés avec parcimonie).

Le préau, terminé le 1er novembre 1890, avant l'hiver, servira par la suite à de multiples usages.

Le 10 août 1902, le Maire informe le Conseil Municipal que le Préfet allait laïciser l'école communale des filles et « qu'attendu que l'immeuble dans lequel se trouve l'école n'appartient pas à la commune, celle-ci est mise en demeure de se procurer un immeuble pour l'installation de la nouvelle école et le logement de l'institutrice et cela pour la prochaine rentrée scolaire ».

Mais toutes les recherches et démarches sont vaines, y compris la possibilité de louer une partie de la maison de M. CHABBAL Mamert, ce qui aurait nécessité une grosse réparation de 650 Fr. environ et un loyer très élevé de 200 Fr. par an.

Le Maire propose alors à titre provisoire d'installer l'école des filles dans le préau de l'école des garçons, le devis d'aménagement dressé par POUYADE, charpentier, s'élevant à 110,50 Frs. Cette proposition, mise aux voix, est d'abord rejetée par 7 voix contre 5, mais elle sera par la suite adoptée, une délibération du 28 septembre acceptant le bail à loyer pour le logement de l'institutrice conclu avec Mme Léonie SOULIER, épouse Gontier.

C'est sur le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 16 novembre 1902 que nous avons retrouvé cette étonnante décision qui prouve que les problèmes d'effectifs ne sont pas nouveaux puisque déjà en 1902 « la salle de classe actuelle d'une superficie de 28 m2 est trop petite pour les 25 élèves qui la fréquentent... et ce nombre augmentera certainement en hiver ».

Mais l'installation des élèves dans un préau n'est qu'un pis aller provisoire et la commune est donc amenée à faire dresser par M. DEMUR, architecte départemental, un projet de construction pour une école de filles sur la place publique de Parisot (c'est l'actuelle école **des grands et la Mairie).**

Ce bâtiment comprend cinq pièces pour le logement de l'institutrice et une vaste salle de classe avec préau, le tout disposé pour être sain et bien aéré. D'après le devis, la dépense s'élèvera à 13262,69 Frs. Le financement sera assuré par une subvention de l'Etat fixée à 41 %, et par un emprunt au Crédit Foncier amortissable en 30 années au taux de 5,64 % (c'est le premier emprunt consenti à la commune par une banque). Le règlement définitif du 12 juin 1905 s'élève à 15656,94 Frs, soit un dépassement de 2394,25 Frs qui seront réglés par tranches en plusieurs années à M. CASTAGNE Alexis, entrepreneur à Parisot.

Mais pendant deux années scolaires, une trentaine d'écolières ont eu pour salle de classe dans l'ancien préau un local non climatisé de 28 m2 avec une seule fenêtre qui est encore existante.

C'est en Août 1909 que le Conseil décide la réfection du préau et envisage la construction au premier étage, de deux logements pour l'instituteur.

Comme, pour y accéder, il faut traverser la salle de la Mairie, le Maire propose au Conseil qui l'accepte, la construction d'un escalier extérieur en ciment en même temps que la réfection du mur du jardin démoli par une trombe d'eau le 22 mai.

Ces travaux, ainsi que le changement du parquet de l'école des garçons sont exécutés en 1911 et 1912. L'agrandissement des fenêtres interviendra bien plus tard.

Voilà l'historique de notre école telle que nous l'avons connue avant les importants travaux de transformation et d'agrandissement de 1977 qui, par pure coïncidence sont intervenus 100 ans après sa construction.

Imprimerie (

1979 n°5

LE PARISOT D'AUTREFOIS

Notre dernier numéro évoquait la construction de l'Ecole et de la Mairie (actuellement notre Ecole Maternelle) mais traitait principalement de l'historique de l'Ecole.

Il nous a paru intéressant de vous informer du résultat des recherches effectuées dans nos archives concernant la Mairie.

C'est pendant l'hiver 1929/1930, il y a donc cinquante ans, que la Municipalité récemment élue, décida son transfert du 1er étage au-dessus de l'école, dans les locaux actuels en bordure de la route départementale.

Elle y demeura jusqu'à mars 1941. La délégation spéciale installée le 10 novembre 1940 par ordre du Gouvernement de Vichy, en remplacement du Conseil Municipal élu, demanda le transfert des services municipaux dans les anciens locaux en justifiant ainsi sa requête : « ... *cette salle de plein pied avec la rue est fréquentée toute la journée à toutes les heures par la population, et, de ce fait, la délégation ne peut pas s'y réunir dans des conditions de discrétion et de sécurité suffisantes* ».

Nous n'insisterons pas sur une telle motivation qui souligne officiellement l'état d'esprit des édiles municipaux de cette époque.

Le déménagement s'effectue très rapidement puisque, l'autorisation étant obtenue le 26 avril 1941, le transfert du téléphone est demandé le 30 « *l'installation du nouvel instituteur étant réalisée et le déménagement des archives étant presque terminé.* »

Cet état de fait durera un peu plus de 3 ans, puisque le 27 août 1944, le Comité de Libération mis en place dès la fin de l'occupation demande dès sa première séance à la Préfecture et à l'Inspection Académique le transfert dans leurs anciens locaux de la Mairie et du logement de l'instituteur.

Ce transfert sera réalisé pendant l'hiver 1944/45 et correspondra à une période qui rappelle à beaucoup d'entre nous les mauvais souvenirs des heures troubles de l'occupation avec leurs privations, leurs brimades, leurs vexations de toutes sortes.

*
* *

C'est en 1879 (il y a un siècle) que la Mairie fut installée dans un bâtiment neuf qui comprenait également l'école et le logement de l'instituteur, l'accès aux services municipaux se faisant alors par un escalier unique qui desservait aussi ce logement.

Comme il fallait traverser la salle de la Mairie pour parvenir aux pièces réservées à l'instituteur, le Conseil Municipal décida en 1911 la construction de l'escalier extérieur en ciment, qui existe encore, avec affectation à la Mairie des deux premières pièces desservies par cet escalier.

Nous avons essayé de savoir où se trouvait la Mairie avant son intallation au premier étage de l'actuelle école maternelle.

Une délibération du 16 Mai 1880 décide que « *la clé de l'ancienne Mairie sera confiée à M. le Curé* », la maison commune se trouvant alors à côté du presbytère (actuellement maison Pradelle).

Une autre délibération datée du 10 Août 1884 affecte l'ancienne Mairie à un usage peu glorieux mais, en fait humanitaire : « *l'ancienne salle de Mairie sera réservée aux logements des passants* » c'est-à-dire aux mendiants ; vagabonds, trimardeurs très nombreux à cette époque.

Si nous remontons plus haut dans le temps nous constatons qu'en 1791, lors de la création des communes, il n'existait pas encore de local municipal. Les premières délibérations que nous possédons en font foi.

Le 14 mars 1791 « *réunion dans l'église Saint-Jacques (aujourd'hui démolie) afin d'élire un bureau de vote, ensuite la moitié du Conseil Municipal. Le vote commencé après la messe est repris à 2 heures tout l'après-midi et continue le lendemain 15 mars* ».

(à suivre)

"Il s'agit de l'église Cistercienne St Jacques de la Tuilerie au cimetière"

LM .2025

1979 n°6

LE PARISOT D'AUTREFOIS

Le 1er Novembre 1791, le Conseil Municipal est réuni dans une salle du presbytère. Le Maire, *Gineste*, propriétaire à Respech propose au Conseil qui l'accepte, la construction d'une maison commune. La vente de terrains communaux est également décidée.

Cette délibération confirme celle du 7 août précédent où, à l'occasion de l'acceptation d'une dette de « 40 *livres de 1770 pour des réparations faites au presbytère Saint-Exupéry* », le Conseil propose de « *s'imposer pour construire une maison commune* ».

Le 14 Novembre 1791, les notables sont convoqués, toujours au presbytère, pour l'élection du Maire et des officiers municipaux. Guy SERRES est élu Maire.

Le 28 du même mois, le Conseil « *constatant le manque de Mairie et vu son besoin urgent, décide de faire une quête parmi la population et de fixer une nouvelle imposition pour son exécution rapide* ».

Les archives des années suivantes de la Révolution Française font malheureusement défaut et nous devons attendre 1814 pour retrouver une délibération du 24 Mai qui commence ainsi : « *Le Conseil Municipal réuni dans une pièce à la maison commune pour tenir ses séances...* »

Le 7 Juin 1820, une lettre du Préfet demande à la commune « *de loger convenablement le nouveau curé qui ne dispose pas d'un local, son prédécesseur étant propriétaire d'une maison et d'un jardin à Parisot...* »

Ouvrons une parenthèse au sujet de l'ancien presbytère qui avait été vendu par le Conseil de l'époque au sieur MARAGOU le 24 thermidor an six. Celui-ci l'avait revendu à RIQUARD Jacques qui avait usurpé alors une partie du communal croyant l'avoir acheté avec la maison. Ces faits sont notés dans une intéressante délibération du 20 Avril 1836.

Cela dit pour l'anecdote, revenons en 1820, où la quête parmi la population n'ayant rien donné, le Conseil décide de vendre des terrains communaux et la maison commune qui n'est pas finie et se trouve en très mauvais état. En effet, le toit menaçant de crouler, il a fallu l'étayer. Les murs sont en « paillebard », il n'y a pas de plancher.

Pour construire une petite pièce pour loger les archives et tenir les réunions et pour tenir lieu de presbytère ; le Conseil autorise trois ans plus tard l'achat de la maison avec jardin du sieur Jean-Baptiste SEGUR et une partie de la maison avec jardin de Barthélémie RIQUARD.

La vente des communaux n'étant pas suffisante pour l'achat et les réparations de ces maisons, la commune s'impose pour 2515,17 Frs.

L'année suivante, le 17 octobre 1824, le Conseil est invité « *à trouver les fonds nécessaires pour les réparations à faire aux maisons acquises, à savoir :*

— 1298,00 *Fr pour le presbytère,*

— 200,00 *Fr pour construction d'un four et hangar,*

— 674,00 *Fr pour construction d'une loge pour le carillonneur avec une pièce par-dessus pour tenir les archives et les séances communales* ».

Cette dépense de 2172,00 Fr est demandée en totalité au Préfet.

L'ancienne Mairie ayant été démolie, il est impossible de savoir où et quand elle avait été construite, ni à qui elle avait été vendue pour démolition. Nous n'avons retrouvé qu'une trace d'erreur du receveur municipal concernant « *une somme de 180 Fr produit de la démolition de l'ancienne Mairie et de la vente des communaux, n'ayant pas été portée en recettes* ».

Tout laisse supposer que cette ancienne Mairie fut construite au début de la Révolution, et que peut-être elle n'a jamais été utilisée comme telle.

Nous lisons dans une délibération du 9 avril 1826 : « *La maison achetée pour le presbytère au sieur SEGUR menace de s'écrouler et la commune ne dispose pas suffisamment de fonds pour la réparer...* »

Et cinq mois plus tard, le 17 septembre : « Le presbytère et la Mairie étant dans la même maison, l'archevêque demande au Conseil de lui céder la totalité du local .»

Le conseil refuse mais consent à modifier la disposition des pièces, transférant la Mairie « *à côté de la cuisine, avec accès sur la rue au lieu d'être au fond du couloir, côté jardin* ».

C'est à partir de 1826 que les délibérations se terminent par la formule « Fait à Parisot à la Mairie (ou à la Maison Commune). »

Pendant 35 ans, le conseil se réunissait soit à l'église, soit au presbytère, ensuite chez des notables du village moyennant le paiement d'un loyer. Un loyer était également versé pour l'école et le presbytère.

C'est à partir de 1826 seulement que la Commune de PARISOT utilisa un local à usage de Mairie pour tenir ses séances. Cette pièce était toutefois trop petite pour les élections puisque les « Municipales » du 22 octobre 1831 se sont déroulées chez le sieur BARRAU restaurateur, bien qu'elles n'aient lieu alors qu'au suffrage restreint, le droit de vote étant accordé seulement aux 63 notables les plus imposés dans la commune.

Depuis lors les droits civiques ont heureusement évolué pour aboutir au suffrage universel, au vote des femmes et à celui des jeunes de 18 ans. Notre Mairie a suivi cette évolution et est devenue une véritable Maison Commune, moderne, bien équipée et ouverte à tous nos compatriotes sans exception.

1980 n°7

LE PARISOT D'AUTREFOIS

Après avoir relaté l'historique de l'école et celui de la Mairie, nous allons, grace aux archives, essayer d'évoquer le Parisot d'il y a cent ans.

La difficulté a été « d'entrer dans les personnages d'autrefois » sans trahir ni leur pensée ni leur vérité, parfois transmise à leurs descendants avec un soupçon de légende.

Alors, que les familles qui vivent à Parisot depuis des siècles veuillent bien nous excuser si elles pensent trouver des anomalies dans les récits qui vont suivre. Ils sont, répétons-le, l'honnête traduction de textes d'autrefois et toute erreur, s'il y en a, ne saurait être qu'involontaire.

1880 - 1980

Un siècle ! c'est long... ou court selon l'interprétation de l'histoire. Pour de rares privilégiés de la nature, celà représente une vie. Pourtant, quelle formidable évolution dans ces cent ans : de la bicyclette à l'automobile, l'avion, les fusées, les satellites dans l'espace et les hommes dans la lune, etc... etc...

Mais aussi hélas, deux guerres mondiales avec toutes les horreurs qu'elles entraînent : les morts, la misère, la souffrance, la perfection dans la destruction.

Nous allons essayer de revivre ce centenaire ensemble bien qu'il soit difficile de concevoir les choses de la même façon que ceux de 1880, avec ce que nous savons et qu'ils ne savaient pas, et ce qu'ils avaient et que nous n'avons plus.

PARISOT 1880 :

Il y avait 939 habitants dont 147 au village, les autres dispersés dans la commune et dans des hameaux aujourd'hui disparus et devenus depuis des centres d'exploitation.

Si l'agriculture était l'activité dominante, il faut noter que l'agglomération avait une forte concentration d'artisans et de petits commerçants : 31 au village et 19 dans les hameaux.

Les propriétaires terriens habitant PARISOT étaient une soixantaine environ dont certains n'exploitaient que quelques hectares seulement. Les autres agriculteurs étaient métayers, maitres-valets ou domestiques.

Voici un aperçu des artisans et commerçants :

— 1 restaurateur - 1 limonadier - 5 forgerons - 5 cordonniers - 5 charpentiers - 9 couturières - 1 chiffonnier - 2 boulangers - 3 tisserands - 2 épiciers - 2 modistes - 2 tailleurs d'habits - 1 coiffeur (perruquier) - 3 briquetiers - 1 charron - 1 musicien - 3 tonneliers - 3 maçons.

Dans l'administration publique, il y avait également 4 cantonniers - 2 instituteurs plus une adjointe et 1 curé.

L'énumération des artisans et commerçants ne comprend que les chefs d'entreprise : les fils, gendres, ouvriers ou aides n'y figurent pas. Noter que le nombre de maçons : CASTAGNÉ Alexis, CASTAGNÉ Antoine et son fils Justin, PONTIER Philippe, semble disproportionné compte tenu des maisons construites entre 1875 et 1900. Par contre, les cordonniers et les couturières étaient en nombre car on circulait à pied, les bourgeois étant les seuls à se deplacer à cheval ou en voiture et le « prêt à porter » n'étant pas encore connu.

En somme, Parisot était pourvu d'une importante corporation de « gens de métier » et d'artisans qui exerçaient leur activité sur place.

Revenons à la population où, pour 939 personnes recensées, 477 sont du sexe masculin et 462 du sexe féminin. 623 sont nées dans la commune et 312 dans une commune voisine ou dans le département du Tarn. 4 seulement sont nées dans un autre département dont 1 (MOURGUES Pascal, briquetier) est signalé en marge comme... « né en Corse ». Comme il n'y avait pas alors d'étrangers, celui-là devait être considéré comme tel.

L'ETAT-CIVIL 1880

— 20 naissances : 11 filles et 9 garçons qui eurent donc 20 ans en 1900, dite « la belle époque ».

Nous relevons entre autres :

— Le 27 février, Eugénie BERTRAND « Sylvie » qui devint par son mariage Mme MAUREL Henri, lui-même né au ROUQUET l'année précédente et fut secrétaire de Mairie de PARISOT de 1930 jusqu'à sa mort en 1947.

— le 7 mars, RICARD, Irène, Marie, « l'Iréno », mariée le 19 novembre 1900 à MEAUX, Emile, Pierre. Tous deux reposent en paix, par leur volonté dans le caveau du Vigné

— le 25 avril, MAFFRE Louis « Emile » Germain, « Milou de SÉVERAC » par son mariage en 1905 avec SÉVÉRAC Rosalie, « Albertine », Germaine

— le 16 juin, MAGNABAL Louis, mort pour la France à Beauséjour (Marne), père de notre ami MAGNABAL René.

— le 7 Juillet, CASTAGNÉ Hélène, Thérèse, fille de CASTAGNÉ Alexis dit « lou Pintré » et épouse de BRUYÈRE Florentin et mère de Georges.

— 4 mariages enregistrés :

Parmi eux :

— le 11 avril, furent unis pour le meilleur et pour le pire, GAUSSERAND Adrien et MURATET Ambroisine, Appolonie, grands-parents maternels de MALÉ Noël et arrières-grands-parents de GÉRY Francis.

— le 2 novembre, COLS Marie-Anne, de la Verrerie épousa COLS Jean, Jules dit « TROCHU », du Bousquet, et père de Germaine.

— 24 décès. **Nous relevons parmi eux :**

— le 28 mars, CAPUS Antoine, Jean, Lézin, d'Avirol où il était né « le 25 pluviose an 5 de la République 1ère ». Il était le petits-fils de CAPUS Jean, maire de PARISOT de 1793 à 1808 sous la 1ère République, le fils de Jacques qui fut adjoint en 1831 et le père de Louis et d'Eugène, conseillers municipaux, l'un de 1870 à 1884 et l'autre de 1896 à 1904.

Cette naissance fut enregistrée à NACAYRÉ, lieu de résidence d'AYMERIC Jean-Pierre, agent communal faisant fonction d'officier d'état-civil.

UNE ANECDOTE

Nous la retrouvons dans les archives et elle concerne cette famille CAPUS.

Le 1er ventose de l'an II, à 11 h, trois mariages furent célébrés simultanément.

Jean CAPUS, veuf, Maire de PARISOT et son fils Jacques prirent femme ce même jour, le premier avec Mme BOUYALS Anne, veuve FARGUES, le second avec la fille de celle-ci : FARGUES Jeanne, Marie.

Le troisième mariage unit BOUNHIOL Jean, de NICOULEAU avec PÉLÉGRY Marie qui eurent plus tard un garçon : Jacques tandis que Jacques et Jeanne-Marie CAPUS avaient une fille, Julie-Victoire.

Et le 26 juin 1826, l'union de ces deux familles, fondées le même jour à la même heure, fut plus solidement scellée par le mariage de Jacques Bounhiol et de Julie-Victoire Capus.

A. E.

DANS LA PRESSE ... DE 1880

Nous avons lu dans la Revue « ACTUALITÉS » des nouvelles du Monde et... de PARISOT.

— de PARIS : Incendie des appartements du Préfet de la Seine au deuxième étage du Pavillon de Flore.

— de COLOGNE : La Cathédrale des Rois Mages a été inaugurée le 15 octobre. L'achèvement de l'édifice aura duré mille ans.

— de PARISOT (Tarn) : 27 novembre. La fortune d'une berger mort il y a quatre cents ans a été trouvée à PARISOT par un terrassier qui a dégagé une corne de bœuf dans laquelle avaient été cachés de nombreux écus de France, tous datant de Charles VII.

Il n'est pas dit si la corne avait appartenu à un gros bœuf ou a un petit et si elle était bien remplie ! Voilà un fructueux coup de pioche tout de même, sinon pour le terrassier, du moins pour le propriétaire. Une petite enquête nous a permis d'apprendre que « le terrassier » dont parle la revue étaient « deux » en réalité : Ils démolissaient pour la reconstruire une vieille écurie pour le compte de BARTHE Frédéric à Nacayré. Ces deux ouvriers étaient MONREDON Antoine, Charpentier, grand-père de MONREDON Gilbert, actuellement retraité à St Sulpice, et CASTAGNÉ Justin, maçon, beau-père de LABEAUTE Lucien, dit « Lou Luçou ».

Imprimerie Coopérative - Montauban

LE PARISOT D'AUTREFOIS

Nous allons dans ce numéro, vous relater un peu de la vie communale et de ceux qui nous ont précédé dans l'administration de notre Village, tâche captivante qui était et demeure toujours d'actualité : « vivre le présent et aborder l'avenir avec confiance ».

Dans ce patrimoine très riche que sont les délibérations municipales qui, aujourd'hui nous paraissent parfois naïves, nous comprenons bien les difficultés de nos prédécesseurs et leur souci de faire toujours mieux. Et nous constatons, hélas que le principal des problèmes est toujours le même cent ans après : le manque de crédits.

Le Conseil Municipal élu le 6 janvier 1878 se composait de douze membres (le nombre impair de conseillers n'entrera en vigueur que sous la IVe République). Il comprenait : RIEUGNE Jean-Pierre à Sabatier, Maire ; BOUNHIOL Alexandre à Napagèze, Adjoint ; et les conseillers : AYMERIC Salvy à Saltré, DELPAS Auguste aux Calmettes, ROLLAND Victor à Peyrus, BOUNHIOL Firmin à Jauffret, BOUNHIOL Mesmin aux Tabars, RAYNAUD Justin à En Roupie, BOUNHIOL Valentin à Nicouleau, MASSOT Benjamin au Rougé, AYMERIC Alexis au Bousquet, et CAPUS Louis à Avirol.

Ils vont présider aux destinées de la commune pendant 3 ans, la prochaine consultation électorale ayant lieu le 3 janvier 1881.(On votait souvent au début de la IIIème République).

En 1881, une importante modification a lieu au sein du Conseil où 7 nouveaux membres sur 12 sont élus : SIEURAC Jean à Gratelauze, VEIRIES Louis à Forestier, CHABBAL Martin à Gratelauze, BRESSOLLES Hippolyte au village, CALVET Paul à Respech, VALATS au village, BARTHE Frédéric au Vigné. RIEUGNE Jean-Pierre reste Maire ainsi que BOUNHIOL Alexandre adjoint.

Pendant l'année 1880, le Conseil Municipal s'est réuni 4 fois en sessions obligatoires et 5 fois en sessions extraordinaires.

— LE 15 FEVRIER —

Vote du budget de l'Instruction Primaire pour l'année 1881 (il faut savoir que les budgets étaient votés une année à l'avance).

La rétribution par élève est ainsi fixée : au dessous de 7 ans : 1 fr. ; abonnés pour un an : 8 fr. ; de 7 à 10 ans : 1,50 fr. ; abonnés 12 fr. ; au dessus de 10 ans : 2 fr. ; abonnés : 15 fr. Ce budget fixe les recettes suivantes :

Participation des élèves	867,25 F
Participation Communale	335,12 F
Participation Gouvernement	847,63 F
TOTAL	2.050,00 F

destiné à couvrir les dépenses, soit :

Traitement de l'Instituteur	1.200,00 F
Traitement de l'Institutrice	800,00 F
Indemnité de logement de l'Instituteur	50,00 F

La Loi Jules Ferry sur l'enseignement gratuit ne sera votée qu'en Juin 1881 et la laïcité et l'obligation de l'enseignement primaire n'entreront en vigueur qu'en mars 1882. Avant cette date, l'enseignement était réservé aux riches.

Le Conseil Municipal dressait bien une liste d'enfants dont les parents étaient indigents et qui bénéficient de la gratuité « dans la mesure où il y avait de la place à l'école ».

On comprend alors les raisons du nombre important d'illettrés et il faudra attendre 50 ans à PARISOT pour que la gratuité de l'enseignement soit enfin effective.

C'est en effet le 16 février 1930 que la Municipalité, sous la présidence de mon regretté prédécésseur M. Emile BOUHNIOL, prend la décision suivante :

« Vu la circulaire préfectorale rappelant les obligations fondamentales des Caisses des Ecoles. Vu la Loi du 28 mars 1882, art. 17, décide la création d'une Caisse des Ecoles à PARISOT et désigne à cet effet une commission municipale composée de MM. DESIRAT Camille, ESCUDIE Alfred, et POUJADE Cyprien. Elle sera élargie le 16 mars suivant de MM. HIGOUNET Jean, BOUNHIOL Achille, DELLAC Marcelin, BAYLE Gabriel et BOUNHIOL Germain.

Le Conseil décide que le crédit affecté aux écoles sous la rubrique « Fournitures aux élèves indigents » sera versé à la dite Caisse qui devra fournir aux élèves etc... Et la délibération se termine ainsi : « ... sous réserve que les dits livres resteront la propriété de l'enfant auquel ils auront été attribués ».

C'était alors une véritable révolution puisque, en plus des fournitures qu'ils recevaient, tous les élèves restaient propriétaires de leurs livres de classe et celà gratuitement. J'ajouterai, pour l'avoir vécu moi-même que tous les élèves bénéficiaient chaque année d'un voyage gratuit en autocar dans le département.

Revenons à la session de février 1880 au cours de laquelle 74,80 Fr accordés par le Gouvernement pour « ateliers de charité » sont versés pour aplanir le communal afin de faire travailler les pauvres sans travail.

Par ailleurs, le Conseil refuse de payer à M. MASSOT, Conseiller de Parisot, l'impôt sur le revenu de l'emprunt de 12.000 F. que lui a contracté la Municipalité pour le financement de la construction de l'église en 1875. (Dans une séance suivante, en mai, il lui en versera la moitié).

— LE 22 MARS —

Virement de fonds d'article à article pour financer les travaux de clôture du jardin du presbytère, celà au détriment du gravage du communal.

— SESSION D'AVRIL —

Sur la réclamation de M. PELISSOU, entrepreneur, pour « erreur de compte » sur l'école des garçons, le Conseil vote une somme de 309,81 F. Il vote également une somme de 718,10 F. à M. CASTAGNE Justin, prélevée sur les fonds libres pour la clôture du jardin du presbytère.

(à suivre)

1981 n°9

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

Dans notre précédent bulletin nous avons évoqué quelques aspects de la vie municipale telle que nous la font revivre les délibérations du Conseil Municipal de 1880.

Nous poursuivons aujourd'hui cette évocation du passé que nous avions interrompue à la session d'Avril 1880.

— LE 16 MAI —

Avis favorable est donné à la création d'une foire à Labastide de Lévis et d'une à Florentin.

L'abonnement au « Journal des Communes » est supprimé afin de permettre l'assurance de la Maison commune.

Le Conseil approuve les comptes de l'exercice clos et vote le budget supplémentaire (sans donner de chiffres).

— LE 27 JUIN —

(Session Extraordinaire)

Le Conseil Municipal de PARISOT s'est réuni en session extraordinaire conformément à la circulaire préfectorale au sujet des subventions accordées pour terminer le réseau des chemins vicinaux ordinaires.

Le Conseil délibère « qu'il n'y avait pas lieu d'imposer extraordinairement ladite commune vu qu'elle est imposée au maximum pour payer l'amortissement contracté pour les réparations et constructions communales, mais qu'il y avait lieu d'engager les propriétaires les plus intéressés, à souscrire pour l'achèvement des deux chemins vicinaux : n° 7 de PARISOT à VAISSIE et n° 1 de LISLE à PUY-BEGON par Avirol, chemins que le Conseil désigne pour être subventionnés, espérant que les propriétaires intéressés souscriront. Ainsi délibéré, etc... »

— LE 11 JUILLET —

Le Conseil décide que pour célébrer convenablement la fête locale, il y avait lieu de voter la somme de 50 F. sur les fonds disponibles. 25 F. seront distribués aux pauvres et 25 F. permettront l'illumination de la fête qui aura lieu le le 25 juillet.

— LE 29 AOUT —

Le Conseil décide de confier à M. PELISSOU, entrepreneur, l'estimation des dégats causés par la foudre sur le clocher de l'église au cours de l'orage de la nuit du 25 au 26 août.

— EN NOVEMBRE —

Le Conseil approuve le procès-verbal d'expertise dressé par M. GOUZI, architecte, Agent de la Compagnie l'Abeille, à l'effet d'évaluer les dégats au clocher. Cet expert, assisté de M. MONREDON, charpentier, les fixe à 280 F.

Le Conseil délibère ensuite sur la liste des élèves à admettre gratuitement à l'école en 1881 et sur celle de la médecine gratuite.

Il arrête le budget des chemins vicinaux subventionnés : Recettes : 818 F. Dépenses : 823 F.

Le Conseil autorise le Maire à payer les réparations à la sacristie (28 F) et le montant de l'achat de 12 chaises. (20,40 F).

— LE 26 DECEMBRE —

Le Conseil nomme, pour la révision des listes électorales, deux conseillers municipaux : MM. BOUNHIOL Firmin et BOUNHIOL Mesmin et un propriétaire : M. CHABBAL François de Gratelauze, en vue de la prochaine élection municipale du début de janvier 1881 qui, nous l'avons vu, amena un profond remaniement dans le Conseil.

Voilà, il y a un siècle, la vie municipale à PARISOT. Nous avons essayé de vous la faire revivre, imparfaitement, certes, mais « en restant toujours respectueux des écrits ».

A. E.

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

Notre étude sur l'Eglise de PARISOT se terminait dans le précédent numéro par deux lettres du Conseil de Fabrique, l'une du 14 avril 1844, l'autre du 30 Mars 1845.

Nous la poursuivons aujourd'hui en situant d'abord ces évènements locaux dans le contexte général de l'époque.

POURQUOI UNE EGLISE NEUVE (suite)

Il faut se rappeler que nous étions alors vers la fin du régime de la Monarchie de Juillet, sous Louis-Philippe, venu au pouvoir après les journées révolutionnaires « Les Trois Glorieuses » des 27, 28, 29 Juillet 1830.

Cette victoire populaire fut, en effet, escamotée au profit d'un gouvernement monarchique, plutôt intéressé à jeter les bases d'une future colonisation de l'Afrique Noire, de l'Océan Indien etc...

A l'intérieur, des problèmes sociaux sont liés au développement économique. L'agitation sociale qui en découle croît avec le chômage et les bas salaires et des troubles provoquent un mécontentement général.

Tout ceci entraîne la Révolution de Février 1848, suivie des révolutions en chaîne dans divers Etats de l'Europe : Allemagne, Autriche, Bohème, Italie.

En France, c'est l'avènement de la Deuxième République qui ne durera en fait que du jour de sa proclamation, le 28 Février à l'élection du Prince Président, Louis-Napoléon, le 2 décembre 1848.

Celui-ci va devenir, après un coup d'état suivi d'un plébiscite le 21 novembre 1852, l'Empereur Napoléon III, maître tout puissant.

Et c'est la succession des évènements qui aboutiront à la Troisième République de 1875 : Ambitieux succès de prestige à l'extérieur (Italie) ; construction du canal de Suez ; revers de l'expédition désastreuse du Mexique ; échec militaire de la guerre de 1870, trahison, défaite, abdication.

En 1871, élection d'une Assemblée Nationale, à majorité royaliste, divisée entre les légitimistes et les orléanistes ; insurrection de la Commune et semaine sanglante du 21 au 28 Mai 1871 avec le massacre des Fédérés parisiens (20.000 tués ou fusillés), 38.000 arrestations suivies de 7.500 déportations en Nouvelle-Calédonie ; et c'est la Troisième République, définitivement proclamée en 1875.

Cette rétrospective historique met en lumière l'état d'instabilité politique de la France pendant cette période qui va précéder la construction de l'Eglise de PARISOT et justifie en partie toutes les indécisions successives dans le cadre de notre commune.

En définitive tout fut élaboré à la même date : la République et l'Eglise de Parisot.

Et, à quatre ans près, l'une et l'autre faillirent bien disparaître : la République le 10 Juillet 1940 et l'Eglise, le 25 Juin 1944, pendant la messe dominicale.

Beaucoup de nos compatriotes se souviennent de ce dimanche matin où, lors d'un raid de super-forteresses américaines passant au-dessus de nos têtes, l'une d'elles, en difficulté, lacha sa cargaison de bombes sur le village, vers la forêt. Quelques dixièmes de seconde plus tôt, et c'était la catastrophe !

S'il n'y eut heureusement pas de victimes, par contre, les dégâts matériels furent très importants, mais l'Eglise de PARISOT l'avait échappé belle.

—oOo—

Reprenons maintenant le cours de notre étude dont le dernier document cité est la lettre du 30 mars 1845 dont des extraits figurent dans notre précédent numéro.

De 1845 à 1854, neuf ans se passent sans laisser de trace concernant la construction de l'édifice. Nous retrouvons ensuite :

1er JANVIER 1854. — Un extrait de délibération précisant :

« La question de réparation et d'agrandissement de l'Eglise étant toujours pendante, le Conseil demande l'avis de l'architecte et du diocèse pour réparer s'il y a lieu et d'augmenter au moins d'un tiers ».

8 FEVRIER 1857. — Le Conseil Municipal, reconnaissant les réparations urgentes à faire à l'église, demande au Préfet d'envoyer un architecte pour établir plans et devis, mais refuse le plan de reconstruction présenté par M. le Curé, qui entraînerait des dépenses trop considérables pour la commune.

16 FEVRIER 1857. — Le curé BOUDET (qui sera remplacé le 26 avril de la même année par le Curé PRADES Justin) contre-attaque violemment. Voici quelques extraits :

« Monsieur le curé démontre :

— qu'il est urgent de prendre une décision, l'église menace ruine ; les lézardes qui la sillonnent s'élargissent continuellement et les murs circulaires du Chœur s'affaissent à vue d'œil. Il est très dangereux de continuer d'y laisser entrer les fidèles et d'y célébrer les Mystères.

— que les hommes de l'art ont signalé le danger plusieurs fois, notamment M. Sirodot architecte diocésain ; l'église est trop petite (17 × 5,50 mètres aux marches de l'autel et deux chapelles 3,50 × 3 mètres). Aussi tous les dimanches 200 personnes sont sur les chemins pendant les offices et ne peuvent remplir leurs devoirs religieux, le prêtre ne pouvant se mouvoir que sur les marches de l'Autel, donc omettre bien des cérémonies que la liturgie lui prescrit ; et la plupart du temps le désordre est au comble, faute d'espace...

— que l'église est d'une telle insalubrité que tous les desservants y ont contracté des infirmités ; l'eau suinte de tous côtés, le pavé et notamment celui du Chœur en est constamment imprégné ; un tapis placé sur les marches de l'autel s'y est pourri dans l'espace de moins d'une année ; les livres s'y moisissent et le bois même, ne résiste pas à cette humidité ; il y a une source au-dessous de la chaire.

Et le curé **BOUDET** termine :

« La population demande cette construction à grands cris, l'ordre, la moralité et la religion en font une impérieuse nécessité ».

23 AOUT 1857 : le Maire informe le Conseil Municipal que :

« L'église est trop petite pour contenir les fidèles et qu'en outre elle se trouve dans un tel état de délabrement qu'il convient de procéder à sa reconstruction. Il propose le devis dressé par M. COUSY, architecte à Lavaur de 16.462 francs » et propose une imposition extraordinaire de 15.900 francs.

« Le Conseil délibère que le-dit devis sera immédiatement soumis à l'approbation de M. le Préfet qui sera prié de donner son autorisation, afin qu'il soit procédé sans retard à la reconstruction au même emplacement ».

Le conseil de fabrique propose de venir en aide à la commune. Si celle-ci ne peut subvenir aux frais, elle se chargera des meubles et de l'ornementataion.

(à suivre) **A.E.**

Chasseurs... sachez

CONSEILS PRATIQUES en 1880

La revue « ACTUALITÉS » parue il y a cent ans donne des conseils « POUR CONSERVER LE GIBIER ». (Le congélateur et autres appareils ménagers n'existaient pas... et pour cause : l'électrification de PARISOT ne fut réalisée que 50 ans plus tard... en 1930).

« Après l'ouverture de la chasse, il n'est pas inutile de rappeler aux ménagères le moyen de conserver le gibier. Le Charbon de bois étant l'un des meilleurs agents de désinfection, il faut avoir soin d'en introduire de menus morceaux dans le ventre du gibier vide. Le thym, la sauge, la lavande, l'absinthe, le laurier et les autres plantes odoriférantes sont bonnes pour écarter les grosses mouches et les empêcher de déposer leurs œufs sur le gibier. Les plaies fraîches et saignantes peuvent être lavées avec quelques gouttes d'eau de vie ou un peu d'eau salée pour empêcher la corruption.

Le gibier se conserve aussi pendant plusieurs jours, même pendant les plus fortes chaleurs lorsqu'on a soin de l'envelopper dans un linge imbibé de parties égales d'acide pyroligneux et d'eau pure.

On peut aussi le conserver en plaçant lièvres, lapins, perdreaux, sans être dépouillés ou vidés dans des tonneaux remplis de blés, d'avoine ou d'orge, de manière à les couvrir de 8 à 10 centimètres, sans qu'ils touchent ni le fond, ni les parois de la futaille ».

Ces conseils s'adressaient à tous les chasseurs de PARISOT en 1880. Notre commune devait certainement compter d'assez nombreux braconniers car, cette année-là il fut délivré moins de 10 permis de chasse. Par contre, nous savons par ouï-dire que le gibier était nettement plus abondant qu'actuellement, c'est pour cela qu'il était parfois nécessaire de savoir le conserver.

Bien que les parties de chasse soient, de nos jours, bien moins fructueuses qu'il y a cent ans, nous avons tenu à communiquer ces précieux conseils à nos amis chasseurs de 1982 qui, nous en sommes certains, en feront leur profit au moment où il est recommandé d'économiser l'énergie.

Le Gérant : A. Escudié — Imp. Coopérative Montauban

1982 n°12

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

Nos précédents articles relataient les pourparlers, parfois aigre-doux engagés depuis 1844 entre la Municipalité de Parisot et le Conseil de Fabrique au sujet de la reconstruction de l'église. Nous sommes en 1858.

Où Construire ?

Une pétition envoyée au Préfet par les habitants du village ouvre une polémique, ce qui provoque une riposte du Conseil Municipal le 11 Juillet 1858.

En voici d'ailleurs les passages essentiels qui sont intéressants. Le texte de la pétition manque, mais la réponse est suffisamment édifiante.

« Le Maire ouvre la séance et fait l'exposé suivant : M. le Préfet vient de nous faire parvenir par voie hiérarchique deux pièces accompagnées d'une lettre de M. le Sous-Préfet.

1°) Une pétition dans laquelle les auteurs s'évertuent à démontrer à M. le Préfet que le local choisi par vous pour la reconstruction de votre église n'est pas celui que vous avez indiqué comme étant le plus commode des 4/5 de la population, mais bien l'enclos du sieur GAILLARD, enclos qui est situé entre le presbytère et la maison du sieur MALET épicier (cet emplacement comprend aujourd'hui les maisons et jardins de MM. BRUYERES et Jean AUZIAL) dans un village que le tracé de la route départementale de Gaillac à Lavaur a converti en un véritable étang.

2°) Un acte d'engagement sous seing-privé par lequel les pétitionnaires s'obligent :

— à faire don à l'administration d'une somme de 1.505 frs,

— à payer le montant de l'acquisition du nouveau local (terrain) si la reconstruction de notre église se faisait à l'endroit convoité par les signataires qui, à l'exception de trois ne paient pas, ou à peu près, de contribution foncière.

Ces deux pièces étant de nature à entraver la marche, tant de l'administration supérieure que de l'administration locale, je vous prie, Messieurs de manifester votre opinion sans vous préoccuper de la manière de voir ni de procéder des auteurs de ce papier ».

Le Conseil Municipal, après avoir examiné ces deux pièces déclare :

1°) Qu'il est incompétent pour apprécier la piété et l'enthousiasme religieux tant de Messieurs les pétitionnaires que des personnes qui fréquentent journellement l'église si, pour servir les intérêts de quelques marchands, cet édifice était reconstruit à l'endroit indiqué.

2°) Pour ce qui concerne les vols commis dans l'église actuelle, il paraît au Conseil Municipal que ces prétendus vols sont loin d'être aussi nombreux que voudraient le faire accroire les auteurs de la pétition : En effet il ne fut commis qu'une soustraction insignifiante dans cet édifice religieux il y a de cela près de 20 ans, alors que la fabrique faisait construire une sacristie : est-ce à la négligence du carillonneur, des personnes chargées de la surveillance des travaux ou au peu de probité des ouvriers qu'il faut attribuer une pareille soustraction ?

3°) Prétendre que l'église actuelle telle qu'elle est doit être considérée comme étant de construction récente, c'est émettre une opinion très inexacte. Enfin, M. le Maire qui fait partie de l'administration locale depuis près de 55 ans, se rappelle à peine de l'époque à laquelle cet édifice (construit d'après les ordres du prieur du couvent de Candeil bien avant la Révolution de 89) a été restauré. « La tradition de laquelle il faut se contenter, (aucun titre écrit n'existant) nous apprend que l'église de Parisot fut construite partie aux frais du couvent sous la dépendance duquel se trouvait la paroisse de Parisot dépendant du consulat du Nay et partie par les habitants de ladite paroisse. Le couvent se chargea de faire construire le sanctuaire et le clocher ce qui fut fait en briques, moellons, mortier, avec sable et chaux. Quant à la Nef elle fut construite en murailles vulgairement dénommées « terrisses » qui furent remplacées il y a près de 70 ans sur des murailles en briques qui sont d'un aplomb et d'une solidité qui dispenserait la commune dépourvue de toute ressource de s'imposer un si grand sacrifice si les parties construites d'après l'ordre du prieur sus mentionné, n'étaient pas complètement endommagées par les injures du temps, plutôt que par l'humidité du sol, humidité contre laquelle l'homme de l'art auteur du projet, a proposé des mesures qui en triompheront facilement a peu de frais.

4°) Le cimetière sera considérablement agrandi, ce qui est de toute inutilité ; attendu que la commune de Parisot possède deux cimetières, ce qui n'est pas dit dans la pétition.

5°) Le conseil municipal voit bien qu'un certain nombre d'habitants du village ou des individus y ayant quelques maisons s'engagent à donner la somme de 1505 francs et à payer le montant de l'acquisition, si l'église projetée se construit à l'endroit par eux indiqué. Mais, si ce n'est que ces personnes généreuses veulent par leur don fallacieux induire l'autorité supérieure en erreur et entraver la marche de l'administration locale, il ne sait à quel mobile attribuer un acte de si haute charité. En effet lorsqu'il s'est agi de faire une souscription pour l'extinction de la mendicité, les signataires de la pétition ont été les premiers à s'y refuser objectant que leur position de fortune ne leur permettait pas de secourir les indigents qu'elle voulait faire disparaître ?...

C'est ce qu'ignore le Conseil Municipal mais il ne saurait sacrifier l'intérêt général, à l'intérêt de quelques petits marchands... D'ailleurs il se rappelle trop bien ce que sont les engagements sous seing-privé ou par simple promesse verbale. S'il en était autrement, la réparation du presbytère saurait la lui remémorer.

6°) Pour ce qui est de l'acquisition du terrain, le sieur GAILLARD a affirmé qu'il ne le cèderait jamais de gré à gré et qu'il faudra en passer par la procédure usitée en matière d'expropriation pour utilité publique.

En conséquence, le Conseil Municipal rejette la pétition, la considérant comme basée sur des motifs peu plausibles. Il est évident que celà n'a été fait que pour susciter des embarras à l'administration supérieure et locale. Le Conseil Municipal supplie donc M. le Préfet de faire honneur aux diverses délibérations relatives à cette matière ainsi qu'aux projets soumis à son appel ».

Nous ne disposons pas de la réponse du Préfet mais, par contre, la délibération du 8 Août y faisant suite 18 jours plus tard est suffisamment édifiante pour comprendre le climat de tension à cet égard :

« Dans le courant de Janvier 1857, M. le Maire eut l'honneur d'écrire à M. le Préfet une lettre dans laquelle il faisait connaitre la situation, dans laquelle se trouvait la commune à cause d'un plan rédigé par M. SIRODOT présenté au Conseil Municipal d'une manière officieuse. Le conseil municipal d'après cette lettre rejetait le-dit plan SIRODOT, et priait Monsieur le Maire, de s'entendre avec l'autorité supérieure pour n'en arriver qu'à une simple réparation de notre église.

Le 8 Février 57 dans sa session ordinaire, le conseil prit une délibération dans laquelle il rejetait officiellement et à l'unanimité le plan SIRODOT à lui présenté aujourd'hui pour la seconde fois. Le Conseil Municipal ayant rejeté ce travail en a fait (après s'être entendu avec Monsieur le Préfet) étudier un qui fut en harmonie avec les besoins et ressources de la commune.

Ce projet rédigé par Monsieur l'architecte de la Ville de Lavaur, malgré qu'il paraisse à l'autorité supérieure, inférieur au projet SIRODOT, il rejette pour la seconde fois le dit plan SIRODOT.

Puisque son Excellence ne peut venir à notre secours et vu que les fonds de 1858 sont épuisés, le Conseil Municipal prie Monsieur le Préfet de vouloir bien se rappeler que notre église, devrait être reconstruite le plus promptement possible attendu que cet édifice menace ruine depuis déjà longtemps et lui serait bien reconnaissant si mettant de côté le plan SIRODOT, il aplanissait les difficultés, pour mettre a exécution le projet rédigé par M. COUSY architecte choisi par l'autorité locale ».

Il faut attendre deux ans pour avoir une suite à l'affaire.

Sur ordre du Préfet, le Conseil doit « décider » de l'emplacement de l'église nouvelle, du presbytère et jardin attenants.

A.E.

Le Gérant : A. Escudié — Imp. Coopérative Montauban

1983 : numéro 13

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

Nous avons vu que le projet de construction d'une nouvelle église à Parisot provoque des discussions, des échanges de lettres, des pétitions... et les années passent.

Nous sommes en 1860.

20 AVRIL 1860. — Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil d'une lettre du Sous-Préfet en date du 3 courant par laquelle Monsieur le Préfet lui demande de proposer au Conseil le point sur lequel la nouvelle église doit être bâtie et ajoute que le point pris sur l'article n° 1113 section B du plan cadastral de la commune a paru le plus convenable à M. le Préfet.

Monsieur le Maire dit au Conseil qu'il est invité également à le faire délibérer sur l'emplacement du nouveau presbytère à construire près de l'église et à faire venir un architecte pour étudier le projet.

Le Conseil, après avoir examiné avec soin la proposition de Monsieur le Maire, accepte le point indiqué par Monsieur le Préfet puisqu'il lui paraît le plus convenable et il prie Monsieur le Maire de faire toutes les démarches nécessaires auprès de l'autorité supérieure pour que cette affaire déjà ancienne ait une prompte solution et faire que Monsieur COUSY ne mette pas de retard dans l'envoi du projet du presbytère.

16 MAI 1860. — Le devis est présenté au Conseil. Il s'élève à 7.084,80 Frs et soumis à approbation du Préfet.

23 SEPTEMBRE 1860. — Le Conseil vote une imposition extraordinaire de 25.500 francs pour faire face aux frais de construction et annule toutes les précédentes impositions.

L'ACHAT DU TERRAIN

26 SEPTEMBRE. — Trois jours plus tard, délibération portant acquisition des terrains pour la construction de l'Eglise et ainsi rédigée : **« Vu la promesse de vente souscrite par les tuteurs de Rosalie BRESSOLLES, encore mineure et propriétaire des terrains à acquérir... Vu la loi du 18 Octobre 1790, fait l'acquisition d'une contenance de 16 ares, 16 à prendre sur l'article 1113 Section B... au prix total de 400 Frs. Cette contenance ne comprend pas la surface nécessaire pour les servitudes indispensables au service du culte, laquelle est fournie par les propriétaires des terrains à acquérir, en compensation d'un chemin public devenu inutile par ces constructions ».**

10 JANVIER 1861. — L'enquête relative à l'acquisition du terrain est approuvée par 124 avis favorables contre 56 sur 180 déclarations.

Le 15 février 1863 le Conseil Municipal se fache : le Plan SIRODOT est repoussé pour la 3e fois dans les termes suivants :

« Vu la lettre de M. le sous-Préfet du 16 janvier 1863 présentant le nouveau plan SIRODOT au Conseil Municipal.

Vu les délibérations de février 1857 et août 1858 relatives à la même affaire, le Conseil Municipal, à l'unanimité, persiste à repousser le projet SIRODOT et ajourne à plus tard l'étude d'un autre devis. Il prie M. le Préfet de renvoyer à la Mairie de Parisot les plans et devis du projet COUZY, mais, par un souci d'honnêteté (malgré que ces dits plans aient été rejetés par le Ministère de l'Instruction Publique) demande au Préfet de lui payer les honoraires ».

Le 7 Septembre 1865 il durcit encore sa position de refus par la délibération suivante :

« Vu la lettre du sous-Préfet du 3 courant relative à la rédaction d'un nouveau projet de RECONSTRUCTION de l'Eglise,

Vu la nécessité de construire ou d'acheter une maison pour le logement de l'instituteur et pour l'école,

Attendu que dans la localité on ne trouve rien à louer, qui puisse répondre à cette destination,

Délibère : la reconstruction de l'église est ajournée jusqu'à ce que la commune soit libérée de la dépense entraînée par la maison d'école ».

Le 31 décembre de la même année, une décision contradictoire est prise par le Conseil, sans doute dans l'euphorie de ce dernier jour de l'année.

Un membre propose alors au Conseil de construire l'église et le presbytère attenant, sur le terrain acquis par la commune de la mineure BRESSOLLES, terrain dont l'achat a été approuvé par le Préfet. Il propose également de voter une somme de vingt mille francs environ pour la construction de ces divers édifices sans avoir égard aux plans et devis qui ont été déjà faits.

Le Conseil prie M. le Préfet de vouloir bien désigner un architecte pour établir un nouveau devis dont le chiffre se rapprocherait le plus de celui exprimé.

Mise aux voix, cette proposition est votée à la majorité : 7 pour, 5 contre.

En marge de cette délibération figure le sous-entendu suivant très significatif : « le presbytère attenant servira pour le logement de l'instituteur et de maison d'école ».

Et voilà : le tour paraît joué. Mais pas pour longtemps.

En effet, le 26 février 1866, le Conseil Municipal, est réuni en session ordinaire, assisté des plus forts imposés en nombre égal (soit 12 pour un total de 24 participants).

Cette réunion est provoquée par une dépêche du sous-Préfet datée du 6 janvier, invitant les plus forts imposés à approuver la délibération du 31 décembre et à voter vingt mille francs pour la construction de l'église et du presbytère.

Mais si les douze plus forts imposés sont bien présents, huit conseillers seulement sont là, dont quatre qui étaient hostiles au projet en question.

UN NOUVEAU CONSEIL

Nous pouvons supposer que la réunion n'a pas dû se dérouler dans l'euphorie. Il faut noter également que le Conseil Municipal avait été renouvelé six mois plus tôt et que la nomination par le Préfet du nouveau maire : RIEUGNÉ Jean-Pierre, successeur de BOUNHIOL Joseph, décédé, était toute récente, celà ne favorisait sans doute pas l'unanimité des vues.

Le nom du conseiller auteur de la proposition d'achat n'est pas mentionné sur les comptes-rendus. Par contre, un autre qui était favorable au projet mais absent lors de la deuxième réunion (je ne citerai pas son nom) voit figurer à côté de sa signature un très irrespectueux « illettré » qui sera accolé à son paraphe pendant toute la durée de son mandat.

Tous ces détails sont donnés pour illustrer le climat de tension qui devait régner à ce moment-là.

En définitive la proposition du 31 décembre est rejetée par **treize** voix sur **vingt** votants.

Le 12 septembre de la même année, une nouvelle délibération confirme cette opposition et la réelle situation de la commune et de ses habitants.

N'oublions pas que cette epoque coïncide avec le commencement du déclin de Napoléon III accéléré pour la Guerre du Mexique (1862-1867). La malheureuse intervention de la France (destinée à établir dans ce pays un empire catholique au profit de Maximilien d'Autriche) touche à sa fin après la débacle de l'armée du général BAZAINE et son réembarquement précipité à Vera Cruz en mars 1867 devant la menace prussienne sur notre pays. On sait que Napoléon III sera contraint à la guerre et devra capituler à Sedan le 2 Septembre 1870.

UN EMPRUNT

Revenons à cette réunion extraordinaire du Conseil Municipal tenue le 12 Septembre 1866 sous la présidence du Maire et qui groupait 9 conseillers assistés, conformément à la loi des plus forts contribuables au nombre de 6. En voici le compte rendu :

« Vu la lettre de M. le sous-Préfet et suite au rapport dressé par l'architecte du département concluant à la reconstruction de l'église, celle existant présentant des dangers pour la sécurité publique ;

Considérant qu'en 1863 le commune a été totalement ravagée par la grêle, et que l'année suivante s'est encore fortement ressentie de ce fléau ;

Considérant que dans l'année courante un semblable sinistre, à deux reprises différentes, a de nouveau enlevé toutes les récoltes et que la grande majorité des familles se trouvent dans la gêne ;

Considérant l'emprunt considérable qu'il faudra faire pour la reconstruction de ce monument, attendu que la commune est privée de toute ressource et de fonds disponibles ;

Le Conseil, dis-je, pour ménager la population et arriver au même résultat,

Délibère :

1°) — qu'il fait voter une somme de vingt mille francs dans dix ans consécutifs, donc deux mille francs chaque année à partir du 1er Janvier 1867,

2°) — qu'avec les fonds provenant de cet impôt il soit acheté des rentes sur l'Etat à 3 %,

3°) — qu'au terme de six ans, il

1983, suite 13

doit procéder à la reconstruction de cet édifice ».

Le 22 Mai 1867, nouvelle délibération sur la même question :

« Le Conseil Municipal considérant que la commune peut disposer de 3.000 francs sans entraver la marche des divers services, délibère :

1°) que la commune soit autorisée à acheter six obligations à court terme au Crédit Foncier par l'intermédiaire de M. Fabre, notaire à Lisle, correspondant du Crédit Foncier, membre du Conseil Municipal de Parisot, ici présent et acceptant ;

2°) que les titres de rente soient déposés dans le bureau du Percepteur sur récépissé ».

Ces deux délibérations sont des décisions concrètes qui laissent espérer, à terme, une réalisation concrète.

UN CRI D'ALERTE

Mais, une lettre du Conseil de Fabrique du 4 octobre 1868 signale :

«l'état alarmant de l'église qui tombe en ruines et délibère sur la nécessité de reconstruire sans retard après s'être assuré de la vérité du fait et s'appuyant sur les motifs suivants :

1°) attendu que l'église est d'une insalubrité manifeste : l'eau suinte de tous côtés, le pavé et surtout celui du chœur en est constamment imprégné, les livres s'y moisissent, le bois ne résiste pas à cette humidité.

2°) attendu que l'église peut à peine contenir 300 âmes tandis que la paroisse est composée de 986 âmes, sans compter 100 étrangers qui fréquentent cette église tous les dimanches,

3°) attendu que déjà les hommes de l'art ont signalé plusieurs fois le danger imminent de ce vieil édifice ; notamment M. SIRODOT, architecte diocésain et M. l'Architecte départemental qui a visité les lieux tout récemment,

que depuis lors la situation s'est fortement aggravée puisque une partie considérable d'un mur du porche a croulé, l'autre partie menaçant de tomber à chaque instant. De plus les 100 personnes qui entendent la messe chaque dimanche dans cet endroit sont exposées à des accidents graves. Les planches de la voûte se détachent ; quelques-unes sont suspendues en l'air. Les lézardes nombreuses qui sillonnent l'église s'élargissent de plus en plus : dernièrement encore, un morceau considérable de maçonnerie est tombé du mur qui soutient la chaire et plusieurs planches se sont détachées de la voûte de la chapelle de la Sainte Vierge.

Touché par toutes ces raisons et voulant se mettre à l'abri de toute responsabilité, le Conseil de la Fabrique est d'avis qu'il est très urgent de sortir de l'église actuelle et de pourvoir à une construction nouvelle. Il s'empresse d'informer M. le Préfet de cet état de choses et supplie ce digne magistrat de prendre un vif intérêt à cette affaire et d'user de tout son pouvoir pour la mener à bonne fin ».

M. le Maire qui était présent a assuré que le Conseil Municipal était décidé à commencer la nouvelle église sous peu de temps, ceci en contradiction avec une délibération de ce même Conseil deux mois plus tôt, le 8 août 1868, ainsi rédigée :

« M. le Maire a mis sous les yeux du Conseil Municipal une lettre du Sous-Préfet, du 14 juin, accompagnée d'une lettre de M. le Curé de Parisot tendant à engager ledit Conseil à prendre les mesures nécessaires pour faire dresser les plans et devis de l'église dont la construction est projetée.

Ledit Conseil considérant qu'il n'a d'encaissé qu'une seule annuité pour la construction de la nouvelle église et que d'ailleurs, la vieille église n'est pas encore en danger de crouler, **pour ces motifs, il déclare qu'il était important de laisser échoir d'autres annuités avant d'entreprendre la construction de la nouvelle église ».**

LE PRESBYTÈRE

Le 22 août 1870, le Conseil Municipal délibère :

1°) qu'il autorise M. le Maire à mandater les « fonds sur les dépenses imprévues de 1870 pour achever de payer les travaux de la clôture du cimetière ».

2°) que, s'il y a lieu, il délègue M. le Maire ou M. l'Adjoint « pour acheter la maison DELPY (actuellement maison diocésaine, ancien presbytère) sise à côté de l'emplacement de la nouvelle église, maison qui est très commode, soit pour servir de presbytère, soit de maison commune et d'école, ladite maison devant être mise en vente par licitation, le propriétaire étant en faillite ».

Quelques semaines plus tard c'est le désastre de Sedan et l'abdication de Napoléon III le 2 Septembre avec l'élection de l'Assemblée Constituante de la IIIe République et, au plan local, la dissolution du Conseil Municipal.

Le 2 octobre 1870, un premier Conseil d'Administration Provisoire de 4 membres qui gère la commune, demande au sous-préfet de s'adjoindre cinq membres supplémentaires dont il présente la liste à son agrément. Cette demande est accordée.

Le 9 octobre, le nouveau Conseil Municipal provisoire est en place et désigne comme Maire M. BOUNHIOL Justin-Antoine.

Le 16, le Conseil vote 500 frs pour achat d'armes.

Le 17 novembre, à la suite d'une circulaire préfectorale, la commission municipale est amenée à voter la somme de 3.382 frs pour l'équipement et frais de la Garde Nationale Mobile. Le procès-verbal de la réunion mentionne :

« Considérant que la commune avait fait une économie de 5.060,29 Fr qui devait être employée à l'achat d'une maison d'école et commune dont elle a un pressant besoin.

Mais considérant que le besoin de sauver la Patrie est plus urgent encore...».

Et voilà comment les bonnes occasions s'envolent !

Le 29 décembre 1870, à la suite d'une circulaire préfectorale, la Commission Municipale est amenée à délibérer **« qu'il n'y avait pas lieu de créer des « Ateliers de Charité » (embauche des pauvres pour des travaux sur les chemins) dans ladite commune, attendu qu'il manquera plutôt des bras que du travail et qu'il fallait laisser les subventions de l'Etat a des communes plus nécessiteuses.**

Qu'il y avait lieu par contre de faire une réparation locative urgente à l'église de la commune en attendant d'en faire une de neuve et qu'alors elle votait une somme de 200 frs à cet effet ».

Le 27 Juin suivant, nouvelle délibération ou il est précisé :

« Etant donné que la commune a épuisé une partie de ses ressources disponibles en frais de la Garde Nationale et que les fonds afférents à l'église ne s'élèvent qu'à quelques 9.000 frs, il n'y a pas lieu de procéder à ce travail (de construction) mais qu'il y a lieu de faire une réparation à l'église actuelle pour la préserver de ruine en attendant de pouvoir faire la neuve ».

Le 19 novembre 1871, une délibération mentionne :

« ... ledit Conseil a nommé MM. RIEUGNÉ, Maire, BOUNHIOL, adjoint et MASSOT pour s'occuper d'aller voir une église dans les environs afin de faire dresser un plan et un devis semblables pour la construction de l'église de Parisot ».

Nous sommes persuadés qu'il est fait allusion à Montans où l'église nouvellement construite dût être démolie quelques 50 ans plus tard pour cause d'insécurité et vice de construction. Avouez que la référence n'était pas heureuse mais, dans l'ignorance des suites regrettables, seule la grandeur comptait pour certains à cette époque malgré le manque de crédits.

UN NOUVEAU DEVIS

Le 1er Janvier 1872, nouvelle délibération relative à la construction de l'église :

« Vu que la commune n'a encaissé que 13.000 fr., alors que la nouvelle construction coûtera plus de 30.000 fr.,

Vu qu'il est urgent de commencer le plus tôt possible, il y a lieu :

1°) de demander à l'Administration de faire la nouvelle église par économie sans avoir recours au secours du gouvernement qui a assez à faire en ce moment.

2°) que pour subvenir en partie à ladite dépense, il y avait encore lieu de demander à l'administration l'autorisation d'employer le tiers des prestations qui sont à la disposition de la commune pour faire le charroi des matériaux nécessaires et de suspendre pendant un an les travaux des chemins ruraux et d'être autorisé encore à s'imposer une journée de plus par paire de vaches et par homme pour compléter ce travail.

Ledit Conseil prie M. le Sous-Préfet d'entrer dans ces vues et ladite église pourra bientôt se commencer.

Ainsi délibéré... »

à suivre

1983 n°14

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

Nous avons consacré notre précédent article à l'historique de l'église de Parisot, toujours à l'état de projet.

Correspondances, pétitions, délibérations, enquêtes et devis se sont succédés au cours des douze années que nous avons évoquées en juin dernier.

Le 1er janvier 1872 une délibération du Conseil Municipal sollicite du sous-préfet l'autorisation d'employer à la construction de l'église « le tiers des prestations qui sont à la disposition de la commune de suspendre pendant un an les travaux des chemins ruraux et d'imposer une journée de plus par paire de vache et par homme pour compléter ce travail ».

Le 12 mai 1872, le Conseil Municipal approuve le devis dressé par M. RIVES, architecte départemental, demande qu'il soit approuvé par l'autorité supérieure et, surtout **« qu'il fut accordé à ladite commune un secours, soit sur les fonds de l'Etat, attendu que la dépense projetée s'élève à 33.460,86 frs et que ladite commune n'a d'affecté à cette construction que 20.000 Frs ».**

Le 30 Juin, une nouvelle dépense est envisagée avec, toujours un pressant besoin de crédits.

A propos du remboursement des fonds de la Garde Mobile, le Conseil :

« ... Considérant qu'il a autant besoin d'une maison d'école que d'une église (sic) et qu'il se trouve pressé par M. l'Inspecteur de la construire le plus tôt possible,

a décisé d'affecter les 3.382 frs provenant du remboursement de la Garde Mobile, pour cette dernière construction, conformément aux vues du Conseil Général qui affecte ces fonds à cette destination, et d'affecter les deux autres mille francs d'économies à la construction de l'église, plus les 3.000 F provenant des vieux matériaux de la vieille église, plus les 20.000 Fr d'imposition en y comprenant les intérêts,

espérant d'ailleurs que le Gouvernement viendra à son secours pour couvrir le surplus de la dépense ».

Un an plus tard, le 11 mai 1873, le Conseil Municipal prend la délibération suivante :

« Après avoir examiné l'état financier de la commune a délibéré qu'il y avait lieu de commencer le plus tôt possible la construction de la nouvelle église et de demander à M. le Préfet l'autorisation de la donner à l'adjudication incessament et est d'avis que la rectification des chapelles eut lieu tout en conservant la forme octogonale du clocher ».

Le 29 mai, le Conseil Municipal, est mis en demeure par le propriétaire de la maison servant d'école. Il est donc indispensable, de vider les lieux, ou de louer un autre immeuble, ou de construire.

Devant l'impossibilité de trouver un local convenable, le Conseil Municipal décide la construction d'une école, approuve le devis de M. RIVES architecte et demande au département pour sa réalisation, un secours des deux tiers de la dépense ».

Les questions de l'église et de l'école se posent donc simultanément, mais les fidèles auront la primauté car, le 19 octobre 1873 :

« Le Conseil Municipal de Parisot réuni en session extraordinaire conformément à la lettre de M. le Sous-Préfet au sujet des travaux de construction de l'église à traiter de gré à gré avec l'entrepreneur,

considérant que les dits travaux ont été mis à l'adjudication au rabais le 1er dimanche d'août, et que, sur trois entrepreneurs qui se sont présentés aucun n'a voulu soumissionner, qu'un seul, M. PELISSOU entrepreneur de Travaux Publics à Briatexte a offert de faire les dits travaux au prix porté dans le devis estimatif dressé par M. RIVES, architecte à Albi, en laissant toutefois les frais d'enregistrement du traité aui doit intervenir à la charge de la commune,

considérant que l'entrepreneur susnommé offre toutes les garanties requises,

a délibéré à l'unanimité de lui adjuger les dits travaux ».

Ce marché de gré à gré sera définitivement signé par M. **Pélissou** et le Maire, RIEUGNER Jean-Pierre le 7 décembre 1873.

Et voilà toutes les formalités effectuées (mis à part quelques petites retouches).

La pose de la première pierre aura lieu le 9 février 1874 et la finition de l'édifice interviendra à la fin de 1875 : un vrai temps record direz-vous !

Mais, hélas, une rapidité préjudiciable à la solidité de l'édifice compte tenu des matériaux utilisés à cette époque.

Notons pour mémoire que le même entrepreneur avait construit l'église de Montans qui avait servi de modèle, celle de Parisot étant, paraît-il une vraie réplique.

Si la première est démolie depuis longtemps, nous allons voir par la suite que celle de Parisot va coûter pas mal d'argent et faire couler beaucoup d'encre et de salive pour, surtout, tenir debout, rester convenable et recevoir une ornementation convenable.

Déjà, pendant sa construction, les pathétiques promesses et projets d'antan sont oubliés. Voici à ce sujet un extrait de délibération du Conseil Municipal :

« sur une demande de secours formulée par le Conseil de Fabrique de l'église dudit Parisot le 12 avril dernier, tendant à obtenir un secours de 4.000 Frs pour l'achat du mobilier de ladite église qui est en train de construction, le dit Conseil Municipal, après en avoir délibéré, a fort approuvé la dite demande et a émis le regret de ne pouvoir venir au secours de la dite Fabrique à cause de l'imposition extraordinaire qui pèse sur la commune qui se trouve imposée pour de longues années.

Pour ces motifs, il joint ses vœux à ceux de la Fabrique pour obtenir le secours sollicité ».

C'est donc un vœux pieux supplémentaire.

Le 2 Août suivant, ce n'est plus un vœux,

« sur un devis estimatif dressé par M. RIVES, architecte au sujet des travaux imprévus à faire à l'église et au clocher, s'élevant a la somme de 7.341,99 Fr., y compris le crépissage extérieur du clocher et de l'église,

Le dit Conseil, considérant que les dits travaux coûteront un peu moins à présent que plus tard, a décidé de faire faire lesdits travaux à la suite de ceux de l'église et que pour faire face au montant des dits travaux, il y avait lieu de prolonger de sept ans l'imposition extraordinaire autorisée à ce sujet ».

Le 13 septembre suivant, réunion du Conseil Municipal et des plus forts imposés pour confirmer cette imposition, mais aussi approuver un devis complémentaire.

La dépense totale sera de 11.398,31 Frs « sur laquelle somme le dit Conseil est d'avis d'admettre celle de 10.341,99 frs comme indispensable pour l'achèvement des travaux indispensables ».

On a ainsi économisé 1.056,32 Frs, mais « comme les fonds affectés à l'église et disponibles, vont être épuisés puisqu'il ne reste en ce moment que 2.000,00 Fr à mandater, pour ces motifs, le Conseil vote à l'unanimité un Emprunt de 12.000,00 Frs à partir du 1er janvier prochain à 5 % ,de 120 obligations communales de 100 Frs... »

Si nous avions vu en 1866 une certaine gêne chez de nombreux habitants de la commune et même la misère chez quelques-uns, il s'est avéré que tous n'étaient pas dans le même cas.

Le 17 janvier 1875, le Conseil Municipal étant réuni et invité à délibérer au sujet des conditions de cet emprunt,

« M. Benjamin MASSOT, Conseiller Municipal et prêteur tient à la disposition de la dite commune les 12.000,00 Frs à emprunter et qu'il s'engage à verser entre les mains du Receveur Municipal en un seul versement dès que l'autorisation préfectorale sera arrivée et moyennent un intérêt de 5 %... »

Et le 24 janvier 1875, l'emprunt est autorisé, signé, et les fonds sont versés.

Le remboursement sera moins rapide car les difficultés de trésorerie subsistent. De plus, le prêteur décède le 6 juillet 1884. Le Conseil Municipal est obligé de demander au Préfet une nouvelle autorisation de report de l'annuité à verser.

Et, bien que l'église soit enfin construite, les difficultés ne sont pas toutes aplanies. Nous le verrons dans notre prochain numéro.

A. E.

(A suivre)

1984 n° 15

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

Notre précédent article s'achevait en 1875 sur la conclusion de l'emprunt de 12.000,00 F à 5 % auprès de Benjamin MASSOT, Conseiller Municipal et prêteur. Nous terminions par ces mots : « ... Bien que l'église soit enfin construite, les difficultés ne sont pas toutes aplanies ».

Il ne reste aucune trace écrite d'événements survenus pendant les deux années nécessaires à la construction. Nous allons poursuivre notre récit sur le dernier épisode riche en anecdotes très diverses, ce qui nous amène à l'époque actuelle.

1876 et le 2 janvier, le Conseil Municipal de Parisot autorise le Maire à traiter de gré à gré la finition de l'église et à régler les imprévus. Il autorise le Conseil de Fabrique à vendre les terres lui appartenant sises, l'une section D n° 918 (de l'ancien cadastre) de 7 ares 10 ca, provenant de l'ancien cimetière de l'église dédiée à Ste Exupérie, qui fut démolie pendant la Révolution en 1793, l'autre venant d'une très vieille donation de terre dont le revenu servait à dire des messes pour le repos des âmes des donateurs et la rémission de leurs péchés.

C'est pour ces raisons sans doute qu'elle s'appelle depuis « terre du Purgatoire ». **Primitivement ces parcelles étaient situées au lieu-dit** « Le Vigné, n° 73 - 74 - 75 ».

Et nous trouvons ce curieux texte, quelques années plus tôt, pour justifier ce titre de propriété en vue d'un échange amiable avec RIEUGNÉ Jean, de Sabatier, contre deux terres lui appartenant, aux Vergnades, n° 158 et 159, d'une contenance de 34 ares 50 ca et figurant au cadastre actuel, section D n° 552 pour 34 a 90 ca : « Cette terre appelée terre du Purgatoire de temps immémoriels en vertu des titres établis par l'ancien compoids, (ou cadastre) de Parisot de 1650, folio 56, ce qui constitue un acte authentique et par conséquent plus utile aux âmes des donateurs ».

Ainsi s'exprimait le Conseil de Fabrique pour justifier cet échange et se dégager de ces contraintes. Mais le Conseil Municipal, très respectueux des usages, autorisait la vente de ces terres « à la condition que, comme par le passé, des messes soient dites pour le repos des âmes des donateurs ».

Par ailleurs, le produit de cette vente doit permettre de meubler convenablement l'église avec du neuf car « le mobilier de l'ancienne église ne peut servir d'aucune manière à cause de sa grande vétusté ».

M. MASSOT Benjamin, géomètre au Rougé est chargé de procéder à la vente par adjudication publique aux enchères. Si le résultat de cette vente reste inconnu, nous connaissons par contre celui des dépenses dont voici le détail :

« — 1.000 F payables en deux ans et sans intérêt à M. Bergès jeune, marbrier à Toulouse,

— 192 F à M. Zarz à Toulouse, pour le solde définitif de la Sainte Table,

— 100 F à Gaubert, curé et, au même 128,75 F pour cire vendue en deux fois,

— 100 F à Rieugné, maire,

— 100 F à Bounhiol à Jaufret,

— 100 F à Raynaud, En Roupy,

soit en tout 1720,75 F.

Ces diverses sommes ne portent point intérêt et elles seront payées au fur et à mesure qu'il y aura de l'argent en caisse. Néanmoins, les marguillers autorisent M. le Président à emprunter au nom de la Fabrique pour payer les traites qui lui seront présentées ».

Mais les dépenses ne s'arrêteront pas de si tôt. Nous sommes toujours en 1876. Le 14 mai le Conseil Municipal décide d'assurer l'église contre l'incendie. L'inauguration par l'archevêque RAMADIER aura lieu le 8 novembre. (Nous en avons parlé dans le premier article paru dans le n° 10 de notre journal).

L'année suivante, le 13 mai, le Conseil Municipal délibère et prend un nombre important de décisions. Nous ne citerons que les dernières :

« ...7°) Pour les alentours de l'église, le dit Conseil a délibéré d'y planter des arbres à ombrage et a voté la somme de 50 f pour celà.

8°) Le dit Conseil demande qu'il soit interdit de faire des ordures autour de l'église, et de dresser procès-verbal contre les délinquants.

9°) Le dit Conseil a délibéré de ne plus tolérer de semer sur le cimetière et de ne plus le travailler.

10°) Il a enfin délibéré que dorénavant, les jours de foire à Parisot, le foirail des vaches commencera au fond du communal et toujours attenant en laissant les passages libres ; le foirail des moutons autour du Christ **(1)** et celui des porcs près du ruisseau. Enfin les marchands d'étoffes seront alignés dans la rue du village et les jardiniers dans la ruelle dudit village. Quant aux chariots ils seront alignés sur la route et les charrettes à bestiaux et voitures entreront dans le village par la rampe de la route ».

Nous ignorons si les arbres furent vraiment plantés, mais sept ans plus tard on reparlera de planter des arbres autour de l'église. Quant aux dites ordures des fidèles et des autres aussi, elles ont dû amener les édiles municipaux à menacer de verbaliser et à prendre des sanctions à l'égard des contrevenants.

Il nous a paru intéressant de vous citer les 9° et 10° de cette décision du Conseil Municipal pour donner une idée de la situation de l'époque, notamment les récoltes dans le cimetière. Cette décision de ne plus les tolérer sera un vœu pieux puisque nous retrouvons quelques années plus tard une revendication du Conseil Municipal de la somme de 55 F, produit d'une récolte d'herbe sur le cimetière, encaissée illégalement par le trésorier de la Fabrique et appelé pour la circonstance « le produit spontané de l'herbe du cimetière » (sic).

Le 19 juin de cette année 1877 c'est à nouveau un grand jour avec une visite pastorale de l'Archevêque Emile-Paul RAMADIER dans la paroisse de Parisot, sept mois seulement après sa précédente visite. Il a été très satisfait puisque, dans la conclusion de son procès-verbal on ne retrouve pas d'allusion aux saletés dans les alentours de l'église. Il a seulement peur des voleurs : « ... Nous avons visité l'église et la sacristie et trouvé tout en bon état... Nous prions les fabriciens de fixer dans le mur de la sacristie la caisse à trois clefs qui renferme les fonds et les titres de cet établissement ».

Des fuites ont dû avoir lieu car, six ans plus tard, en 1883, le Conseil Municipal décide de mettre du grillage et des barreaux aux fenêtres des chapelles, du clocher et des sacristies afin que l'église soit mise à l'abri des voleurs. (Il en existait aussi à cette époque là).

Pendant l'hiver, en janvier 1878, le Conseil de Fabrique décide la construction d'une chaire à prêcher et confie ce soin à M. OURLIAC, menuisier-ébéniste à Pampelonne. Il vote à cet effet la somme de 1.500 F.

Bien que l'usage de cette chaire soit, pour le moment, périmé, ont doit admirer le remarquable travail de l'artiste qui l'a sculptée.

Quatre ans plus tard, le coût de la chaire n'est toujours pas complètement payé, la dépense étant réglée par des acomptes de 200 F très irrégulièrement versés.

On est pourtant satisfait du travail de cet artisan puisque, le 7 janvier 1883, il est commandé au même OURLIAC, deux chaires pastorales et deux stalles pour les membres de la Fabrique. Celà sera rapidement exécuté.

Le 5 octobre 1884 pour arrêter l'air glacial venant du clocher, le Conseil de Fabrique décide de faire placer à la tribune, les anciennes portes des sacristis rendues inutiles par la pose des stalles et lambris. Il décide également la pose de deux portes en toile, l'une au fond de l'église, l'autre à l'escalier du clocher.

Il dut faire froid cet hiver là car, le 4 janvier 1885, un don de 100 F fait par M. Jacques BOUNHIOL de Nicouleau permet la pose d'une porte d'entrée intérieure de l'église. Pour le remercier, le Conseil de Fabrique décide qu'une plaque de marbre exprimant la reconnaissance de la paroisse sera livrée à la famille BOUNHIOL à Nicouleau.

A. E.

(A suivre)

---

(1) Ce Christ de la place du village était situé devant l'actuel préau. Devenu un véritable danger public, il fut démoli et rasé au cours de l'année 1968 en accord entre le Conseil Municipal et le Conseil paroissial.

La rouille avait eu raison de sa robustesse bien qu'il fut en « fonte de fer », à l'époque de sa construction et les abeilles y élisaient régulièrement domicile.

Son piédestal avec ses trois marches avait été le grand dam de tous les instituteurs qui se sont succédés à Parisot. Tous les élèves qui ont fréquenté l'école communale avant 1968 se souviennent d'y avoir laissé peu ou prou un morceau de leur épiderme, sans parler, les jours de vent d'autan, des multiples piqures des abeilles qui élisaient régulièrement domicile dans cette croix.

1986 n° 16

Nous terminions notre precedent article en évoquant le projet d'une plaque souvenir qui rappellerait, dans l'église le souvenir des 35 morts de la guerre 14-18. Et la voûte du fond de l'église donne toujours des inquiétudes !

UN AN PASSE...

En février au cours de l'élaboration du budget du Conseil Paroissial pour 1920 « *qui s'élève en recettes à 2500 F et dépenses à 2491 francs, y sont inclus* ***400 francs pour réparations à la voûte de l'église qui s'impose avant la visite de Monseigneur*** ».

Visite qui a lieu le 25 avril 1921 et dans son rapport il écrit : « *l'église de Parisot mérite d'être surveillée :* ***la négligence sur ce point risquerait d'amener une catastrophe, nous recommandons cette vigilance toute particulière au zèle*** intelligent de la municipalité ».

Ce fut fait le 13 novembre sept mois plus tard :

« *Le Maire expose au Conseil Municipal, que les murs de l'église ayant subi des écrasements par suite de construction défectueuse, et de fondements insuffisants, il y a lieu de consolider ce monument le plus tôt possible, pour éviter dans l'avenir des dépenses beaucoup plus importantes, et même des accidents, qui pourraient résulter de l'effondrement partiel ou total de la voûte.*

Il a fait dresser à cet effet un devis dont la dépense s'élèverait à la somme de 4.460 francs.

Le conseil municipal, vu l'exposé de M. le Maire considérant l'urgence des travaux à effectuer, vote la somme de 4.460 francs inscrite au budget supplémentaire de l'exercice courant, pour faire face à cette épreuve ».

Cette somme sera effectivement débitée, et versée tout simplement au Conseil Paroissial. Nous ignorons si le devis estimatif de cette somme fut respecté : le doute subsiste.

Dans le n° 17 de notre journal de Juin 1985 où nous avions parlé des peintures faites à l'église, et où le Conseil Paroissial se félicitait de la générosité de la municipalité, après la visite de l'Archevêque, elle lui avait versé 4460 francs, et les travaux de réparation de l'extérieur du clocher, les murs de l'église avaient été reliés avec six barres de fer, par M. Vabre, entrepreneur à Rabastens. Les crevasses de la voûte avaient été fermées par une chappe en ciment et mises à l'abri des gouttières. Ce travail exécuté par le curé Durand, et grâce au concours gratuit de ceux qui lui ont donné la main, n'aura coûté que 738 francs **seulement**.

Et c'est grâce à toutes ces économies faites sur des travaux de consolidation, que les peintures de l'église purent être réalisées.

UN PRETRE BRICOLEUR

Il faut ajouter à cette anecdote que le curé Durand était issu d'une famille de maçons et charpentiers à Lasgraïsses, et il n'était pas rare de voir plusieurs fois par an le curé en soutane coiffé de sa barrette, grand et maigre (comme un jour sans pain) perché sur le toit de l'église occupé à boucher des gouttières, au grand dam de M. Cayrol artisan charpentier avec toute son ironie, et une petite pointe de jalousie, qui disait, « que pour en boucher une il en faisait trois ». Les relations entre le Maire et le Curé étaient revenues au beau fixe. Le précédent Maire, en 1907 lui avait refusé la permission de faire lui-même des réparations à l'église.

A. E.

(A suivre)

A L'ECOLE

La rentrée scolaire du 3 septembre dernier a été marquée à Parisot par l'arrivée des remplaçants de Mme CADAUX à la classe des « petits » et de M. CARIVEN à celle des « grands », Mme CANUT demeurant parmi nous, chargée de la classe des « moyens ».

Nous souhaitons donc, très cordialement la bienvenue à Mme BIRBES qui a repris la classe de M. CARIVEN ainsi qu'à Mme et M. COMBELLE qui assurent, alternativement dans la semaine, l'éducation de nos tout petits élèves, Mme COMBELLE prenant également les fonctions de directrice d'école.

cembre 1984, relatif aux dons faits à l'église de PARISOT, nous avions relaté ceux qui furent seulement des vœux pieux.

Nous poursuivons ce chapitre par celui qui est le plus important de tous.

LE DON BLAZY

Le 4 avril 1886, le Conseil de Fabrique est informé que :

1°) M. Antoine BLAZY, beau-père de RAYNAUD Justin, Président, propose d'établir une fondation dans l'église paroissiale St Jacques de Parisot de 6 messes par an pour perpétuer la mémoire de sa fille Marie BLAZY décédée.

2°) En reconnaissance et toujours pour perpétuer la mémoire de sa fille, il offre au Conseil de faire bâtir et d'orner à ses frais, une chapelle qui sera dédiée à Notre Dame de Pitié.

Le Conseil de fabrique, considérant :

1°) que toutes les charges demeurent au sieur Blazy ;

2°) que les messes acquittées, il reste un boni pour la fabrique ;

3°) que le désir des fidèles est de voir des chapelles annexées au corps de l'église et que Blazy offre d'en bâtir une à ses frais et dépens.

Après en avoir délibéré, il accepte à l'unanimité et charge M. RAYNAUD de faire toutes démarches.

L'autorisation est demandée au Conseil Municipal le 6 février 1887 par une lettre pathétique dont voici le texte :

« M. le Maire, MM. les Conseillers Municipaux, Mme Marie RAYNAUD, née BLAZY, ma fille, avait de son vivant formé le projet de bâtir une chapelle dans votre église paroissiale. La mort ne lui ayant pas permis de réaliser son projet, elle m'en a laissé le soin à sa dernière heure.

« Je prends la liberté aujourd'hui, M. le Maire, de vous demander l'autorisation d'ouvrir ladite chapelle et j'ai la confiance que vous ne mettrez aucun obstacle à la réalisation du pieux projet de notre chère défunte.

«La chapelle sera bâtie avec toutes les conditions de solidité voulue et couronnée par une voûte. En un mot, elle sera identique aux deux déjà existantes.

« Je m'engage en outre à la meubler, à l'orner et à l'entretenir à mes frais et dépens. Je veux la rendre digne du culte catholique et je veux qu'elle fasse honneur, d'abord à la paroisse St Jacques, à la famille RAYNAUD et à moi.

« J'ai l'honneur d'être, avec une parfaite considération, M. le Maire, MM. les Conseillers, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé BLAZY, fait à BRENS le 12 janvier 1887 ».

Le 6 février 1887 suit la très laconique délibération suivante : « Le Conseil, après en avoir délibéré est d'avis d'autoriser le sieur BLAZY à ouvrir la chapelle demandée par sa lettre du 12 janvier 1887.

Le 17 avril, toutes les autorisations étant réunies, du Maire, de la Fabrique, de l'Archevêque, les travaux peuvent commencer.

La chapelle sera inaugurée le 20 octobre 1887, jour de la fête du Rosaire. La fête terminée, après les vêpres, c'est tout un flot d'éloges et de remerciements qui sont consignés dans la délibération du Conseil de fabrique. Eloges et remerciements pour M. BLAZY, pour M. RAYNAUD et pour Mgr FONTENEAU, archevêque d'Albi, qui, nommé par Léon XIII ont place à la tete de l'eglise d'Albi.

L'ORNEMENTATION INTERIEURE

Le 9 Février 1890, dimanche de sexagésime, à l'issue des Vêpres, création d'un chemin de croix, avec l'autorisation de Monseigneur l'archevêque et en présence de nombreux prêtres des environs : le chanoine honoraire **Cazes,** supérieur et **Carel,** professeur du Séminaire de Lavaur ; **Chabbert** curé de St Jean du Vigan ; **Malet,** curé de Loupiac ; **Raynaud,** curé de Montans.

Au cours de la même année, le lundi de Pâques, création d'un chemin de Croix en l'église de Ste Sigolène (la possibilité d'un transfert du dit chemin de Croix de l'église de Parisot n'est pas exclue, et dans ce cas là, il proviendrait de l'ancienne église St Jacques démolie).

Le 6 Juillet suivant, un projet d'achat d'une nouvelle cloche est envisagé. (et pour qui sonnera-t-elle ?).

Nous verrons plus tard toutes ces diverses péripéties.

Début de notre siècle, le XXe, et le 16 avril 1902, le Conseil de Fabrique projette de peindre la voûte du sanctuaire et de la daller en mosaïque, de nommer un suisse et de se procurer un char funèbre. Tout ceci restera en l'état de projets.

Nous ne savons pas s'il y eut un commencement de travaux de peinture ou dallage car il ne reste aucune trace de payement ou de bénédiction de ce genre.

Il faudra attendre vingt ans, le 29 Janvier 1923 pour voir se réaliser les peintures.

C'est après la visite de Mgr. **Cézérac** archevêque au cours de l'année précédente qui avait fait un rapport défavorable sur l'état de solidité de l'église et avait prié le Conseil Municipal de veiller à son entretien que celui-ci avait versé au curé la somme de 4.460 F pour réparations au clocher et à la voûte.

Voici le texte :

« M. le curé a obtenu du Conseil Municipal 4460 F pour ces réparations. M. charge de ces travaux. La tour du clocher a été cimentée au dehors ; les murs de l'église ont été reliés à la voûte par 6 barres de fer ; les crevasses ont été fermées. C'est déjà fait et nous en remercions la municipalité. M. le curé a fait appliquer une chape de ciment sur la voûte déjà trop délabrée mais qui est ainsi bien liée et mise à l'abri des gouttières ; ce travail a coûté 738 F seulement grâce au concours gratuit de ceux qui lui ont donné leur main-d'œuvre et le transport des matériaux.

Les comptes annuels sont clôturés avec un reliquat de recettes de 3.756 Francs. A la suite des soins déjà donnés à l'église, nous avons décidé en novembre dernier de la peindre aux frais de la générosité des meilleurs, les travaux de peinture sont commencés, et plus de la moitié des fonds nécessaires sont déjà versés, ce qui donne bon espoir du succès ».

Sachant que le devis estimatif est de 6.500 Francs, la municipalité à donc largement contribué à la peinture de l'église avec les fonds initialement destinés à sa consolidation. Nous ne savons pas à qui furent confiés ces travaux. Par contre ils durèrent plus longtemps que prévu, au grand dam du Conseil de Fabrique, et en particulier du curé **Durand.** Voici ce qu'il écrit le 18 Mars 1923 :

« Les échafaudages pour les peintures ont été enlevés, reste à peindre les chapelles et le bas de la nef. Mais au moins l'église est libre. Les ouvriers ne viennent que rarement, leur sans-gène dans ce travail est inexprimable ; depuis 16 mois ils laissent traîner un modeste travail. Ils ont brisé une station du chemin de Croix au début et n'ont encore rien réparé ; ils ont sans vergogne laissé l'église dans un grand désordre qui ne devait pas durer plus de trois mois. C'est pourquoi sur les 6.000 Francs convenus il ne leur a été payé encore que mille francs, le reste leur sera versé dès qu'ils auront terminé le travail. C'est là, notre seule défense contre leurs dégâts ou leur retard. On a exprimé une vive satisfaction du bon effet des réparations à l'église et le désir que ce travail soit bientôt terminé ».

Mais il faudra attendre presque la fin de l'année pour celà.

« Les peintures sont finies après de longues difficultés : il a fallu appeler les ouvriers au Juge de Paix.

Le tout payé 5.000 Francs le 18 septembre et 3.000 Francs le 1er novembre 1923. Les peintures ont été bénites ainsi que les statues de Jeanne-d'Arc, don de la famille Flottard *et celle de St Michel don de la famille* Dourlhés, *le 3 novembre jour de l'Adoration par M. le Chanoine* Pezous, *curé doyen de Lisle accompagné de tous les prêtres de la conférence et des prêtres de St Anatole et de Girousens ».*

Le travail est enfin fini, il aura tout de même duré 25 mois. L'Eglise est belle. Mais elle n'est pas plus solide pour autant ; elle va continuer à poser de sérieux problèmes par la suite.

Au cours de l'année 1928, deux nouvelles statues vont orner l'église : Ste Thérèse de l'Enfant Jésus et St Louis de Gonzagues, don de la famille **Pignol.**

A. E.

(A suivre)

1986 n°17 a

Notre précédent article se termine par « Un prêtre bricoleur » et une note humoristique mais vraie.

ET TOUJOURS LES REPARATIONS...

— De 1921 A 1937 —

Dix ans vont passer sans aucune trace de travaux à l'église. Par contre en 1926 et le 24 décembre, Mgr l'Archevêque d'Albi informe M. le curé Durand et le conseil paroissial de Parisot, que M. l'abbé Malet curé de Ste Cécile d'Avès près de Gaillac et décédé le 28 septembre précédent avait fait don au Diocèse, d'une maison d'habitation sise à Parisot, appelée « Maison Malet », à la condition expresse qu'elle serve aux besoins de la paroisse et de presbytère. Il prie M. le curé et le conseil paroissial de l'accepter ; ce qui est fait, le 13 mars 1927. M. le curé est installé dans le nouveau presbytère, mais il nécessite beaucoup de réparations.

Au cours de l'année 1930 la commune de Parisot est dotée de l'électricité et le conseil municipal fait installer à l'église un compteur, une prise de courant et deux lampes. Par la suite, M. le curé complète l'électrification, « lustres et candélabres » par ses propres moyens.

Ce n'est que le 16 août 1931 que nous trouvons aux réparations des édifices communaux : **« fourniture de 50 kilos de « ciment plus une journée de maçon « pour réparations à la voute de l'église « et une lampe électrique sur le parvis « de l'église ».**

— Le 15 août de l'année suivante : réparations aux églises de Parisot et Ste Sigolène des dégâts occasionnés par la foudre.

— Le 21 mai 1933 : le conseil municipal saisi de la lettre de M. le curé Durand, **« exprimant ses inquiétudes sur la solidité de l'église paroissiale, décide de demander à M. le Préfet, de vouloir bien commettre un architecte à l'expertise de cet édifice ».**

Nous ne savons pas s'il y eut vraiment procès-verbal d'expertise.

Il faut attendre 4 ans : le 28 février 1937 pour que le conseil municipal soit à nouveau saisi d'une autre lettre envoyée au Maire par M. l'abbé Durand, et relative à des réparations urgentes à effectuer à l'église.

Il vote le principe d'un crédit destiné à les couvrir et prie M. l'abbé Durand de vouloir bien présenter un devis prévisionnel les concernant.

— En 1934, M. le curé avait fait cimenter le passage du milieu de l'église qui était **« usé et bouleversé par le mouvement du sol »** le conseil municipal a contribué aux frais pour une somme de 600 francs.

— 1938 —

Une délibération de réunion ordinaire du conseil paroissial: tout va bien ! **«sauf l'inquiétude que nous donne la voute de l'église à la travée du fond ».** Cette inquiétude est partagée par le conseil municipal réuni le 30 novembre qui écrit que, **« devant l'inquiétude que lui inspire l'état menaçant de l'église, demande au Préfet qu'il envoie l'Architecte Départemental pour expertiser une voûte en ogive car des mesures urgentes de sécurité s'imposent ».**

Le 10 janvier 1939, le conseil demande, à M. le Préfet de vouloir bien rappeler d'urgence à M. l'Architecte Départemental qu'il veuille bien fournir un rapport de sa visite à l'église de Parisot. Le danger d'effondrement de la voûte est imminent et un barrage de sécurité est indispensable.

Le 12 février le conseil municipal décide que le barrage de sécurité à établir d'urgence à l'église et dont il a fixé les caractéristiques d'autre part, sera payé sur les crédits de réparation aux édifices communaux et charge :

1e) M. Labeaute, adjoint, de sa direction,

2e) M. Monredon, charpentier de son exécution.

Le conseil après avoir pris connaissance du rapport de M. Daures architecte départemental décide de lui confier l'établissement du devis de la dépense à engager pour la consolidation indispensable de la première travée de la voûte de l'église.

Le conseil, en outre, en vue d'étudier les ressources à réaliser pour la couverture de cette grosse dépense autorise Monsieur le Maire à provoquer une réunion générale du conseil municipal et du conseil paroissial, au cours de laquelle seront recherchées les possibilités de collaboration de ces deux Assemblées, pour la restaurations de l'église. Elle est fixée au dimanche 19 février 1939 à 16 heures et une lettre est envoyée à M. le curé Durand l'informant que **« devant l'importance des dépenses à engager pour la réparation de l'église, le conseil municipal à décidé le principe d'une réunion commune avec le conseil paroissial au cours de laquelle le rapport de M. l'Architecte Daures sera communiqué et les modalités financières de couverture des dépenses envisagées ».**

Voici in-extenso la délibération de la réunion inter-conseils.

« L'an mil neuf cent trente neuf et le dix neuvième jour du mois de février à seize heures.

Le conseil municipal de Parisot dûment convoqué s'est réuni à la Mairie en session ordinaire sous la présidence de M. Bounihol Emile, maire. Etaient présents MM. Labeaute Martin, Pédurand Alfred, Cambournac Benjamin, Escudié Alfred, Laurens Joseph, Vedel Rémy, Désirat Camille, Gaudou Léon. Excusés MM. Miquel, Girot, Malet.

M. Cambournac est élu secrétaire.

M. l'abbé Durand curé de Parisot et MM. Capus, Julien, Gabelle et Gasc membres du conseil paroissial assistent à la séance.

L'Assemblée prend acte de l'installation de la barrière de sérurité provisoire à laquelle M. le curé demande qu'une modification ménageant un cheminement sur le côté droit soit apportée.

L'assemblée décide que cette modification sera faite, et M. le curé offre d'en assumer les frais.

En outre, pour des raisons de commodité dans le cérémonial des sépultures, M. le curé demande la faculté de libérer de ses voliges, la travée centrale pour permettre le passage du corbillard et seulement pendant le temps nécessaire à ce passage, et l'assemblée lui accorde cette dérogation dont il prend la responsabilité.

Lecture est ensuite donnée du rapport de Monsieur l'Architecte Départemental Daures dont la conclusion est la réparation urgente de la première travée vers le clocher, travaux dont il évalue le coût à 10.000 francs mais pour l'exécution desquels l'Assemblée prévoit un dépassement de l'ordre de quelques milliers de francs.

La commune se trouve donc en présence d'une dépense probable de 12 à 13.000 francs à laquelle elle est incapable de faire face par les moyens ordinaires du budget.

L'Assemblée, après un échange de vues et sur la proposition de M. le curé d'abord, de M. Julien ensuite, décide, le conseil municipal y consentant, qu'un appel commun sera lancé à toute la population de la commune pour susciter une souscription de nature à alléger les charges de la grosse réparation envisagée.

Cet appel sera signé par M. le curé au nom du conseil paroissial et par le Maire au nom du conseil municipal.

Les souscriptions seront ouvertes indifféremment à l'église et à la Mairie du 1er au 31 Mars 1939. L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 17 heures et la session ordinaire est déclarée close. Ainsi délibérée les jours, mois et ans sus dits.

(suivent les signatures)

LA GUERRE APPROCHE

Deux mois après la clôture officielle de la souscription fixée au 31 Mars 1939, le conseil municipal réuni le 4 Juin, prend acte du montant de la souscription volontaire déposée pour les réparation de l'église qui s'est élevée à 895 francs, l'accepte et décide d'en affecter le produit à la réparation de l'édifice. Et il prie respectueusement M. le Préfet de vouloir bien rappeler à M. l'Architecte départemental d'établir le devis des réparations indispensables à la consolidation de l'église de Parisot.

Le 15 août le Conseil après avoir pris connaissance du rapport déposé par M. Daures, Architecte, relatif à ces réparations décide la réalisation immédiate :

1e) de la consolidation de la voûte vers le clocher : 18.500 F

2e) construction d'un caniveau général d'assainissement de l'édifice : 7.300 frs.

Soit au total 25.800 francs.

Pour couvrir cette dépense il vote le principe d'un emprunt local productif de 5 % d'intérêts et représenté par des obligations de 500 francs nominales. Le montant total de cet emprunt sera de 20.000 francs, si M. le curé de Parisot veut bien verser à la caisse de M. le Receveur Municipal les sommes qu'il a recueillies par voie de souscription, ou de 25.500 fr. si ce versement n'est pas effectué.

Le conseil autorise le maire à provoquer une réunion générale du Conseil Municipal et du Conseil Paroissial pour le dimanche 20 août à 17 heures légales

au cours de laquelle sera prise une décision.

La séance du 20 août, réunion plénière du conseil municipal et du conseil paroissial a lieu à la Mairie de Parisot sous la présidence de M. Bounihol Maire. Etaient présents : M. le curé de Parisot. M. Julien Augustin, membre du conseil paroissial. MM. Bounihol, Pédurand, Laurens, Cambournac, Malet, Vedel, Gaudou, Girot conseillers municipaux.

Après lecture faite du rapport de M. Daure architecte, et communication de la résolution du conseil municipal prise en séance du 15 août M. le curé en son nom personnel versera entre les mains du Maire une somme de 5000 francs pour venir en déduction des ressources à créer.

De ce fait le montant de l'emprunt pourra être ramené à 20.000 francs.

Le Maire présente à M. le curé, les remerciements de l'assemblée et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures. Ainsi délibéré etc... »

« Le conseil municipal continue de siéger. Il prend connaissance de la note de M. le Préfet du Tarn relative à la délibération du 15 août et décide :

1e) de fixer le montant de l'emprunt à effectuer à la somme de 20.000 francs.

2e) d'établir la durée de l'emprunt à 30 années ; et le point de départ de l'amortissement au 1er octobre 1939.

3e) demande que les services de la préfecture veuillent bien établir au plus tôt le tableau d'amortissement.

4e) vote le nombre de centimes additionnels pour couvrir les arrérages annuels.

Le conseil décide en outre que les obligations seront du type au porteur de 500 francs nominal productives d'intérêts à 5 %.

La souscription ouverte chez M. le receveur municipal le 15 septembre sera close le 1er octobre 1939, accessible à tous les contribuables de la commune et reçue sans limites, sous réserve de réduction ultérieure.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h 30. »

Les réserves vont être de toute autre nature et toutes ces bonnes intentions, vont devenir aléatoires. De gros nuages sombres s'amoncellent à l'horizon. L'orage qui gronde, va éclater.

GUERRE 39-45

A la suite de l'agression de l'Allemagne contre la Pologne, la France déclare la guerre à l'Allemagne hitlérienne le 3 septembre 1939 et c'est « La drôle de Guerre » qui commence.

Elle durera jusqu'au 10 Mai 40, jour de l'invasion du territoire Français par les troupes Nazies ;

— démission du gouvernement Paul Raynaud le 16 Juin, remplacé par celui du Maréchal Pétain ;

— signature de l'armistice le 22 Juin et l'agonie de la IIIe République.

Etablissement d'un nouveau régime « l'Etat Français » : Travail, Famille, Patrie — occupation de la ZONE dite LIBRE.

S'en suit : Collaboration, Restrictions, Déportations — Exécutions — S.T.O. (service du Travail obligatoire) — organisation de la Résistance — Maquis — Libération en août 44 — Capitulation de l'Allemagne le 8 Mai 1945 — IVe République — retour des prisonniers. Presque six ans ont passé, avec leur lot de misère, de pénuries, de marché noir, de dénonciations, de ruines, de deuils et de souffrances.

La guerre est finie, mais le pays est exsangue.

REVENONS A AOUT 1939

M. le Maire est mobilisé comme officier de réserve. M. Labeaute Martin 1er adjoint qui le remplace, envoie à M. le Préfet une lettre-réponse ainsi conçue.

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 26 Août 1939 relative à la réalisation de l'emprunt de 20.000 Francs voté par le conseil municipal de Parisot dans la séance du 20 Août 39, et des documents joints.

Vous voulez bien me demander de les soumettre à l'approbation du conseil municipal pour vous permettre d'en autoriser l'exécution.

J'ai l'honneur de vous informer d'une part la crainte que les événements actuels ne soient par trop défavorables à la réussite de l'emprunt local et d'autre part celle que l'emprunt se réalise quand même, la raréfaction de la main d'œuvre spécialisée dans ce genre de réparations ne recule sine-die leur exécution cependant déclarée très urgente par le rapport de M. l'Architecte Départemental.

Dans ces conditions et pour dégager la responsabilité de la commune gravement engagée, en cas d'accident matériel, je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître si la seule mesure à envisager ne serait pas de fermer momentanément aux cérémonies du culte l'église de Parisot, reconnue dangereuse **et de célébrer, d'accord avec l'autorité ecclésiastique les dites cérémonies dans l'église de Sainte Sigolène située sur le territoire de la commune et d'une distance ne dépassant pas un kilomètre de l'agglomération. Suit la formule de politesse et signe P., le Maire, l'adjoint délégué ».**

Nous ne connaissons pas la réponse de M. le curé à cette proposition elle n'est pas écrite, et c'est bien dommage mais nous sommes certains qu'elle fût défavorable car les offices religieux continuèrent à être célébrés à l'église de Parisot malgré tous ces risques.

Le conseil municipal réuni le 3 octobre suivant sous la présidence de M. Labeaute adjoint « fait un prudent repli stratégique ».

« Le conseil prenant connaissance de la lettre de M. l'abbé Durand curé de Parisot en date du 2 octobre 1939 et du devis présenté par M. Boutibonnes, de Lavaur, relatif aux réparations à exécuter à l'église de Parisot, transmet le dossier à M. le Préfet du Tarn en lui demandant de vouloir bien prendre telle décision qu'il jugera utile.

Le conseil néanmoins s'engage, si la réparation s'effectue, à y participer, en versant la somme de 895 francs produit d'une souscription anonyme, ladite somme étant déposée actuellement dans la caisse de M. le Percepteur de Lisle-sur-Tarn ».

Là s'arrêtent, pour un bon boût de temps les délibérations au sujet des réparations à l'église. D'autres préoccupations vont occuper nos édiles : Assistances diverses, allocations militaires ; organiser l'hébergement et le ravitaillement de ce surplus d'habitants que sont les réfugiés venant du Nord fuyant devant l'invasion Allemande ; d'abord les Belges puis les Parisiens.

Pendant ce temps M. le curé continue d'officier, sous la seule protection du fameux barrage de sécurité décidé le 12 février dernier construit par M. Monredon dans l'attente des réparations à faire à la voûte et de protéger les fidèles de l'éventuelle chute de celle-ci. C'est une espèce d'échafaudage assez solide à hauteur de la première voûte en entrant, interdisant le passage direct et le stationnement des fidèles, par un bardage en voliges.

A la demande de M. le curé un couloir d'un mètre de large environ avait été aménagé sur la droite permettant l'accès à l'intérieur restant libre de l'église.

Prudente mesure de sécurité ! pas tellement jolie ! qui s'avéra inutile par la suite car la voûte resta intacte : il ne tomba que quelques platras. Et l'église fut débarrassée de cette horreur.

Le 10 Novembre 1940 sur l'ordre du gouvernement de Vichy le conseil municipal est dissous, et immédiatement remplacé par une délégation spéciale de trois membres qui restera en place 3 ans 9 mois et une semaine jusqu'au dimanche 18 août 1944, jour de la libération de Parisot. Pendant cette période il n'y aura pas de travaux à l'église.

A. ESCUDIE

Notre précédent article se terminait sur l'ornementatiin intérieure de l'église, surtout par la finition des peintures Novembre 1923 grace à la générosité des « meilleurs » et de la municipalité de l'époque qui avait voté une somme de 4460 F au Conseil Paroissial pour les réparations urgentes à faire à l'église et au clocher. En fait ce ne sera que 738 F qui y furent effectivement affectés. Nous allons donc reprendre les projets de réparations à cet édifice depuis le début. Très bientôt après son inauguration en Novembre 1876. On fait ou on ne fait pas ?

LES REPARATIONS

— 11 Mai 1879 —

Le Conseil Municipal constate l'urgence de réparations aux volets-fenêtres du clocher et aux cheneaux de l'église.

— Août 1880 —

Dans la nuit du 25 au 26 août, la foudre est tombée sur le clocher. La municipalité demande au constructeur, M. **Pélissou,** une expertise des dégâts.

— 14 septembre —

Le Conseil Municipal approuve le Procès-Verbal d'expertise dressé par M. **Gouzi** architecte-expert de la Cie d'Assurance « l'Abeille » et par M. **Monredon,** charpentier à Parisot. Les dégâts s'élèvent à 180 F. L'année suivante la commune recevra de la Compagnie d'Assurance la somme de 19,50 Francs pour la dédommager des dégâts occasionnés par ce sinistre : c'est relativement peu !

— 1883 : Le 18 août —

Le Conseil Municipal décide de faire réparations aux contreforts de l'église, et au mur du cimetière. (nous avons vu par ailleurs dans le N° 15 qu'il avait fait mettre du grillage et des barreaux aux fenêtres des sacristies et du clocher à cause des voleurs). Mais le 10 Février suivant, le Conseil Municipal constatant que la somme de 400 Frs allouée à l'effet de réparations aux contreforts de l'église et au mur du cimetière n'ayant pas été utilisée, décide de payer à la place une plantation d'arbres au cimetière et sur la place de l'église.

Il faut attendre quatre ans, le 15 Mai 1887, **le Conseil Municipal, considère que le clocher est gravement détérioré principalement à la flèche. Il décide de le faire réparer d'urgence et désigne le 24 juillet** M. Sablayyrolles **agent voyer à Gaillac afin de dresser un devis estimatif. Au cours de l'année M.** Poujade, **charpentier à Parisot (celui-là même qui avait scellé la croix du clocher), fera une réparation au clocher. Il lui sera payé pour ce travail 11 F, 65.**

Un an après, le 5 août 1888 le Conseil Municipal reconnait l'urgence des travaux de réparation au clocher de l'église et prie **M. Cavaillé** architecte à Lisle-sur-Tarn de venir le plus rapidement possible dresser les plans et devis. Ils seront approuvés le 23 septembre, et il est décidé de traiter de gré à gré avec les entrepreneurs de la commune. **Avisant ensuite au moyen d'acquitter la dépense de la dite réparation qui s'élève à la somme de 855,25 F, de laquelle il faudra défalquer le rabais du traitant, le conseil décide que cette dépense sera prise sur les fonds disponibles de la commune qui possède déjà une somme de 1200 Francs environ placée à la Caisse du Trésor.**

Mais le 17 Février suivant le maire informe le conseil que les travaux de restauration du clocher ont dépassé le devis estimatif, un imprévu de 51,82 F résultant de la réfection de la corniche qui était complètement délabrée et des crépis nouvellement faits au soubassement de la flèche. Le conseil autorise le maire à mandater cette somme sur les dépenses imprévues, et a prélever également sur cet article la somme de 60 francs montant des honoraires de M. **Cavaillé** architecte.

Une réparation urgente s'imposant au mur du cimetière qui menace de s'écrouler, cette réparation ne pourra être faite qu'avec le secours du département.

(Il faut se rappeler que la commune vient de construire en moins de quinze ans une église, une école, une mairie et que déjà des réparations s'imposent à ces divers édifices).

Une nouvelle délibération est prise le 12 novembre 1893. **« Le Maire informe le conseil municipal que le clocher de l'église de Parisot paraît vouloir se détacher de l'église, que de grosses fissures font supposer une solidité douteuse, et dangereuse pour le pubic. Il a fait examiner cet édifice par M.** Jalibert **architecte à Gaillac ».**

ON PEUT ATTENDRE ! ! !

Malgré ces propos alarmants, quatre ans vont passer et une curieuse délibération où le Conseil Municipal du 14 Mars 1897 fait preuve d'un optimisme délirant, le Maire communique au Conseil Municipal le rapport de M. **Bertrand,** agent voyer à Gaillac, faisant fonction d'architecte départemental, sur la solidité du clocher de la commune de Parisot et sur les réparations qui devraient être faites au beffroi. Le conseil municipal considérant qu'il ne paraît pas y avoir danger immédiat, décide de laisser les choses en l'état.

Ce même jour le Conseil Municipal avait autorisé Mme **Vve Barthe** née Veyriès à construire une chapelle dédiée à St Joseph, (voir le n° 16 de notre journal), et tout le monde se félicitait de ces dons successifs faits à l'église.

Avec le recul nous serions tentés de penser insidieusement qu'avec les engagements que l'on allait lui faire prendre disant (que l'église était solide, alors qu'ils savaient bien qu'elle ne l'était pas), que les éventuelles réparations de l'arceau s'il ne paraissait pas assez solide serait bien entendu à sa charge. Tout laisse supposer que l'on voulait bien lui faire supporter la responsabilité des suites toujours inattendues, sachant que deux ans plus tôt en 1895 Monsieur **Raynaud** conseiller municipal et membre de la Fabrique avait été autorisé à réparer la chapelle qu'avait fait construire son beau père en 1887. **Que malgré toutes les précautions, la construction de cette chapelle n'ayant pas été faite en même temps que l'église, tout le corps de la batisse tend à se séparer de l'église par suite du mauvais sous-sol et de la sécheresse.**

Tout nous conforte dans cette appréciation des faits car juste seulement quelques jours après la renonciation de construire faite par Bme **Vve Barthe** le point de vue de la situation est totalement inversé (Voir délibérations du Conseil de Fabrique du 25 avril 1897 et du Conseil Municipal du 16 Mai ensuite).

« Monsieur le curé, attire l'attention du Conseil de Fabrique sur l'état actuel de l'église. Cet établissement a-t-il dit, est dans un état pitoyable ; la toiture nécessite un millier de tuiles pour garantir la voûte, les chéneaux sont remplis d'herbe à tel point que l'eau ne pouvant arriver aux gouttières déborde et tombe sur les murailles, les voûtes des fonds baptismaux du porche et du clocher sont lézardées à faire craindre une catastrophe, mais c'est surtout sur l'état des chapelles et sur la sacristie des marguilliers qu'il faut porter son attention, non seulement les voûtes sont profondément lézardées, mais encore les murailles et le parquet. Et à tel point que tout fait craindre une catastrophe et une catastrophe très prochaine ».

Et voici celle du Conseil Municipal : **Monsieur le Maire donne lecture de la délibération du Conseil de Fabrique dans laquelle cette dernière assemblée déplore l'état de délabrement de l'église et les craintes que lui inspire la solidité de l'édifice. Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'avant de procéder à de grosses réparations il est dans l'intention de prier Monsieur le Préfet de vouloir bien envoyer un architecte pour se rendre compte du mal existant et indiquer ce qu'il est prudent de faire pour y porter remède. Il ajoute pourtant qu'il y a urgence à réparer la toiture en la faisant replacer en entier. A ce sujet il a fait dresser un devis de la dépense approximative qui s'élèvera à la somme de 290 Francs environ »**

ON POLÉMIQUE...

Le conseil l'approuve mais comme la commune ne dispose que de faibles ressources elle vote la somme de 40 francs et demande au Préfet de lui faire accorder le reste par le Conseil Général (il sera accordé 100 fr). Il faut savoir que lors de cette réunion diverses demandes de secours analogues avaient été faites. Notamment des réparations à l'école des garçons sur un devis de 221,18 F il vote 31,18 F et obtient 100 F et sur une réparation au porche du cimetière avec un devis de 156,07 F il vote 36,07 F et reçoit du Conseil Général 80 F. Il manquera forcément des crédits pour la réalisation de ces travaux, malgré que l'analyse des comptes de 1897 fassent ressortir un excédent de recettes au compte administratif 1896, de 1142,12 F et le budget additionnel, le budget supplémentaire d'aujourd'hui également un excédent de recette de 966,68 F (le budget prévisionnel de cette époque ne s'équilibrait jamais et faisait ressortir un excédent de recettes) c'était la période de thésaurisation aussi bien des collectivités que des particuliers aisés. Aussi le Préfet n'est pas d'accord de donner des secours alors que la présentation du budget fait apparaître des bénéfices.

Une polémique explicative s'engage le 13 juin. **« Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les dossiers concernant les trois demandes de secours**

(Suite au verso)

faites le 16 mai dernier pour les réparations aux édifices communaux, lui ont été retournés, en lui faisant observer que les crédits votés par le Conseil n'étaient pas suffisants vu les ressources budgétaires de la Commune qui atteindrait 1200 F environ ». Alors discussion : sur les excédents de budget, sur le primitif 187,74 F, sur le supplémentaire 506,40 F, et non 960 F mentionné sur la lettre de renvoi. De plus le budget supplémentaire n'étant pas approuvé par le Préfet ne peut servir de base pour l'évaluation. Suit la délibération : **« Si le Conseil Municipal n'a voté que de minimes crédits pour ces réparations, c'est qu'il savait que les voûtes des chapelles de l'église menaçaient de crouler et que la réfection s'imposait d'office dans le courant de l'année. Il réservait donc la plus grande partie de ces ressources disponibles pour procéder à cette nouvelle réparation dont il ne connaissait pas encore les dépenses approximatives mais qui sûrement lui paraissait devoir être assez importante. Aujourd'hui le Conseil Municipal :**

— voyant le devis dressé par M. Bertrand, agent voyer à Gaillac s'élevant à 1.000 F pour la réparation aux chapelles ;

— attendu qu'il faudra sous peu procéder à la réparation du beffroi du clocher qui nécessitera une dépense de 3.000 F environ, sur le rapport de M. Bertrand du 9 Mars 1897 que si cette réparation est ajournée, c'est que le Conseil Municipal a voulu parer au plus pressé ;

— considérant surtout que ces diverses réparations entraîneront des dépenses imprévues et qu'il est utile que la commune réserve une grande partie de ces ressources disponibles pour parer à toutes ces dépenses ;

— pour tous ces motifs, le conseil maintient dans chacune de ces demandes de secours le crédit voté primitivement et demande de nouveau et avec confiance au Conseil Général les secours sollicités dans la délibération du 16 Mai dernier ».

Nous avons vu par ailleurs que les secours alloués n'étaient pas en conformité avec les demandes. « Monsieur le Maire soumet au Conseil Municipal le devis de réparation des chapelles dressé par M. Bertrand **s'élevant à la somme de 1000 Francs, qu'il approuve. Et s'associant aux critiques de Monsieur le Préfet, regrette que le Conseil de Fabrique ait employé toute ses ressources à une dépense de luxe (les vitraux peints) et qu'il ne puisse contribuer à la dépense projetée ; Vu le peu de ressources de la commune, en considérant surtout qu'il y a déjà d'autres réparations projetées et tout aussi urgentes le Conseil Municipal ne vote que la somme de 300 F qui sera prélevée sur les fonds disponibles, et sollicite du Conseil Général une aide de 700 F pour couvrir la dépense projetée ».**

La commune recevra 150 fr seulement et une nouvelle réunion du Conseil Municipal, le 5 septembre 1897 constatant l'insuffisance de crédits pour ces diverses réparations, l'école des garçons, le porche du cimetière, la toiture de l'église, les chapelles, décide et vote une réduction des ces divers devis.

« ...le Conseil Général auquel la commune avait demandé un secours de 250 Fr pour réparations à la toiture de l'église n'a accordé que 100 Fr dans sa session d'Août. Ce secours ajouté au 40 Fr votés pouar cet objet donne un total de 140 Fr. Par suite de la non concession de la totalité du secours demandé, il y a lieu de réduire le projet. Il a fait dresser par Poujade, **charpentier à Parisot un nouveau devis s'élevant à 222,75 Fr., les crédits n'étant que de 140 Fr il manque encore 82,75 Fr, pour couvrir la dépense de cette réparation qui s'impose à la toiture. Le Conseil approuve le nouveau devis ; et décide de prélever ces 82,75 Fr. sur les fonds disponibles. (La même réduction de devis pour la réparation aux chapelles est demandée car il y a lieu de réduire sensiblement le projet primitif).**

A ce sujet le conseil de fabrique à qui Monsieur le Maire s'était adressé pour le prier de vouloir bien aider la commune pour cette réparation intérieure de l'édifice n'ayant pas consenti à sacrifier la moindre somme, Monsieur le Maire a fait dresser un nouveau devis à M. Bertrand **agent voyer. La dépense présumée d'après le nouveau devis serait de 450 F, en ne s'occupant que de la réparation à la sacristie, et à la chapelle de la Vierge, celle de Notre Dame de Pitié, étant retardée attendu que de légères réparations paraissent suffisantes à la consolider pour quelques temps encore.**

Ces travaux furent exécutés avec quelques imprévus, le 5 mars 1899. **«Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que les réparations aux voûtes des chapelles de l'église de Parisot auxquelles il fut procédé en 1897 par voie de régie, ayant dépassé la somme de 300 F, il est nécessaire de produire à l'appui des pièces de dépense concernant cette réparation dont le montant est de 336,60 F, une délibération autorisant ce mode d'exécution ».**

AU VINGTIEME SIECLE

Le dix neuvième siècle est terminé. Nous voici à l'orée du vingtième. Dans sa séance du 29 Mai 1904. « Le Maire appelle l'attention du Conseil Municipal sur le mauvais état d'entretien dans lequel se trouve le clocher de l'église de Parisot, le crépis en ciment dont il fut endult en 1888 dut sans doute être fait dans de mauvaises conditions puisque par endroits il se détache et tombe par plaques ce qui est une source constante d'accidents qu'on pourrait avoir à déplorer. Il est de toute nécessité de procéder à une réparation sérieuse sans attendre un délabrement plus complet. Il informe en outre que le conseil de fabrique est sur le point de faire l'acquisition d'un char funèbre pouvant au besoin être attelé, et que la commune devrait édifier à côté de l'église et adossé à une chapelle un abri couvert pour remiser ce char qui ne pourrait trouver place dans l'église.

Pour toutes ces réparations à l'édifice du culte, le maire a fait dresser par Pontier **Philippe, maçon à Parisot, un devis qui indique une dépense approximative de 631,80 F. Le Conseil Municipal approuve le devis qui lui est soumis, vote une somme de 81,80 F pour couvrir la dépense projetée. Le conseil municipal fait observer que bien que l'exercice de 1903 se clôture avec un excédent de recettes d'une certaine importance, il ne peut sacrifier qu'une faible somme à la réparation ci-dessus projetée ainsi que la réparation urgente à l'école des garçons et au Presbytère afin de conserver la plus large part de ressources disponibles pour parer aux imprévus qu'amènera certainement la construction de l'école de filles (actuellement Mairie et Ecole des grands). Le Conseil Municipal ose espérer que le Conseil Général voudra bien tenir compte des sacrifices que s'est imposé la commune pour la construction de l'école des filles dont les travaux sont en cours d'exécution, et accordera la plus large subvention possible pour les travaux qui font l'objet de la présente demande ».**

Et le même procéssus va s'engager exactement comme en 1897 : subvention du Conseil Général réduite qui entraîne un manque de crédits, réduction du devis et diminution des travaux.

Le 23 octobre le Maire informe le Conseil Municipal que lors de la dernière session du Conseil Général celui-ci leur a alloué 250 F sur les 550 demandés ; aussi il invite le Conseil Municipal a approuver le devis présenté par **Pontier** Philippe en réduction de 300 F sur le devis initial. Ne seront faites que les réparations les plus urgentes. Malgré que le Maire ait provoqué une réunion extraordinaire du Conseil de Fabrique le 5 Juin pour solliciter une aide de celui-ci :

« Monsieur le Maire ayant l'initiative de cette réunion Monsieur le Président de la Fabrique lui donne la parole. Monsieur le Maire a exposé au Conseil, avoir visité le clocher de l'église dans tous ses détails et qu'il avait constaté certaines dégradations importantes et qu'il serait urgent d'y apporter remède le plutôt possible pour éviter des réparations très sérieuses qui, un jour, grèveraient le budget communal. Des réparations au presbytère sont également indispensables. Pour parer à la dépense que nécessiteront ces diverses réparations, j'ai l'intention, a-t-il ajouté, de demander un secours au Conseil Général. Le conseil municipal a voté quelques fonds et il ose espérer que la fabrique voudra bien en faire autant. Une somme quelconque si minime soit-elle montrera que le conseil de fabrique a bonne volonté et que ses bonnes dispositions nous aideront à obtenir le secours sollicité. Quant à la réparation du clocher tout en approuvant la justesse des raisons de Monsieur le Maire, le conseil de fabrique après en avoir délibéré considérant ses faibles ressources a le regret de ne pouvoir y coopérer.

Il est vrai que le budget porte une somme de cinquante francs au N°. « Réparation à l'église », mais cette somme doit être consacrée à la réfection du carrelage, à blanchir les embrasures des fenêtres et à fermer les lézardes qui se sont pratiquées aux chapelles, somme insuffisante pour ces diverses réparations et pour lesquelles le conseil prie Monsieur le Maire d'intéresser le conseil général afin que celui-ci nous donne aide et secours ».

Dans très peu de temps vont commencer les prémices de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. En était-ce déjà le prélude malgré les propos courtois ?

A. E.

(A suivre)

Dans le dernier numéro du « Parisot d'Autrefois » Nous commentions les événements du 5 Juin 1904, où Monsieur le Maire avait provoqué une réunion extraordinaire du Conseil de Fabrique, en vue de solliciter de ceux-ci des fonds nécessaires aux réparations du clocher de l'église ; mais le Conseil de Fabrique n'avait pas entendu l'appel, arguant que le budget comportait bien au chapitre « réparations à l'église » une somme 50 francs mais elle devait être affectée aux réparations internes à l'église.

LES REPARATIONS (suite)

Des péripéties successives dues à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, vont faire oublier pour un moment l'urgence des réparations.

C'est d'abord au cours de la réunion du 30 avril 1905. Le Maire pose le problème de l'inventaire de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il lit la lettre qu'il a reçue le 23 avril de M. le Préfet, lui fixant la date de l'inventaire au 10 Mars 1906 à 8 h 30 du matin à l'église de Parisot.

Toujours la même année, le 25 novembre, M. le Curé Alibert âgé de 78 ans démissionne de son poste pour se retirer à GIROUSSENS. Il a mal supporté « la séparation » n'ayant pas été payé depuis le 1er Janvier, mais il réclame tout de même le blanchiment de l'embrasure des fenêtres de l'église et des sacristies.

L'installation du nouveau curé, Léon Durand, a lieu le 3 décembre 1906. Le 6 décembre, dissolution du Conseil de Fabrique, qui sera remplacé par un Conseil Paroissial, composé de sept membres, y compris le curé, nommés par l'archevêque sur proposition du curé.

DES ESCARMOUCHES

En 1907, le 17 février, le conseil municipal autorise le maire à passer l'acte administratif d'attribution de la jouissance gratuite de l'église au service du culte catholique. Le 30 mai, il refuse au curé la permission de faire lui-même les réparations à l'église. Le 20 octobre n'ayant pu s'entendre sur le montant du loyer à verser à la mairie, le curé abandonne le logement du presbytère et ira s'installer à l'ancienne école des filles dont Mme Barthe est propriétaire.

Suit toute une cascade d'escarmouches digne de « Pépone et Don Camillo ». L'affaire de la sonnerie des cloches en 1908, où il y aura deux sonneurs : un civil payé par le maire et un autre par le curé, fait un peu oublier que des réparations à la toiture de l'église sont devenues indispensables. (Tout ceci fera l'objet d'un article spécial).

Toutefois le 9 août 1908, le Maire informe le conseil municipal que la toiture de l'église se trouve dans un mauvais état d'entretien et qu'il est urgent de procéder à quelques réparations pour éviter que les gouttières dégradent la voûte. Un devis dressé par Poujade charpentier à Parisot s'élève à la somme de 144 F, le Conseil vote la somme de 74 francs sur les fonds libres et demande un secours de 70 francs au Conseil Général. Le 18 octobre la réparation est effectuée et le Conseil autorise le maire à prélever la somme de 136,06 francs sur les fonds libres.

Il faut attendre le 16 juin 1912 pour enfin se pencher à nouveau sur la solidité de l'église et du clocher.

« Monsieur le Maire donne connaissance au Conseil Municipal d'une lettre de M. Durand, curé à Parisot, par laquelle le prêtre demande certaines réparations à l'église. Après délibération le Conseil Municipal, considérant que depuis longtemps les murs de l'église de Parisot et du clocher qui les dominent se lézardent fortement, qu'une catastrophe pourrait se produire comme à l'église de Montans, et qu'il est du devoir de la municipalité de dégager sa responsabilité, est d'avis d'appeler un architecte pour examiner la solidité de l'édifice et faire un rapport à ce sujet. Les réparations demandées par M. le Curé pourront être examinées après le Rapport de l'Architecte qui sera appelé très prochainement ».

Nous ignorons s'il fut vraiment appelé, aucune trace d'écritures ne le justifie. Par contre, il y eut le 24 juillet un violent orage de pluie et de grêle qui dévasta la majeure partie de la commune ; les chemins furent fortement ravinés et nécessitèrent d'importantes réparations.

LA GUERRE

Et nous voici à la guerre 1914-1918 avec tout son lourd cortège de souffrances, de morts, de blessés, de disparus. Tous les hommes valides sont mobilisés. Le curé Durand sera de ceux-là et le maire Ernest Bounihol lui aussi devra quitter Parisot dans le courant de l'année 1917, nommé Juge de Pays à Cornus dans l'Aveyron. Il ne présidera plus le conseil municipal de Parisot. Malade, il ne se représentera pas au prochain renouvellement du Conseil Municipal du 30 novembre 1919 et il mourra le 3 décembre 1920. C'est Célestin Bouniol qui sera élu Maire.

UNE PAGE EST TOURNÉE

Va suivre une période de laxisme où il est difficile pour nous qui ne l'avons vécue de la décrire, le registre des délibérations étant pourvu abondamment de pages blanches ou figurent seulement quelques délibérations obligatoires signées du maire. Parfois seul paraît l'en-tête des réunions avec le nom des présents puis plus rien !

Du côté du Conseil Paroissial le 18 février 1919, le curé propose d'établir dans l'église un souvenir pour les 35 morts de la guerre 14-18 et on se communique les inquiétudes que donne la voûte du fond de l'église. Nous reviendrons sur ce sujet dans notre prochain article.

A. E.

(A suivre)

Nous terminions notre précédent article en évoquant le projet d'une plaque souvenir qui rappellerait, dans l'église le souvenir des 35 morts de la guerre 14-18. Et la voûte du fond de l'église donne toujours des inquiétudes !

UN AN PASSE...

En février au cours de l'élaboration du budget du Conseil Paroissial pour 1920 « *qui s'élève en recettes à 2500 F et dépenses à 2491 francs, y sont inclus* ***400 francs pour réparations à la voûte de l'église qui s'impose avant la visite de Monseigneur*** ».

Visite qui a lieu le 25 avril 1921 et dans son rapport il écrit : « *l'église de* ***Parisot mérite d'être surveillée : la négligence sur ce point risquerait d'amener une catastrophe, nous recommandons cette vigilance toute particulière au zèle*** intelligent de la municipalité ».

Ce fut fait le 13 novembre sept mois plus tard :

« *Le Maire expose au Conseil Municipal, que les murs de* ***l'église ayant subi des écrasements par suite de construction défectueuse,*** *et de fondements insuffisants, il y a lieu de consolider ce monument le plus tôt possible, pour éviter dans l'avenir des dépenses beaucoup plus importantes, et même des accidents, qui pourraient résulter de l'effondrement partiel ou total de la voûte.*

Il a fait dresser à cet effet un devis dont la dépense s'élèverait à la somme de 4.460 francs.

Le conseil municipal, vu l'exposé de M. le Maire considérant l'urgence des travaux à effectuer, vote la somme de 4.460 francs inscrite au budget supplémentaire de l'exercice courant, pour faire face à cette épreuve ».

Cette somme sera effectivement débitée, et versée tout simplement au Conseil Paroissial. Nous ignorons si le devis estimatif de cette somme fut respecté : le doute subsiste.

Dans le n° 17 de notre journal de Juin 1985 où nous avions parlé des peintures faites à l'église, et où le Conseil Paroissial se félicitait de la générosité de la municipalité, après la visite de l'Archevêque, elle lui avait versé 4460 francs, et les travaux de réparation de l'extérieur du clocher, les murs de l'église avaient été reliés avec six barres de fer, par M. Vabre, entrepreneur à Rabastens. Les crevasses de la voûte avaient été fermées par une chappe en ciment et mises à l'abri des gouttières. Ce travail exécuté par le curé Durand, et grâce au concours gratuit de ceux qui lui ont donné la main, n'aura coûté que 738 francs **seulement**.

Et c'est grâce à toutes ces économies faites sur des travaux de consolidation, que les peintures de l'église purent être réalisées.

UN PRETRE BRICOLEUR

Il faut ajouter à cette anecdote que le curé Durand était issu d'une famille de maçons et charpentiers à Lasgraïsses, et il n'était pas rare de voir plusieurs fois par an le curé en soutane coiffé de sa barrette, grand et maigre (comme un jour sans pain) perché sur le toit de l'église occupé à boucher des gouttières, au grand dam de M. Cayrol artisan charpentier avec toute son ironie, et une petite pointe de jalousie, qui disait, « que pour en boucher une il en faisait trois ». Les relations entre le Maire et le Curé étaient revenues au beau fixe. Le précédent Maire, en 1907 lui avait refusé la permission de faire lui-même des réparations à l'église.

Pour la petite histoire, il est bien dommage que la télévision n'existat pas encore, celà aurait valu le déplacement.

A. E.

(A suivre)

IRRIGATION

Le 24 octobre 1986 a été créée l'Association d'irrigation de Parisot.

A cheval sur les communes de Couffouleux, Loupiac et Parisot, l'association a déjà reçu l'adhésion de 52 agriculteurs se proposant d'arroser plus de 600 ha

Le Bureau tient à informer particuliérement les agriculteurs de Parisot qu'il est encore temps de s'inscrire.

Pour celà adressez-vous soit :

— A l'un des responsables locaux : M. GILLES Patrice tél. 63.33.38.19, ou M. JASSE Paul, tél. 63.33.33.90 ;

— Au conseiller agricole : M. JARNO J.-N, conseiller agricole à Gaillac, tél. 63. 57.37.32.

Notre précédent article se termine par « Un prêtre bricoleur » et une note humoristique mais vraie.

ET TOUJOURS LES REPARATIONS...

— De 1921 A 1937 —

Dix ans vont passer sans aucune trace de travaux à l'église. Par contre en 1926 et le 24 décembre, Mgr l'Archevêque d'Albi informe M. le curé Durand et le conseil paroissial de Parisot, que M. l'abbé Malet curé de Ste Cécile d'Avès près de Gaillac et décédé le 28 septembre précédent avait fait don au Diocèse, d'une maison d'habitation sise à Parisot, appelée « Maison Malet », à la condition expresse qu'elle serve aux besoins de la paroisse et de presbytère. Il prie M. le curé et le conseil paroissial de l'accepter ; ce qui est fait, le 13 mars 1927. M. le curé est installé dans le nouveau presbytère, mais il nécessite beaucoup de réparations.

Au cours de l'année 1930 la commune de Parisot est dotée de l'électricité et le conseil municipal fait installer à l'église un compteur, une prise de courant et deux lampes. Par la suite, M. le curé complète l'électrification, « lustres et candélabres » par ses propres moyens.

Ce n'est que le 16 août 1931 que nous trouvons aux réparations des édifices communaux : « **fourniture de 50 kilos de « ciment plus une journée de maçon « pour réparations à la voute de l'église « et une lampe électrique sur le parvis « de l'église** ».

— Le 15 août de l'année suivante : réparations aux églises de Parisot et Ste Sigolène des dégâts occasionnés par la foudre.

— Le 21 mai 1933 : le conseil municipal saisi de la lettre de M. le curé Durand, « **exprimant ses inquiétudes sur la solidité de l'église paroissiale, décide de demander à M. le Préfet, de vouloir bien commettre un architecte à l'expertise de cet édifice** ».

Nous ne savons pas s'il y eut vraiment procès-verbal d'expertise.

Il faut attendre 4 ans : le 28 février 1937 pour que le conseil municipal soit à nouveau saisi d'une autre lettre envoyée au Maire par M. l'abbé Durand, et relative à des réparations urgentes à effectuer à l'église.

Il vote le principe d'un crédit destiné à les couvrir et prie M. l'abbé Durand de vouloir bien présenter un devis prévisionnel les concernant.

— En 1934, M. le curé avait fait ciementer le passage du milieu de l'église qui était « **usé et bouleversé par le mouvement du sol** » le conseil municipal a contribué aux frais pour une somme de 600 francs.

— 1938 —

Une délibération de réunion ordinaire du conseil paroissial: tout va bien ! «**sauf l'inquiétude que nous donne la voute de l'église à la travée du fond** ». Cette inquiétude est partagée par le conseil municipal réuni le 30 novembre qui écrit que, « **devant l'inquiétude que lui inspire l'état menaçant de l'église, demande au Préfet qu'il envoie l'Architecte Départemental pour expertiser une voûte en ogive car des mesures urgentes de sécurité s'imposent** ».

Le 10 janvier 1939, le conseil demande, à M. le Préfet de vouloir bien rappeler d'urgence à M. l'Architecte Départemental qu'il veuille bien fournir un rapport de sa visite à l'église de Parisot. Le danger d'effondrement de la voûte est imminent et un barrage de sécurité est indispensable.

Le 12 février le conseil municipal décide que le barrage de sécurité à établir d'urgence à l'église et dont il a fixé les caractéristiques d'autre part, sera payé sur les crédits de réparation aux édifices communaux et charge :

1e) M. Labeaute, adjoint, de sa direction,

2e) M. Monredon, charpentier de son exécution.

Le conseil après avoir pris connaissance du rapport de M. Daures architecte départemental décide de lui confier l'établissement du devis de la dépense à engager pour la consolidation indispensable de la première travée de la voûte de l'église.

Le conseil, en outre, en vue d'étudier les ressources à réaliser pour la couverture de cette grosse dépense autorise Monsieur le Maire à provoquer une réunion générale du conseil municipal et du conseil paroissial, au cours de laquelle seront recherchées les possibilités de collaboration de ces deux Assemblées, pour la restaurations de l'église. Elle est fixée au dimanche 19 février 1939 à 16 heures et une lettre est envoyée à M. le curé Durand l'informant que « **devant l'importance des dépenses à engager pour la réparation de l'église, le conseil municipal à décidé le principe d'une réunion commune avec le conseil paroissial au cours de laquelle le rapport de M. l'Architecte Daures sera communiqué et les modalités financières de couverture des dépenses envisagées** ».

Voici in-extenso la délibération de la réunion inter-conseils.

« L'an mil neuf cent trente neuf et le dix neuvième jour du mois de février à seize heures.

Le conseil municipal de Parisot dûment convoqué s'est réuni à la Mairie en session ordinaire sous la présidence de M. Bounihol Emile, maire. Etaient présents MM. Labeaute Martin, Pédurand Alfred, Cambournac Benjamin, Escudié Alfred, Laurens Joseph, Vedel Rémy, Désirat Camille, Gaudou Léon. Excusés MM. Miquel, Girot, Malet.

M. Cambournac est élu secrétaire.

M. l'abbé Durand curé de Parisot et MM. Capus, Julien, Gabelle et Gasc membres du conseil paroissial assistent à la séance.

L'Assemblée prend acte de l'installation de la barrière de sérurité provisoire à laquelle M. le curé demande qu'une modification ménageant un cheminement sur le côté droit soit apportée.

L'assemblée décide que cette modification sera faite, et M. le curé offre d'en assumer les frais.

En outre, pour des raisons de commodité dans le cérémonial des sépultures, M. le curé demande la faculté de libérer de ses voliges, la travée centrale pour permettre le passage du corbillard et seulement pendant le temps nécessaire à ce passage, et l'assemblée lui accorde cette dérogation dont il prend la responsabilité.

Lecture est ensuite donnée du rapport de Monsieur l'Architecte Départemental Daures dont la conclusion est la réparation urgente de la première travée vers le clocher, travaux dont il évalue le coût à 10.000 francs mais pour l'exécution desquels l'Assemblée prévoit un dépassement de l'ordre de quelques milliers de francs.

La commune se trouve donc en présence d'une dépense probable de 12 à 13.000 francs à laquelle elle est incapable de faire face par les moyens ordinaires du budget.

L'Assemblée, après un échange de vues et sur la proposition de M. le curé d'abord, de M. Julien ensuite, décide, le conseil municipal y consentant, qu'un appel commun sera lancé à toute la population de la commune pour susciter une souscription de nature à alléger les charges de la grosse réparation envisagée.

Cet appel sera signé par M. le curé au nom du conseil paroissial et par le Maire au nom du conseil municipal.

Les souscriptions seront ouvertes indifféremment à l'église et à la Mairie du 1er au 31 Mars 1939. L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 17 heures et la session ordinaire est déclarée close. Ainsi délibérée les jours, mois et ans sus dits.

(suivent les signatures)

LA GUERRE APPROCHE

Deux mois après la clôture officielle de la souscription fixée au 31 Mars 1939, le conseil municipal réuni le 4 Juin, prend acte du montant de la souscription volontaire déposée pour les réparation de l'église qui s'est élevée à 895 francs, l'accepte et décide d'en affecter le produit à la réparation de l'édifice. Et il prie respectueusement M. le Préfet de vouloir bien rappeler à M. l'Architecte départemental d'établir le devis des réparations indispensables à la consolidation de l'église de Parisot.

Le 15 août le Conseil après avoir pris connaissance du rapport déposé par M. Daures, Architecte, relatif à ces réparations décide la réalisation immédiate :

1e) de la consolidation de la voûte vers le clocher : 18.500 F

2e) construction d'un caniveau général d'assainissement de l'édifice : 7.300 frs.

Soit au total 25.800 francs.

Pour couvrir cette dépense il vote le principe d'un emprunt local productif de 5 % d'intérêts et représenté par des obligations de 500 francs nominales. Le montant total de cet emprunt sera de 20.000 francs, si M. le curé de Parisot veut bien verser à la caisse de M. le Receveur Municipal les sommes qu'il a recueillies par voie de souscription, ou de 25.500 fr. si ce versement n'est pas effectué.

Le conseil autorise le maire à provoquer une réunion générale du Conseil Municipal et du Conseil Paroissial pour le dimanche 20 août à 17 heures légales

Numéro 21 suite

(suite)

au cours de laquelle sera prise une décision.

La séance du 20 août, réunion plénière du conseil municipal et du conseil paroissial a lieu à la Mairie de Parisot sous la présidence de M. Bounihol Maire. Etaient présents : M. le curé de Parisot. M. Julien Augustin, membre du conseil paroissial. MM. Bounihol, Pédurand, Laurens, Cambournac, Malet, Vedel, Gaudou, Girot conseillers municipaux.

Après lecture faite du rapport de M. Daure architecte, et communication de la résolution du conseil municipal prise en séance du 15 août M. le curé en son nom personnel versera entre les mains du Maire une somme de 5000 francs pour venir en déduction des ressources à créer.

De ce fait le montant de l'emprunt pourra être ramené à 20.000 francs.

Le Maire présente à M. le curé, les remerciements de l'assemblée et l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures. Ainsi délibéré etc... »

« Le conseil municipal continue de siéger. Il prend connaissance de la note de M. le Préfet du Tarn relative à la délibération du 15 août et décide :

1e) de fixer le montant de l'emprunt à effectuer à la somme de 20.000 francs.

2e) d'établir la durée de l'emprunt à 30 années ; et le point de départ de l'amortissement au 1er octobre 1939.

3e) demande que les services de la préfecture veuillent bien établir au plus tôt le tableau d'amortissement.

4e) vote le nombre de centimes additionnels pour couvrir les arrérages annuels.

Le conseil décide en outre que les obligations seront du type au porteur de 500 francs nominal productives d'intérêts à 5 %.

La souscription ouverte chez M. le receveur municipal le 15 septembre sera close le 1er octobre 1939, accessible à tous les contribuables de la commune et reçue sans limites, sous réserve de réduction ultérieure.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 h 30. »

Les réserves vont être de toute autre nature et toutes ces bonnes intentions, vont devenir aléatoires. De gros nuages sombres s'amoncellent à l'horizon. L'orage qui gronde, va éclater.

GUERRE 39-45

A la suite de l'agression de l'Allemagne contre la Pologne, la France déclare la guerre à l'Allemagne hitlérienne le 3 septembre 1939 et c'est « La drôle de Guerre » qui commence.

Elle durera jusqu'au 10 Mai 40, jour de l'invasion du territoire Français par les troupes Nazies ;

— démission du gouvernement Paul Raynaud le 16 Juin, remplacé par celui du Maréchal Pétain ;

— signature de l'armistice le 22 Juin et l'agonie de la IIIe République.

Etablissement d'un nouveau régime « l'Etat Français » : Travail, Famille, Patrie — occupation de la ZONE dite LIBRE.

S'en suit : Collaboration, Restrictions, Déportations — Exécutions — S.T.O. (service du Travail obligatoire) — organisation de la Résistance — Maquis — Libération en août 44 — Capitulation de l'Allemagne le 8 Mai 1945 — IVe République — retour des prisonniers. Presque six ans ont passé, avec leur lot de misère, de pénuries, de marché noir, de dénonciations, de ruines, de deuils et de souffrances.

La guerre est finie, mais le pays est exsangue.

REVENONS A AOUT 1939

M. le Maire est mobilisé comme officier de réserve. M. Labeaute Martin 1er adjoint qui le remplace, envoie à M. le Préfet une lettre-réponse ainsi conçue.

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 26 Août 1939 relative à la réalisation de l'emprunt de 20.000 Francs voté par le conseil municipal de Parisot dans la séance du 20 Août 39, et des documents joints.

Vous voulez bien me demander de les soumettre à l'approbation du conseil municipal pour vous permettre d'en autoriser l'exécution.

J'ai l'honneur de vous informer d'une part la crainte que les événements actuels ne soient par trop défavorables à la réussite de l'emprunt local et d'autre part celle que l'emprunt se réalise quand même, la raréfaction de la main d'œuvre spécialisée dans ce genre de réparations ne recule sine-die leur exécution cependant déclarée très urgente **par le rapport de M. l'Architecte Départemental.**

Dans ces conditions et pour dégager la responsabilité de la commune gravement engagée, en cas d'accident matériel, je vous serais très obligé de vouloir bien me faire connaître si la seule mesure à envisager ne serait pas de fermer momentanément aux cérémonies du culte l'église de Parisot, reconnue dangereuse **et de célébrer, d'accord avec l'autorité ecclésiastique les dites cérémonies dans l'église de Sainte Sigolène située sur le territoire de la commune et d'une distance ne dépassant pas un kilomètre de l'agglomération. Suit la formule de politesse et signe P., le Maire. l'adjoint délégué ».**

Nous ne connaissons pas la réponse de M. le curé à cette proposition elle n'est pas écrite, et c'est bien dommage mais nous sommes certains qu'elle fût défavorable car les offices religieux continuèrent à être célébrés à l'église de Parisot malgré tous ces risques.

Le conseil municipal réuni le 3 octobre suivant sous la présidence de M. Labeaute adjoint « fait un prudent repli stratégique ».

« Le conseil prenant connaissance de la lettre de M. l'abbé Durand curé de Parisot en date du 2 octobre 1939 et du devis présenté par M. Boutibonnes, de Lavaur, relatif aux réparations à exécuter à l'église de Parisot, transmet le dossier à M. le Préfet du Tarn en lui demandant de vouloir bien prendre telle décision qu'il jugera utile.

Le conseil néanmoins s'engage, si la réparation s'effectue, à y participer, en versant la somme de 895 francs produit d'une souscription anonyme, ladite somme étant déposée actuellement dans la caisse de M. le Percepteur de Lisle-sur-Tarn ».

Là s'arrêtent, pour un bon boût de temps les délibérations au sujet des réparations à l'église. D'autres préoccupations vont occuper nos édiles : Assistances diverses, allocations militaires ; organiser l'hébergement et le ravitaillement de ce surplus d'habitants que sont les réfugiés venant du Nord fuyant devant l'invasion Allemande ; d'abord les Belges puis les Parisiens.

Pendant ce temps M. le curé continue d'officier, sous la seule protection du fameux barrage de sécurité décidé le 12 février dernier construit par M. Monredon dans l'attente des réparations à faire à la voûte et de protéger les fidèles de l'éventuelle chute de celle-ci. C'est une espèce d'échafaudage assez solide à hauteur de la première voûte en entrant, interdisant le passage direct et le stationnement des fidèles, par un bardage en voliges.

A la demande de M. le curé un couloir d'un mètre de large environ avait été aménagé sur la droite permettant l'accès à l'intérieur restant libre de l'église.

Prudente mesure de sécurité ! pas tellement jolie ! qui s'avéra inutile par la suite car la voûte resta intacte : il ne tomba que quelques platras. Et l'église fut débarrassée de cette horreur.

Le 10 Novembre 1940 sur l'ordre du gouvernement de Vichy le conseil municipal est dissous, et immédiatement remplacé par une délégation spéciale de trois membres qui restera en place 3 ans 9 mois et une semaine jusqu'au dimanche 18 août 1944, jour de la libération de Parisot. Pendant cette période il n'y aura pas de travaux à l'église.

A. ESCUDIE

(à suivre)

Notre précédent article se termine sur la libération de PARISOT le dimanche 18 Août 1944.

Si l'espoir est revenu, la guerre n'est pas encore finie pour autant. Le premier prisonnier de guerre du canton libéré fut, en mars 1945, notre compatriote Paul MASSOUTIER, père d'Hubert, conseiller municipal.

La capitulation de l'Allemagne n'interviendra que le 8 mai 1945, et c'est le retour des prisonniers, des S.T.O., et des rares rescapés parmi les déportés dans les camps de concentration nazis et, avec eux, la découverte d'une des plus horribles tragédies de l'histoire.

L'espérance des jours meilleurs est revenue ; la guerre est finie. Mais à quel prix

A PARISOT, les réparations à l'église vont se poursuivre. Avant l'hiver 1947-48, le Conseil Municipal avait mandaté M. CAYROL, charpentier, pour la fermeture des gouttières.

Dix ans s'étaient écoulés depuis le vacarme fait autour de l'église, de ce grand remue-ménage de voûte prête à s'effondrer, de menace de fermeture de l'église etc...

Il faudra encore attendre deux ans pour que les travaux de consolidation de la voûte puissent enfin se réaliser. Ils devraient être menés de pair avec la construction du bureau de poste de PARISOT.

M. le curé DURAND a demissionné en raison de son âge et est entré à la Maison de Retraite d'Albi. L'abbé IZARD, curé de St-Anatole a assuré l'intérim avant l'arrivée de l'abbé MEDALLE nommé curé de PARISOT.

Le 2 janvier 1950, le Conseil Municipal décide de faire vérifier la solidité de d'édifice par M. GRANIER, Ingénieur T.P.E. à Gaillac. Le 29 suivant, à la suite de son rapport, le Conseil confie à M. DAURES, architecte à ALBI l'élaboration d'un devis estimatif.

Le 12 mars 1950, le Conseil en prend connaissance et également de celui du constructeur du bureau de poste. Il décide de demander une subvention pour chacune des ces opérations.

Il approuve le devis estimatif pour la réparation de l'église qui s'élève à la somme de 336.000 F. et vote le principe d'une demande d'emprunt de 2 millions de francs à 30 ans et au taux de 5 % par voie de souscription publique.

Le 18 juin, le Conseil Municipal prend acte de l'arrêté de M. le Préfet en date du 6 juin 1950 approuvant cet emprunt de deux millions de francs pour le financement de la construction d'un bureau de poste et la consolidation de l'église de PARISOT.

Le 16 juillet le Conseil lance un appel d'offre pour la construction d'un contrefort extérieur côté Est de l'église.

Cet appel est adressé à MM. LAURENS Rachel à Parisot, TOINOTTE Roger à Montans, CROUZET Paul à St Martin du Taur, TOINOTTE Raoul à Montans, SOLANS Antoine à Couffouleux et GUIBAUD à Briatexte.

Le 8 octobre 1950 à l'ouverture des plis, M. SOLANS sera le moins-disant et est chargé de l'exécution des travaux. Le Conseil décide, en outre d'offrir aux personnes intéressées la concession gratuite des terres provenant des fouilles.

Ce même jour, le Conseil Municipal, constatant avec regret l'impossibilité matérielle de réaliser l'emprunt local destiné à financer la réparation à l'église et la construction du bureau de poste, demande à l'autorité préfectorale l'autorisation de contracter le même au Crédit Foncier de France.

Cet emprunt ne sera pas réalisé car, le 31 décembre 1950, le Conseil, prenant acte des résultats de l'emprunt pour la réalisation du bureau de poste et la réparation à l'église, (dont les travaux ne s'élèvent qu'à 635.000 F) renonce définitivement à l'emprunt local et décide de demander au Crédit Agricole un prêt de 350.000 F.

Sachant que déjà, le 19 novembre, le Maire a fait mandater à M. SOLANS un acompte de 150.000 F, les travaux étant terminés, le solde de 154.431 F lui sera payé courant juin 1951.

La consolidation de l'église est terminée ; par contre le bureau de poste n'est pas encore commencé.

Et, à l'église, de nouvelles réparations sont nécessaires. Le 28 décembre 1952, « le Conseil décide la consolidation de la lézarde du mur du transept de l'église, le remaniement de la toiture de la sacristie, l'établissement d'un plancher servant de plafond en remplacement des arcs ogivaux écroulés. Ce plafond sera constitué de lambourdes qui supporteront un plafond en isorel ». En définitive, l'isorel sera remplacé par un plancher en bois. Ces travaux seront confiés, en ce qui concerne la maçonnerie à M. SOLANS et pour la charpente à M. CAYROL.

En mars 1956, le Conseil décide de faire effectuer des réparations de détails occasionnées aux bâtiments communaux par le gel et la tornade de vent d'autan. Les dégâts seront plus qu'un petit « détail ».

Le 29 avril, le Conseil Municipal mis en présence d'un état des délibérations d'une assemblée inter-associations chargée des réparations de la toiture de l'église prend les décisions suivantes.

Il approuve les décisions prises par la Commission Municipale restreinte, de dessaisir le Conseil Municipal de la responsabilité de la réparation qui devra être prise en charge dans tous ses risques par l'Association paroissiale.

Tout en reconnaissant l'efficacité des résultats obtenus par les démarches de cette dernière, il apparait au Conseil qu'elle devrait, dans une mesure à débattre, participer pécunièrement à la réparation, ne fusse que pour provoquer de sa part une surveillance plus attentive des travaux.

Ce sera fait le 27 mai. Le Conseil prend acte de l'offre de participation à la réparation faite par l'Association paroissiale, soit 33.500 F., accepte cette participation et autorise le Maire à provoquer une réunion inter-associations pour la signature des contrats de cette réparation.

En conséquence, le Conseil vote le principe d'une subvention de 300.000 F à l'Association paroissiale. Le contrat est passé le 3 juin 1956 avec cette dernière. Le 12 Août suivant, le Conseil Municipal avalise le contrat passé entre le Maire et les entrepreneurs, à savoir MM. PEYRILLE Marcel et René pour la réfection de la toiture et SAUNARD Joseph pour la zinguerie (chenaux).

C'était le premier remaniage sérieux de la toiture de l'église depuis sa construction en 1876.

Au cours de l'été 1959 le drame algérien était à son paroxysme. Des graffiti pour la « Paix en Algérie » fleurissent un peu partout sur les édifices communaux. Le portail de l'église n'échappe pas à la règle générale au grand dam de l'abbé MEDALE car c'était de la peinture blanche à l'huile de très bonne qualité. Aussi, le 6 décembre 1959, le Conseil Municipal décide de faire repeindre les portes de l'église. Ces travaux sont confiés à M. Roger ROUBY peintre à Lisle-sur-Tarn. La première couche sera en blanc pour effacer les graffiti (d'aucuns diront que c'était exactement le même pôt de peinture), la deuxième sera couleur bois.

A. ESCUDIE

(à suivre)

1987n° 22 bis

PARISOT D'AUTREFOIS *suite de la page 4*

électrique de l'église. Le Conseil décide, de proposer aux membres du Conseil Paroissial une réunion commune pour procéder à l'étude détaillée de cette question, et charge le Maire d'en fixer la date en accord avec les responsables du Conseil Paroissial.

Elle a lieu le 3 décembre 1981. En voici le compte rendu in extenso : 1 Le Conseil Municipal reçoit une délégation de l'Association Cultuelle de Parisot conduite par son Président M. Norbert BAYLE et composée de MM. Henri CAMBON, Roger GABELLE, Gaston PORTAL, René RAYSSAC, Lucien ROLLAND, Georges VISTE. M. BAYLE expose au Conseil les travaux des réparation qui se révèlent indispensables à l'église pour des raisons de conservation du bâtiment et surtout de sécurité.

L'association cutuelle remet à M. le Maire les devis suivants :

Electricité. — L'installation électrique est très imparfaite ainsi que l'a signalé la Commission de Sécurité au cours de sa dernière inspection. L'entreprise Filippi de Lisle-sur-Tarn évalue à 5560,13 F (T.T.C.) le coût de sa remise en état.

Plafond de la sacristie : Son état de délabrement exige la construction d'un nouveau plafond qui pourrait être réalisé par M. Pradelles artisan plâtrier à Lisle-sur-Tarn pour une somme de 2.634,20 F (T.T.C.).

Porte de la Sacristie : Le changement de cette porte entraine une dépense de 1.470,00 F (T.T.C.) selon l'estimation de M. Peyrille charpentier à Lisle-sur-Tarn.

Toitures : Outre ces dépenses chiffrées, un complet remaniement des toitures des deux sacristies devra être réalisé pour supprimer les nombreuses gouttières qui ont été constatées et qui risquent de détériorer la charpente. Ces travaux de remaniement devront être complétés par la transformation d'un tuyau de descente des eaux pluviales qui, actuellement, se déversent sur la toiture par temps d'orage.

En raison de l'importance de la dépense totale à engager l'Association cultuelle sollicite de la Municipalité une aide financière aussi large que possible en insistant sur l'urgence des travaux de sauvegarde de l'Eglise, bâtiment communal.

Après délibération et étude des devis, le Conseil Municipal accepte de prendre en charge la construction d'un nouveau plafond de la sacristie et le remplacement de sa porte extérieure ainsi que le remaniement des toitures des deux sacristies et l'amélioration de l'écoulement des eaux par le tuyau de descente défectueux.

La remise en état de l'installation électrique sera assurée par les soins de l'Association Cultuelle dont les membres présents acceptent à l'unanimité les dispositions ci-dessus.

A.E.

(à suivre)

PARISOT D'AUTREFOIS...

LA CHUTE DE LA CROIX DU CLOCHER

Elle eut lieu au cours de l'année 1961 A la suite d'un ouragan la croix tomba sur la toiture de l'église et provoqua de sérieux dégâts. M. Marcel PEYRILLE fut chargé de procéder d'extrême urgence à la réparation nécessaire pour colmater cette brêche béante de plus d'un mètre carré, juste au dessus de la fameuse voûte qui avait causé tant de soucis.

La toiture fut réparée mais pas le clocher. Un bloc de maçonnerie restait en équilibre, stable pour certains, en porte à faux pour d'autres selon l'angle où l'on se plaçait pour regarder ce bloc tout de même inquiétant.

Et celà va durer deux ans. Le 3 mars 1963, le Conseil Municipal mis au courant du danger que présente ce bloc de maçonnerie décide et autorise le Maire à faire une démarche auprès du corps des Sapeurs-Pompiers pour remettre le bloc en place et éviter tout accident consécutif à sa chute possible.

Tout paraissait simple, mais les pompiers du Tarn déclarèrent leur impuissance faute de matériel suffisant. Les sapeurs pompiers de la Haute-Garonne pourraient peut-être effectuer cette réparation, ce qui amène le Conseil à charger le Maire de demander au Préfet du Tarn de vouloir bien obtenir du département de la Haute-Garonne la participation du corps des Pompiers de Toulouse à l'enlèvement ou à la destruction de ce bloc dangereux.

Celà va être un deuxième vœux-pieux, confirmé par une délibération du C.M. du 2 Juin suivant. « Le Conseil saisi par M. le Maire de la proposition de l'Association paroissiale relative, à l'occasion de la chute du bloc du clocher, à l'installation d'une nouvelle croix à son sommet, accepterait cette proposition s'il s'était agi d'une intervention terrestre. Le mode terrestre ayant dû être abandonné par l'incompétence des pompiers, il reste le mode aérien, par hélicoptère, et le C. M. ne pense pas que cet engin puisse procéder au scellement de cette croix ».

Et effectivement à la prochaine réunion du C.M. « Le Conseil prend connaissance du résultat de la détérioration du clocher de Parisot effectuée le 20 Juin 1963. Le Maire qui y a assisté assure le conseil que de l'avis des experts il n'y a aucun danger immédiat. Il rassure la population et espère que cette expérience apaisera toutes les inquiétudes ».

Il faudra attendre dix ans pour qu'une fois de plus on reparle de la solidité du clocher et des risques encourus. Le 14 octobre 1973, le conseil considérant la réparation imminente à faire au haut de la flèche du clocher, jugée indispensable pour la sécurité, mais considérant le coût de l'établissement d'un échafaudage trop élevé pour les finances de la commune, décide de demander une subvention au Conseil Général.

Le processus est à nouveau engagé. L'échelle des pompiers étant exclue, l'échafaudage trop cher, un devis est demandé à la Société Alibert à Albi et le 24 mars 1974 il est présenté au C. M. Il s'élève à 8.000 francs H. T. pour seulement l'installation d'une grue avec nacelle permettant d'accéder au clocher, le salaire de la personne exécutant ce travail n'étant pas compris. Le coût va s'avérer une fois de plus trop élevé.

Ajoutons à cela, et nous l'avons su plus tard, que la hauteur du clocher était supérieure de deux mètres aux possibilité de la grue. Quelqu'un avait suggéré : « il n'y a qu'à raser la flèche à hauteur des cloches, et l'affaire sera résolue ! ».

Oui, mais. cette affreuse mutilation n'était pas gratuite non plus. C'est alors, le 8 Juin 74 qu'éclata l'un de ces orages secs, l'un de ceux qui vous tombent dessus sans crier gare, sans une goutte d'eau ou presque, faisant beaucoup de bruit, c'est-à-dire de violents coups de tonnerre.

Comme les points les plus hauts attirent la foudre, le clocher étant une cible idéale, il n'y échappa pas : le bloc de maçonnerie, objet de tant de discussions vola en mille morceaux. La flèche avait été durement touchée et présentait quelques fissures alarmantes.

Ce deuxième coup du sort, avait eu tout de même un certain avantage : l'assurance incendie couvrant les coups de foudre, pouvait à ce moment prendre en compte les dégâts occasionnés.

Un architecte **M. Veyret-Daures** d'Albi accompagné **de M. Perrier** entrepreneur à Albi, fut dépêché pour constater les dégâts et proposer un devis estimatif.

Le devis fut présenté au conseil municipal le 1er septembre 74 et à la compagnie d'assurances S.A.M.D.A. Il s'élevait à 52.041,78 fr pour la restauration de la flèche et d'un paratonnerre, soit 60.646,63 francs non compris les honoraires.

L'assurance avait également fait l'ébauche d'un devis qui n'était pas concordant (environ 50 % de moins). Elle venait justement de régler un sinistre similaire à Salvagnac dont les travaux avaient été exécutés par Monsieur Bellegarde entrepreneur à Couffouleux.

D'où, mise en sommeil (ou au placard) du devis Veyret-Daures Périer et demande à M. Bellegarde de bien vouloir établir un devis estimatif de cs réparations.

Le 22 Mars 1975 le maire présente au Conseil le devis de M. Bellegarde, qui accuse une différence d'estimation de moins 50 % sur les réparations à effectuer, l'installation du paratonnerre restant à peu près équivalente au précédent devis. Le conseil décide à l'unanimité de confier les travaux de réparation du clocher et l'installation du paratonnerre à M. Bellegarde. Les travaux vont bientôt commencer, d'abord par l'installation de l'échafaudage, puis rapidement menés.

Le 22 août 1975, le Maire fait part au Conseil du procès-verbal de la commission des travaux réunie en Juillet 1975 pour la réception des travaux au clocher de l'église. Cette réparation a été effectuée sans imprévus conformément au devis estimatif et le conseil autorise le Maire a demander le versement de la subvention auprès de M. le Préfet du Tarn.

Le conseil prend également connaissance de la lettre de l'assurance S.A.M.-D.A. en date du 4 août 1975, consécutive au sinistre du 8 juin 1974, nous informant qu'elle tient à notre disposition la somme de 23.382,62 francs conforme au rapport d'expertise. Le conseil l'accepte et autorise le receveur municipal à encaisser cette somme. Le remboursement du sinistre réglé par l'assurance, la subvention du département versée, l'opération n'avait pas été en fin de compte trop coûteuse pour les finances communales. Seulement voilà : il avait fallu attendre 14 ans pour voir un heureux aboutissement, comme quoi, tous les coups de foudre ne sont pas toujours désastreux.

Toutes les réparations d'entretien ne sont pas finies. En 1981 d'importants aménagements ont été réalisés, et, pour 1988, est prévue, la réfection des chenaux, une subvention du Conseil Général étant accordée. Le remaniement des toitures de l'église est envisagé mais demeure conditionné à l'attribution d'une subvention départementale.

Entre 1961 date de la chute de la croix du clocher et 1975, date d'achèvement des travaux de sa remise en place, en 1968 une réparation importante fut faite aux fenêtres de l'église par la pose vers l'extérieur d'un deuxième vitrail en verre épais protégé par un grillage.

Le 4 février 1968 « le Maire informe le Conseil Municipal d'une lettre du Conseil Paroissial l'informant qu'une réparation s'avère urgente aux Vitraux de l'église, la pluie ruisselant à l'intérieur détériore les peintures et le mur. La chute de verre cassé par temps de vent est aussi un risque d'accident pour les fidèles ».

« Après avoir pris connaissance du devis approximatif établi par M. Paul Crouzet entrepreneur à Lisle-sur-Tarn qui s'élève à la somme de 4.960,00 francs le Maire en fait part au Conseil qui l'approuve, et décide de contacter le Conseil Paroissial pour étudier la possibilité du financement de cette réparation au mieux ».

Les vitraux furent mis en place à la satisfaction des fidèles par M. Crouzet.

AMENAGEMENT DE 1981

Le 8 juillet au cours de la session du Conseil Municipal le Maire informe le Conseil qu'il a été saisi d'une demande du Conseil Paroissial relative à des travaux de réfection de l'installation

(suite en intercalaire)

1988 n°24

Dans le numéro 10 de Décembre 1981 de notre journal, nous avions évoqué, au sujet de la construction de l'église, des différends advenus entre le Maire et le Curé, et dignes de « Clochemerle ». La suite est aussi savoureuse.

Il faut dire que le contexte environnant de l'époque favorisait ce contexte conflictuel entre, d'une part des bourgeois conservateurs entourant le vieux curé ALIBERT qui démissionnera en 1907 et sera remplacé par un jeune prêtre, Léon DURAND, se présentant en redresseur de tort. D'autre part, un maire Ernest BOUNIHOL radical-opportuniste, adepte de Clémenceau et de Millerand.

Ce contact ne pouvait faire que des étincelles, la France étant alors en pleine bagarre entre le cléricalisme et l'anticléricalisme. (Le père Emile COMBES aurait eu, paraît-il des attaches à PARISOT, peut être ceci explique celà).

LES CLOCHES

La sonnerie des cloches étant présentement d'actualité. il est bon de rappeler les problèmes antérieurs dont les anciens doivent encore avoir quelques fibres à l'esprit.

D'abord l'achat d'une cloche supplémentaire :

Voici. in extenso la délibération du conseil de fabrique, session de Juillet 1890 :

« Présents ; tous les membres à l'exception de Monsieur le Maire. M. le Président Raynaud, a pris la parole :

Messieurs, a-t-il dit, dans une réunion officieuse et préparatoire à cette session, il a été convenu que, vu l'insuffisance de la cloche de la paroisse, il serait convenable et nécessaire de donner une seconde voix au clocher, et qu'il serait bon de prendre les moyens nécessaires pour se procurer une cloche sonore et puissante. Et comme moyen d'arriver, je propose une souscription libre et volontaire.

Ce mode a été mis à exécution.

Le chiffre de la souscription s'élève à ..... fr. Comme ce chiffre est insuffisant, je propose au conseil à venir en aide aux souscripteurs.

Après en avoir délibéré le conseil alloue une somme dont le maximum ne saurait dépasser quatre cents francs, et avec la réserve expresse que la plus grande économie présidera à l'achat de la cloche et à sa dépense, soit des quatre cents francs, soit du total de la souscription.

Sur ce, il délègue pour y veiller et pour connaître les prix directs du métal qui doit servir à fabriquer et fondre la cloche. MM. ..... se réservant toute chose considérée, d'en décider dans la huitaine. Messieurs les délégués se réserveront. après l'accord final du Conseil de fabrique, une fois la cloche fondue d'en apprécier sur place avant l'expédition, sa sonorité et, si cette sonorité ne répond pas aux promesses faites, de la refuser purement et simplement.

Et maintenant, ajoute Monsieur le Président, quand doit sonner la cloche et pour qui sonnera-t-elle ?

La cloche sonnera selon les coutumes du culte catholique et d'après les règlements concordataires :

1°) pour les souscripteurs ;

2°) pour ceux qui n'ayant pas donné ne sont nullement inscrits au rôle des contributions : c'est-à-dire, aux baptêmes, mariages, sépulture, neuvaines, anniversaires, et ce selon les usages de la paroisse.

La sonnerie sera refusée à ceux qui inscrits sur le rôle des contributions auront montré de la mauvaise volonté en refusant de souscrire, si ces derniers venant à résipiscence voulaient, une fois la cloche placée, réparer leur erreur ; pour avoir droit à la sonnerie, il leur sera demandé un droit double du droit dû au moment de la souscription.

Un droit de fabrique, le cas échéant, sera demandé à ceux qui auront jusqu'à la fin persévéré dans leur erreur, et qui désireraient le cas échéant, ne pas être privés de la sonnerie et ce droit de fabrique est fixé à 5 F : au baptême, au mariage, à la sépulture.

Ce droit sera payé d'avance.

Et pour mémoire la liste nominale des souscripteurs sera imprimée en plusieurs exemplaires et placardée.

Le conseil décide après en avoir délibéré que, le parrain et la marraine de la cloche seront pris dans les familles des plus forts souscripteurs ».

Veuillez remarquer dans cette délibération :

— le montant de la souscription et les noms des délégués sont laissés en blanc ;

— au début la mention de la « souscription libre et volontaire » contredite, un peu plus loin par « Pour qui sonnera-t-elle », refusé à ceux qui ont montré de la mauvaise volonté à souscrire.

Enfin, aucune autre délibération ne confirme ou n'infirme ces faits, pas plus que son parrainage et sa bénédiction.

Seulement, exactement l'année suivante, au décès de Jean-Jacques ESCRIBE, sonneur et son remplacement, il est fait mention **des cloches**, mais cette fois au pluriel.

AU CONSEIL DE FABRIQUE

Le sonneur de cloches

Monsieur le Curé fait part au Conseil, de la perte douloureuse du sieur Jean-Jacques ESCRIBE, sonneur de l'église paroissiale depuis déjà quarante cinq ans et a proposé son remplacement.

Il a d'abord proposé de mettre les cloches à l'adjudication mais ce mode n'a pu être accepté et le Conseil, pour le rejeter, s'est basé sur les raisons suivantes : le sonneur n'a pour honoraires que les dons des habitants de la paroisse. Or, ces dons sont volontaires et libres et personne ne voudra se porter adjudicataire dans ces conditions.

Alors, Monsieur le Curé a dit aux membres présents : **« Messieurs, offrez-moi un sujet que je puisse accepter ».**

Voici les noms des candidats qui m'ont été donnés : 1°) ICHER, gendre du regretté défunt ; 2°) Henri MASSOUTIE ; 3°) SÉGUR ; 4°) Abel CASSÉ ; 5°) PAGÈS, cantonnier, et un membre a ajouté : RICCARD. charron.

Le sieur PAGÈS a été donné avec prière à M. le Curé de bien vouloir l'accepter. « PAGÈS est le seul, a-t-il été ajouté qui puisse tirer des cloches le parti voulu et tout ce qu'elles peuvent donner et rendre ».

Monsieur le curé a bien voulu accepter cette proposition.

Il faudra attendre 1909 pour trouver des écrits relatant « l'affaire de la sonnerie des cloches, du sonneur ou plutôt des sonneurs ».

Si, aujourd'hui, en 1988, il n'y a pas de candidat pour remplacer le carillonneur, vous avez pu constater que ce n'était pas le cas au siècle dernier... il y en eut même deux simultanément.

Relatant uniquement l'histoire des cloches et des sonneurs, tout laisserait croire qu'il ne s'est rien passé pendant ces dix-huit ans.

Le calme n'était pourtant pas d'actualité et la chronique locale était bien entretenue par quelques petites « histoires » et surtout par l'arrivée en 1907, d'un nouveau curé à Parisot : l'abbé DURAND.

Il était venu en redresseur de torts et avait la prétention de vouloir faire marcher tout le monde à la baguette. Ouvrons une parenthèse à ce sujet, avec une savoureuse anecdote :

Quelques temps après son installation, par une fanfaronnade qui allait tourner à son désavantage, il lançait à la cantonade en occitan : **« LOUS BOLI FA COURÉ AMB UNO COUDÉNO »** traduit en français : « Je veux les faire marcher avec une couenne ».

Vous savez que les couennes de porcs étaient et sont encore le principal ingrédient de base d'un plat de haricots, (ailleurs du cassoulet) et que, dans nos campagnes, les repas de moissons, de battage, de vendanges, le dépouillage du maïs à la veillée, et même dans le malheur lors d'une sépulture, au cours du repas de famille, le plat de circonstance c'était, bien entendu le traditionnel plat de haricots et ses indispensables couennes de porc.

Pour finir le piment de l'histoire. une réponse savamment orchestrée vint à la boutade du curé et va tourner à sa dérision.

Dans la nuit du samedi au dimanche suivant ces propos, une collecte est organisée de toutes les couennes disponibles, qu'elles soient fraîches, vieilles ou même rances. Tout est bon pour confectionner des guirlandes et disposer cette **ramée** insolite tout le long du parcours entre le presbytère et l'église. Les acacias devant l'église en sont abondamment pourvus et le dimanche matin, à la première messe. tout le monde est là : les fidèles, le curé et, bien sûr les autres, les uns scandalisés, les autres goguenards, lançant des quolibets : « Coudéno, Coudéno . ».

Et désormais voilà le curé gratifié de l'irrespectueux sobriquet de « Coudéno » qu'il gardera longtemps.

Et l'affaire des cloches n'est pas terminée,... **A.E.**

Imprimerie Coopérative Montauban

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

Notre article précédent relatait la plaisante "Affaire des cloches" et le délicat problème du choix d'un carillonneur qui valut au curé de l'époque un sobriquet savoureux
Nous disions en conclusion : « Et l'affaire des cloches n'est pas terminée... »

C'est le 1er Janvier 1909 que paraît un arrêté pris par le Maire, dont voici le texte :

SONNERIE DES CLOCHES

Nous Bounhiol Ernest officier de l'Instruction Publique, maire de la commune de Parisot, Canton de Lisle-sur-Tarn Arrondissement de Gaillac (Tarn)

Arrêtons

Article 1er – Le Maire ou son délégué aura le droit de faire sonner les cloches de l'église :
1) Lorsqu'il sera nécessaire de réunir les habitants pour prévenir ou arrêter quelque accident de nature à exiger leur concours, comme dans le cas d'incendie, d'inondation, d'invasion de l'ennemi, d'émeutes et dans tout autre cas de péril commun exigeant un prompt secours;

2) La veille et le jour de la Fête Nationale, et des Fêtes locales;

3) Pour annoncer les heures des repas, et celle de la reprise des travaux des champs; la réunion du Conseil Municipal; l'heure de l'ouverture et celle de la clôture des scrutins les jours d'élection; pour rappeler les enfants à l'école; annoncer par un glas le décès des habitants etc...

Article 2 – Les sonneries civiles prévues à l'article précédent seront exécutées par les sonneurs attitrés des églises qui recevront de ce chef une indemnité fixée par le conseil municipal, si celle qui leur est offerte actuellement par les habitants ne pouvait suffire. En cas de refus de ces sonneurs, le maire pourra nommer pour exécuter les sonneries civiles un sonneur spécial qui sera exclusivement soumis à ses ordres.

Article 3 – A cet effet le sonneur recevra la clef des cloches ou celle de l'église si l'entrée du clocher n'est pas indépendante. Il ne pourra être fait usage de cette clef que dans ce but ou pour remonter l'horloge publique, ou pour faire constater par un architecte les réparations à effectuer à l'édifice.
Article 4 – Les sonneries en temps d'orage sont interdites vu le danger pour le sonneur d'être frappé par la foudre.

Article 5 – Les diverses sonneries religieuses pour baptèmes, messes ou offices divers ne pourront avoir qu'une durée de dix minutes. Toute sonnerie nocturne est supprimée...

Article 6 – Les infractions au présent Arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi.

Vous avez constaté à l'article 2 que les sonneries civiles seront exécutées par le sonneur officiel de l'église à la condition qu'il l'accepte. Dans la négative le Maire nommera un sonneur spécial pour les exécuter.

Nous ne trouvons aucune trace écrite de cette nomination, sauf que l'emploi de carillonneur civil est supprimé à compter du 1er Janvier 1911.

Par délibération du 13 novembre 1910, en effet, le Conseil Municipal à l'unanimité, décide de supprimer l'emploi de carillonneur civil au 1er Janvier 1911, laissant au garde champêtre les sonneries civiles que le Maire aurait à ordonner.

Par contre, nous relevons dans les notes de M. le Curé du 6 Juin 1909 les indications que nous citons :

« Nous n'avons plus de sonneur; je me propose de nommer à la place de PAGÈS, décédé, Victor ICHER dont le père est sonneur civil.

Je fais ce choix pour éviter des troubles entre mon sonneur et le sonneur inventé par le Maire, qui, en vertu d'un arrêté illégal usurpe mes droits. En attendant que le Conseil d'Etat casse cet arrêté, le Conseil finit avec peine, par accepter mon choix »

Donc le sonneur civil sera bien ICHER François, tailleur d'habits, père de Victor et propriétaire de l'actuelle maison de Mme Camille Vve ROUX, maison construite sur le terrain qu'il venait d'acheter à la commune sur la place de l'église.

UNE AUTRE AFFAIRE

Les six mois qui précèdent la mort du cantonnier et sonneur PAGÈS, qui a dû refuser cette charge supplémentaire, M. le Maire nomme François ICHER sonneur civil. Il ne le restera pas longtemps, la délibération du Conseil Municipal prenant effet le 1er Janvier 1911 supprimant cette fonction et en chargeant le garde-champêtre... si nécessité!

Pendant quasiment deux ans, il y aura dans la même maison, deux sonneurs, l'un pour le curé, l'autre pour le maire : une drôle de situation tout de même.

Nous ignorons si une bonne entente régnait entre père et fils. Il semblerait que oui d'après la note de M. le Curé à l'occasion de son choix fait pour Victor.

Une nouvelle note du 9 janvier 1910 de l'Abbé-DURAND annonce la création d'un Bulletin Paroissial "LE RAPPEL" qui pourra, dit-il, aider la vie chrétienne dans la paroisse et fixe le nombre l'heure et le mode des sonneries. M. ICHER Victor est toujours investi dans ses fonctions.

Nous ne savons s'il est, par la suite, démissionnaire ou révoqué. Dans une nouvelle note du 20 Mai 1913 : **« le curé donne la fonction de sonneur avec l'approbation du Conseil de Fabrique à ESCRIBE Henri avec l'autorisation de se faire remplacer quand cela sera nécessaire pour des motifs qui l'empêcheraient de sonner lui-même. Mais il ne lui sera confié ces fonctions qu'à la condition que lui, ESCRIBE, prenne totalement à sa charge la responsabilité des accidents qui peuvent lui arriver dans ces fonctions à lui ou à ceux par qui il se fera remplacer. »**

Nous allons avoir la confirmation dans la note sur " Le Coutumier du Sonneur" que la fonction de carillonneur n'était pas assurée d'un emploi garanti ni de salaire fixe, seulement des dons provenant de quêtes, qu'elles soient en argent à l'occasion des Fêtes de famille heureuses : baptêmes, mariages, ou malheureuse : sépultures etc... et en nature : quête des œufs, du blé, du pain à des dates précises de l'année.

Ces dernières risquaient de poser le problème pour les successions survenues dans l'intervalle de ces trois périodes, sachant que le curé a le droit de révoquer le sonneur et celui-ci de démissionner de son poste sans préavis.

Voici le texte intégral :

Coutumier du Sonneur
27 Décembre 1915

En plus de la charge des cloches, le sonneur... balaie aussi l'église, carrelage et murs, redresse les chaises.

Il est nommé et révoqué par M. le Curé. Son changement peut se faire sans délai aucun, et il peut se retirer de même.

Il est payé à prix convenu pour les services privés et par les quêtes pour les services publics :
– Quête du pain pour les sonneries qui vont du premier dimanche de l'Avent au temps pascal.
Quête des œufs pour celles qui sont du premier dimanche du temps pascal à l'Ascension.
– Quête du blé pour celles qui sont de l'Ascension à l'Avent.

Le mieux est que le sonneur soit changé au début de l'une de ces 3 périodes mais s'il est congédié dans le cours de l'une d'elles il pourra faire une part proportionnelle de la quête correspondante dans un délai de jours qui lui seront donnés pour cela et dans une partie de la paroisse qui lui sera indiquée par le curé et son conseil

S'il se retire de lui-même au cours de l'une de ces périodes il perd droit à toute quête qu'il n'a pas encore faite, que celle correspondante à la saison ait été commencée ou non, mais gardera la part qu'il a déjà obtenue. S'il y a des contestations tout ce qui n'est pas tranché par le présent coûtumier, doit l'être par décision de l'autorité religieuse.

M. le Curé n'est pas tenu de payer les employés pour leur travail aux offices privés si ces services ne lui ont pas été payés à lui-même. Le sonneur peut se faire aider ou suppléer par d'autres avec l'agrément du curé, mais il fait toujours son travail et le fait faire à ses risques et périls en cas d'accidents, sans aucune responsabilité pour le curé qui lui confie ses fonctions.

Il peut faire aussi les sonneries civiles autorisées par l'église et doit observer dans son travail les conditions légalement établies.

L. DURAND, Curé ICHER Marie, Sonneur

Nous terminons l'histoire des cloches et des sonneurs aujourd'hui carillonneurs par une remarque :

Autrefois cet emploi était uniquement réservé aux hommes. Il aura fallu la Grande Guerre 14-18 pour que les femmes soient reconnues aptes à remplacer les hommes dans beaucoup de métiers et de services et notamment celui-là.

C'est pourquoi, au bas de la convention ci-dessus, les deux signataires paraphant le "Coutumier du sonneur" figurent côte à côte : celle de l'Abbé DURAND, curé et de Madame ICHER Maria, "sonneur". Elle remplaçait son mari Victor, mobilisé.

Et paradoxalement, dans la tourmente, le calme était revenu au village.

A. E.

1989 n° 26 a

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

LA PLACE DE L'EGLISE

L'affaire des cloches est terminée; mais une autre affaire, quelque dix ans plus tôt, a animé la polémique entre le Conseil de Fabrique et le Conseil Municipal, où l'on voit en filigrane la marque, du maire et du curé, sur le titre de propriété et de responsabilité de la parcelle de terre achetée pour construire l'église, et appelée par les uns terrain autour de l'église, place de l'église pour les autres.

Tout commence par une délibération du Conseil de Fabrique du 13 avril 1890 lors d'une session de quasimodo. Voici le texte intégral de l'art. 6 :

« Depuis la construction de l'église ! dit un membre ; le terrain qui entoure cet établissement est traité en terrain conquis. Des actes de propriété s'y font chaque jour : en un endroit la haie a été coupée et une passerelle a été pratiquée sur le fossé ; il est déposé sur ce terrain et à l'entour de l'église bois, fumier, sable et matériaux de toutes sortes.

Le chemin qui borne l'église n'est que pour le service de l'église, et qui nullement encadastré tend à devenir public, en ce qui concerne le passage fréquent et trop souvent reitéré le pont qui est sur le nord se trouve enfoncé et les arbres endommagés.Il serait temps, ajoute le membre, que cet abus cesse et il demande un prompt remède.

Le Conseil prenant en considération ce vœu et considérant.

1er que le terrain qui entoure l'église quoique communal est livré à l'administration de la Fabrique.

2e qu'il n'a pas été désaffecté par le Conseil Municipal :

3e qu'il n'est pas décent que bois, fumier et matériaux y soient déposés ;

4e que de temps à autres le fumier nuit par son odeur malsaine et qu'il incommode les fidèles réunis dans le saint lieu.

5e que les matériaux qui touchent la muraille peuvent compromettre l'édifice en laissant pénétrer l'humidité.

6e qu'il nuirait à l'exercice du culte et à l'ordre de toutes les processions dominicales :

7e qu'en fermant les yeux sur ces abus on laisserait établir une véritable servitude sur un édifice public.

– Vu 1 : l'état de la jurisprudence actuelle sur les servitudes.

– Vu 2 : la circulaire relative à l'interprétation des servitudes actives et passives adressées aux Préfets, Archevêques et Evêques du 21 décembre 1833 sous la signature Dasgout Ministre de l'Intérieur et des Cultes.

– Vu 3e la même circulaire renouvelée en 1863 par M. Barovar Ministre de la Justice et des Cultes :

Après en avoir délibéré décide que,

1e il sera donné avis aux intéressés de retirer dans la huitaine les sus dits matériaux et de n'avoir plus à passer avec les charrettes sur le chemin qui borne l'église.

2e faute par eux d'obtempérer à ces injonctions, la présente délibération sera envoyée à l'archevêché pour obtenir l'approbation de l'ordinaire et cette formalité remplie la sus dite délibération sera expédiée à la Préfecture avec prière à Monsieur le Préfet de vouloir donner main forte à la loi.

3e Et charge le trésorier de l'exécution de la présente délibération.

M. Raynaud trésorier de la Fabrique et également membre du Conseil Municipal est donc chargé de transmettre cette délibération. Elle fut glissée dans un dossier de demande d'autorisation de fondation de service religieux sous forme de rente donnée à la Fabrique, faite par lui-même Justin Raynaud.

Le Conseil Municipal réuni le 29 juin 1890 est amené à donner son autorisation sur ce legs et à répondre à la délibération de la Fabrique du 13 avril dernier. Voici la réponse :

Monsieur le Maire informe le Conseil qu'il s'est trouvé parmi les pièces du dossier de la fondation de services religieux par M. Raynaud, une délibération du Conseil de Fabrique prise le 13 avril 1890 d'après laquelle le Conseil de Fabrique s'attribue l'administration de la place publique qui entoure l'église et veut s'opposer à certains passages ou dépôts que l'Administration Municipale a toujours permis à titre de tolérance.

Le Conseil Municipal veut bien reconnaître qu'il peut y avoir un certain abus dans cette tolérance, mais il estime que le Conseil de Fabrique a complètement outrepassé ses droits en prenant sa délibération. Le Conseil Municipal n'a jamais cédé au Conseil de Fabrique l'administration de la place publique qui entoure l'église. Il rejette donc toutes les prétentions de la Fabrique en ce qui concerne l'administration de la dite place, qui comme de tout autre place publique reste dans les attributions de M. le Maire exclusivement.

La réponse sèche et imagée ne tarde pas. Trente cinq jours après, le 3 août, le Conseil de Fabrique prend une nouvelle délibération.

Voici le texte intégral.

L'an mil huit cent quatre-vingt-dix et le trois août le Conseil de Fabrique légalement convoqué en session extraordinaire en vertu d'un ordre de Monseigneur l'Archevêque, s'est réuni dans la sacristie, lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Raynaud ; présents tous les membres à l'exception de M. le Maire.

M. le Curé après avoir lu au Conseil la lettre de convocation à prié M. le Président d'accorder la parole à M. le secrétaire, celui-ci, à haute et intelligible voix à donné connaissance de deux pièces à nous transmises par l'Archevêché et émanant de la Préfecture.

1e une délibération du Conseil Municipal de Parisot qui nie à la Fabrique l'administration du terrain qui entoure l'église et par conséquent le rejet de notre délibération du 13 avril dernier;

2e une lettre de M. le Maire à M. le Sous-Préfet à l'appui de la sus – dite délibération du Conseil Municipal.

De prime abord ce qui frappe dans la délibération du Conseil est la mot «place». Ce terme là est bien choisi attendu qu'il est prononcé pour la première fois nous en userons à notre tour.

Cela posé et après en avoir délibéré le Conseil de Fabrique affirme ne pas être sorti de ses attributions et les preuves il les puise dans la lettre de M. le Maire à M. le Sous-Préfet.

Le vingt-six Septembre 1860 il est fait l'acquisition de 16 ares 16 centiares pour la construction de l'église, d'un presbytère et l'établissement d'un jardin presbytéral ; le Conseil dans sa sagesse, trouve que cette contenance de 16a 16ca est insuffisante pour les servitudes indispensables du culte, et alors il y adjoint 3a 50ca que le vendeur donne en échange d'un chemin devenu inutile par suite du changement de place de l'église.

Mais pour les servitudes indispensables du culte le Conseil Municipal en accordant seulement 3a 50ca aurait fait une concession ridicule et illusoire et l'administration n'aurait pas pu s'en contenter.

Mais ! Non ! Le terrain a été livré à la Fabrique sans clause restrictive, tout simplement, ni la délibération, ni l'acte n'en font mention.

Ils ne spécifient nullement que dans le cas où le presbytère et le jardin resteraient au village la commune prendrait l'administration de ce terrain devenu inutile et la Fabrique l'a administré et depuis la construction de l'église les processions dominicales se font sur une partie de ce terrain.

Le Conseil Municipal a reconnu et il reconnait certainement encore la légitimité et la sagesse de cette administration.

Admettons que la délibération du 29 juin dernier eut sa raison d'être, et que le Conseil Municipal qui a fait l'achat eut commis une erreur et fait une faute. De quelle manière a-t-on corrigé l'erreur ? Et quel moyen a-t-il pris pour faire rentrer le terrain dans ces attributions ? Si c'est purement par une simple délibération ; cette délibération est illégale et entachée de nullité. Ou bien considérant ce terrain superflu il a dû par une délibération provoquer un décret du Chef de l'Etat rendu au Conseil d'Etat après avoir pris l'avis du Saint Evêque et du Préfet. Ce décret existe-t-il ?

Est-il vrai que le Conseil Municipal a cédé à la Fabrique l'administration de la place publique sur laquelle est bâtie l'église ? De 1860 à 1880 les municipalités qui se sont succédées n'ont jamais établi le moindre doute à cet égard.

La Fabrique à toujours tranché et Coupé.

Témoin la lettre entre M. le Curé et le voisin sur la question des limites.

M. l'Abbé Gaubert chargé par la Fabrique d'y veiller, **«et il fut d'un grand rigorisme»** ne permettant jamais de faire sur le dit terrain le moindre travail et d'y déposer la moindre chose.

1989 n°26 b

En 1880 M. l'Abbé Alibert lui succède. A son arrivée le chemin qui aboutit à l'église était quasi-impraticable ; pour la réparation il s'adresse à M. le Maire, M. Rieugné lui répondit : **«que cela ne tombait pas dans ses attributions»**. M. le Curé fit appel à ses paroissiens et le chemin fut réparé par le moyen de prestations gratuites et volontaires.

Il a été souvent demandé à M. Rieugné, Maire, par certains administrés de vouloir bien leur permettre de faire certains travaux ou de déposer certaines choses sur la place de l'église et M. le Maire a toujours répondu « **Ce n'est pas mon affaire adressez-vous à M. le Curé.** »

L'administration Barthe ne fut pas si délicate dans une circonstance, et c'est la seule fois ; il fut permis au voisin de l'église de fabriquer de la tuile verte sur la place. Celui-ci usa et abusa de la permission.

Des tas de briques sèches barraient les passages et la tuile fraîche jonchait le sol.

Force fut de suspendre les processions dominicales. La population s'en émeut et spontanément elle se porte chez M. le Maire qui tout penaud retire une permission qu'il n'aurait jamais dû donner. **C'est depuis lors et depuis lors seulement** que se basant sans doute sur cette permission accordée par M. Barthe que certains individus s'autorisent à déposer les matériaux que le Conseil a signalé dans sa délibération du 13 avril.

Les voisins de l'église font un lieu de dépaissance du terrain qui entoure cet établissement.

Et pour ne parler que des animaux qui nécessitent la présence du pâtre, le Conseil de Fabrique dira que de temps à autre des oies sont entrées dans l'église et en ont souillé l'intérieur ; deux porcs y ont été vaquer pendant la Sainte Messe et y ont déposé leurs ordures ; à deux fois l'âne du voisin y a fait sa promenade et à la seconde fois il a été chassé par M. le Curé au moment où l'animal allait faire du bénitier son **abreuvoir**. Nous ne dirons rien d'une chèvre qui a plusieurs reprises est venue frapper de ses cornes la porte extérieure de la sacristie et déposer ses crotins en haut de l'escalier qui y donne accès.

Voilà des abus qui ne peuvent être corrigés tant que la place restera livrée à l'administration du Conseil de Fabrique.

En haut lieu à trancher la question de droit. Le Conseil de Fabrique en attend la solution avec calme et confiance.

Fait à Parisot en session extraordinaire le 3 août de l'an de grâce 1890.

Ont signé MM. Capus, Bayle, Maurel, Cassagnol et Alibert curé. Curieusement il manque la signature de Justin Raynaud, qui a pourtant présidé l'ouverture de la séance.

(Cette délibération n'est pas transcrite sur le registre, elle figure seulement sur des feuillets volants insérés dans le registre des délibérations de la Fabrique).

Cette session dût être très animée, à sa lecture on sent un fort degré d'indignation de la part de ses membres : au début, l'absence du membre de droit : le Maire, absence d'autant plus remarquée que supposée «volontaire». Et, à la fin, absence de signature de Justin Raynaud, trésorier de la Fabrique et également membre du Conseil Municipal.

Entre la 1e délibération du 13 avril et la dernière de la Fabrique, en réplique à celle du Conseil Municipal du 29 juin, cent jours de discussion et beaucoup de tapage ; autour de cette place, entre ces acteurs, le Curé, les membres de son Conseil, les voisins, le Maire et le Conseil Municipal ; il faudra attendre 11 ans pour en définitive constater le statu-quo de cette affaire.

«Une tempête dans un verre d'eau» direz-vous ? pas exactement, un renouvellement du Conseil Municipal a lieu en 1896, et sur douze de ces membres dix nouveaux rentrent au Conseil ; peut-être y-a-t-il un lien de cause à effet ?.

ON CONTINUE !...

Onze ans se sont passés, le même problème reste posé, une nouvelle délibération fleuve du Conseil de Fabrique du 14 avril 1901, où l'on relève ceci.

Une autre observation, à ajouté encore M. le Curé, qui n'a pas une moindre importance. Il s'agit de la place de l'église et du terrain qui l'entoure : vulgairement appelé chemin de ronde.

En 1890 fut transmis un vœu à M. le Maire et au Conseil Municipal relativement au dépôt de bois, fumier et autres choses autour de l'église.

Notre demande ne put aboutir. L'abus s'est généralisé, aujourd'hui la place de l'église ressemble à un marché du bois ou bien aux abords d'une tuilerie. Ce n'est plus aujourd'hui un tas de bois isolé, mais des bûchers d'une hauteur incommensurable et touchant presque à l'église : bois, sarments, bruyère, en un mot ; matière plus inflammable l'une que l'autre.

Outre que c'est de la dernière indécence, un accident est à craindre auquel n'échapperait pas l'église. Il suffirait de l'imprudence d'un fumeur ou de l'inconscience d'un enfant pour occasionner un grave incendie.

Le Conseil partage hautement les craintes de M. le Curé. Cet état de choses, dit-il, ne peut durer et il prie M. le Maire d'y aviser.

Celui-ci partage bien ces appréhensions et il répond que, à la session de Mai, il en parlera au Conseil Municipal et que celui-ci y avisera sans doute.

Le Conseil remercie M. le Maire et il prend acte de ses paroles. Il espère de la décision du Conseil Municipal sera favorable et la Fabrique y compte.

S'il en était autrement le Conseil de Fabrique se sentirait dans l'obligation, sous le couvert de Monseigneur l'Archevêque, d'en appeler à Monsieur le Préfet afin que si un sinistre arrivait, toute la responsabilité en retombat sur le Conseil Municipal.

◆

Comme promis le Conseil Municipal est amené à prendre une décision à ce sujet le 26 mai.

M. le Maire soumet au Conseil municipal une délibération du Conseil de Fabrique en date du 14 avril dernier, par laquelle M. le Curé et les membres du Conseil de Fabrique s'émeuvent en outre de l'indécence pour le culte et expriment les craintes de dangers que suscitent les nombreux tas de bois de toute nature que tolère la municipalité sur la place de l'église de Parisot.

M. le Maire qui a promis à la Fabrique d'en appeler à la décision du Conseil Municipal, invite l'assemblée a aviser sur cet état de choses existant depuis de longues années.

Le Conseil après en avoir délibéré, considèrant que la place de l'église est publique, comme tout autre sur laquelle on tolère quelques dépôts de bois, décide par six voix contre trois qu'il n'y a pas lieu de faire d'exception pour cette place et rejette le vœu émis par le Conseil de Fabrique.

Il s'agit une fois de plus qu'un vœu formulé par le Curé et son Conseil, aussi convaincant du bien fondé de sa demande, soit-il, pour qu'il soit aussitôt rejeté et envoyé aux oubliettes ; pas pour longtemps cette fois-ci. A l'occasion d'un projet d'aliénation d'une partie de la place de l'église, le Conseil Municipal s'émeut de cet état de fait ; il n'y a pas eu d'intervention préalable du Curé, ou du moins pas écrite. Voici les faits relatés le 19 Mars 1905.

M. le Maire soumet au Conseil Municipal une soumission par laquelle le sieur Icher François propriétaire à Parisot s'engage à acheter à la commune une partie de la place publique de l'église, à l'angle formé par le jardin Malet et le chemin Vicinal ordinaire n° 4. La superficie dont le sieur Icher demande à faire l'acquisition serait de 110 mètres carrés et payés au prix de cinq francs le mètre carré.

M. le Maire fait remarquer au Conseil Municipal que depuis longtemps et par tolérance des municipalités des tas de bois de toute nature sont continuellement déposés sur la place publique de l'église ; des abus se produisent de la part des habitants du village à tel point qu'une grande partie de la place publique est occupée par des tas de fagots si considérables que, si un incendie venait à se produire, on aurait à déplorer de grands désastres à cause de la proximité de l'église et des habitations voisines.

La place étant donc constamment obstruée il estime qu'il n'y aurait aucun inconvénient à aliéner la partie « teinte verte » du plan dressé a cet effet. La partie hachurée serait acquise actuellement par Icher, d'après sa soumission du 16 mars 1905, la partie restante pourrait aussi trouver sous peu quelque acquéreur. En outre qu'il y aurait là une source de revenu pour la commune, on aurait une occasion de mettre fin à une tolérance fort dangereuse, sans soulever trop de récriminations de la part de ceux qui en ont profité et abusé jusqu'ici.

Le Conseil Municipal se faisait quelques illusions en pensant mettre fin à la tolérance de l'occupation de la place, par la vente d'une partie de celle-ci.

Ce sera le sujet de notre prochain article

A.E.

1990 n° 27

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

En décembre, nous évoquions le problème des dépots variés et insalubres qui s'entassaient autour de l'Eglise.
En 1910, ce problème est loin d'être résolu.

Constatant que ces abus continuent de plus belle il est amené à demander au Maire de prendre un arrêté le 14 août 1910.

«Le Conseil municipal considérant que des abus se produisent dans les dépôts de bois, fumier, matériaux quelconques tolérés sur les voies et places publiques de la commune de Parisot, estime que tant au point de l'hygiène qu'au point de vue de l'occupation constante des places publiques pour des intérêts particuliers, il y aurait lieu de faire enlever tous les dépôts faits illégalement sur les places publiques. Le Conseil émet l'avis que par l'arrêté municipal qui sera pris pour l'exécution de cette décision, il soit accordé un délai de deux mois pour procéder à l'enlèvement de tous objets visés par l'arrêté.»

Nous constatons,

1° Que ce projet d'arrêté est valable pour toutes les places publiques.

2° Que l'initiative venant du Conseil municipal il n'a plus de réticence à formuler de réserve à toute proposition, ou plainte, émanant du curé ou de la fabrique, sur l'occupation par les voisins de la place de l'église.

3° Que la vente de terrain n'a pas résolu le problème de son occupation.

En 1932, 1956, 1960 et sous différentes formes, les mêmes problèmes vont se reposer.

En 1932, suite à une pétition émanant du boulanger Bastide demandant, la permission d'entreposer sa réserve de bois de chauffage nécessaire pour l'alimentation de son four ; l'aliénation d'une partie de la place publique de l'église, pour son acquisition, ou à défaut lui consentir un bail à ferme à cet effet.

Voici la réponse du maire de Parisot à Mr Bastide. «J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil Municipal, saisi par mes soins, dans sa séance de ce jour de votre pétition en date du 18 Mars 1932, s'est déclaré en principe hostile à toute aliénation du territoire communal.

Il a décidé en outre de ne pas consentir à un bail à ferme d'une partie quelconque de la place publique de l'église.»

Un refus poli, à toute autorisation d'occupation de la place, ce qui fit à l'époque quelques bruits, et le boulanger doit entreposer son bois ailleurs pendant un certain temps. Mais la facilité de la proximité du four aidant petit-à-petit, au tout début un petit tas, puis un plus grand, enfin la faillite du boulanger Bastide, et la reprise du fonds par un nouveau boulanger, l'occupation de la place derrière l'église recommence comme avant et ne finira, en ce qui concerne les tas de bois, qu'avec l'installation du chauffage du four au mazout. Pour le reste ?

Plus de vingt années vont passer, une délibération du Conseil Municipal du 23 décembre 1956 nous prouve le contraire.

Le Conseil Municipal constatant que les recommandations d'enlèvement des détritus déposés autour de l'église n'ont pas eu de suite, décide d'exiger tout autour de l'église le déblaiement total d'un espace libre de 2 mètres pour le 31 janvier 1957, dernier délai.

Malgré tous ces avertissements l'usurpation totale de la place publique va continuer. Avant c'était uniquement derrière l'église, la nouvelle installation d'un mécanicien réparateur automobile au presbytère va occuper la quasi-totalité de la place devant l'église en carcasses de véhicules de tous genre.

Le 4 décembre 1960, en réponse à une nouvelle pétition demandant l'aliénation d'une partie de la place au profit de M. Mercurio mécanicien, le Conseil Municipal est amené à prendre une délibération ménageant «la chèvre et le choux».

Le Conseil mis au courant de la pétition de M. Mercurio, décide de ne pas aliéner une partie de la place de l'église à son profit, mais ne voit pas en ce moment d'inconvénients majeurs, à ce que quelques véhicules en réparation y stationnent à condition d'éviter l'encombrement de la place.

Aujourd'hui, la place de l'église est propre et nette, plus de tas de bûches, de fagots de sarments de bruyère, plus de machines agricoles, de charrues, plus de ferraille, plus de tracteurs, d'épaves de voitures, plus de matériaux de toutes sortes, sable, briques etc. etc...

La cause ? Malheureusement il n'y a plus de boulanger, plus de forgeron, plus de maçon, plus de mécanicien aux alentours, pour l'investir de leur matériaux ou outils de travail !
Et il n'y a plus de curé !

A.E.

IMP. LIENARD – GAILLAC

1991 n° 28

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

CENT ANS APRÈS LA RÉVOLUTION

Nous avons retrouvé dans les archives de la Mairie le compte rendu de la séance du Conseil Municipal de PARISOT du 28 Avril 1889, consacrée à la célébration du centième anniversaire des Etats Généraux de Mai 1789.

Dans un style qui rappelle celui des tribuns de la Révolution, ce texte porte témoignage, dix-neuf ans après Sedan et la chute du Second Empire, de l'attachement à la République, du "Tiers Etat et du Bas Clergé" de notre commune.

— SEANCE DU 28 AVRIL 1889 —

... "M. le Maire donne lecture au Conseil d'une lettre circulaire de M. le Préfet en date du 23 Avril, de laquelle il ressort que :

"En commémoration de la première séance des Etats Généraux, le 5 Mai 1789 et en reconnaissance des immenses bienfaits que rendirent à la Société ces Etats Généraux devenus l'assemblée Nationale Constituante.

"Le Conseil est invité à prendre telles dispositions qu'il jugera, de nature à participer dignement à la grande fête d'union, de concorde et de reconnaissance que la France entière va célébrer en l'honneur du centenaire de 1789, et à voter les ressources nécessaires pour la célébration de cette fête du 5 Mai à Parisot.

"M. BOUNHIOL Ernest propose au Conseil la proclamation suivante :

"Convoqués pour prendre des dispositions concernant la célébration du Centenaire de la réunion des Etats Généraux,

"Considérant que les communes rurales doivent encore plus de reconnaissance à la Révolution que les villes; qu'en morcelant les fonds, elle a transformé nos aïeux en propriétaires, de serfs qu'ils étaient auparavant; que 1789 doit être considéré comme la naissance d'une ère nouvelle d'où son venus tous les bienfaits dont on jouis depuis, tels que : abolition des abus du régime féodal, organisation équitable des impôts, création de l'enseignement etc... et prociamation, enfin, des Droits de l'homme et du citoyen.

"Déclarons nous associer de cœur aux fêtes que présidera, le 5 Mai, M. le Président de la République à Versailles, pour célébrer la commémoration solennelle de la première séance des Etats Généraux, et exprimons hautement toute la gratitude, qu'à cent ans de distance, nous éprouvons pour ces représentants du Tiers et du Bas Clergé qui, par leur fière attitude, forcèrent la royauté à capituler devant la Nation et firent des hommes libres de ces anciens asservis de la misère et du bon plaisir féodal.

"Le Conseil, à l'unanimité approuve en tous points la proclamation de M. BOUNHIOL Ernest et prescrit l'affichage permanent de ce document dans la salle des délibérations.

"Quand à faire des réjouissances publiques ou voter une certaine somme à distribuer aux indigents de la commune sur les fonds communaux, ainsi que le proposait M. BOUNHIOL Ernest, le Conseil n'est pas d'avis de faire aucun sacrifice à cause du peu de ressources dont dispose la Commune.

"M. le Maire informe le Conseil que conformément à la circulaire de M. le Préfet, il fera pavoiser les édifices communaux le dimanche 5 Mai et fera annoncer la fête en faisant sonner les cloches le Samedi soir 4 Mai à 4 heures."

Nous voyons d'après ce texte que le civisme des conseillers d'alors (et ceux d'aujourd'hui suivent leurs traces), ne leur faisait pas oublier le sens de l'économie des deniers publics.

A.E

ON ETAIT MOINS PRESSES...

Révolutionnant les moyens de transport et pour la première fois en 1882, des wagons tirés par une machine à vapeur transportaient des voyageurs de ST ETIENNE à LYON. Et dix ans plus tard une loi créait les 9 grandes artères ferrées du réseau actuel.

Au fil des ans les mailles de ce réseau allaient se tisser dans chaque région et dans chaque département.

Il nous a paru intéressant de reproduire pour nos lecteurs des extraits de délibérations du Conseil Municipal de PARISOT qui, dès 1897 était confronté aux problèmes posés du chemin de fer d'intérêt local qui, naguère, reliait GRAULHET à LAVAUR.

— 18 DECEMBRE 1897 —

"Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré émet un avis favorable à l'établissement de la ligne de chemin de fer à voie étroite de Graulhet à Lavaur en passant par Briatexte, mais considérant qu'elle ne fera que border vers Bagatelle et le long du chemin de grande communication n° 11, limite de la commune de Parisot, sur un parcours de 400 m. environ, qu'à ce titre elle n'intéresse pas notre comune dont le chef-lieu se trouve éloigné de plus de sept kilomètres de la voie projetée; pour ces motifs, décide qu'il n'y a pas lieu de voter des ressources pour contribuer à l'établissement de cette voie.

"Si le Conseil se désintéresse de cette ligne, il en serait une autre qui lui tiendrait à cœur et pour l'étude de laquelle il serait prêt à faire des sacrifices.

"Ce serait celle qui, partant de Gaillac et suivant la grande communication n° 83, franchirait le Tarn sur le pont de Brens en desservant ce village se poursuivrait jusqu'à Lavaur (ou mieux jusqu'à la Ramière, commune de Giroussens), réunissant ainsi les deux chefs-lieux d'arrondissement de Gaillac et Lavaur. Elle desservirait, en dehors de Brens, déjà cité, Montans, Peyrole, Parisot, St-Anatoie, commune de Giroussens."

— 13 MARS 1898 —

"Dans sa session extraordinaire du 5 Janvier dernier, le Conseil Général a décidé de procéder à des études pour l'établissement d'une ligne de chemin de fer à voie étroite de Gaillac à Lavaur. La commune de Parisot, directement intéressée à la réalisation de ce projet est invitée à participer aux frais d'étude.

"Le Conseil Municipal se félicite d'avoir contribué pour une faible part à l'heureuse décision de l'Assemblée départementale et vote, pour les études relatives la somme de 1000 F. à prendre dans les fonds disponibles de la commune."

— 26 MAI 1901 —

"M. le Maire communique au Conseil les plans et le mémoire justificatif relatifs à l'emplacement des diverses haltes et stations de la ligne de tramway à vapeur de Graulhet à Lavaur et l'invite à délibérer sur la convenance des emplacements proposés. Le Conseil, après étude et délibération approuve le projet présenté."

Après une dizaine d'années de projets, d'études et d'enquêtes le chemin de fer d'intérêt local, le bon vieux "tortillard", parvint à voir le jour, et, pendant quelques décennies il traversa des champs et longea des routes sans excès de vitesse, ralentissant encore son train-train dans la traversée des villages respectueux, avant la lettre du Code de la route qui ne sera voté qu'en décembre 1922. Un bon exemple à suivre...

PARISOT D'AUTREFOIS . . .

DANS NOS ARCHIVES

La lecture des recueils qui réunissent les procès-verbaux des séances du Conseil Municipal de PARISOT, est toujours instructive, parfois étonnante, souvent amusante.

Elle met en évidence aussi l'érosion de notre monnaie que l'évolution dans la nature des cultures, le civisme républicain de l'époque ou l'intérêt porté par la municipalité d'alors à l'activité des sociétés sportives.

Voici quelques délibérations d'autrefois.

- SEANCE DU 10 AOUT 1890 -

Dépenses imprévues pour l'autopsie d'un chien supposé enragé.

M. le Maire informe le Conseil que le 5 mai dernier, un chien ayant été abattu à Parisot comme soupçonné d'être atteint d'hydrophobie, il a fait faire l'autopsie par M. MURATET, vétérinaire à Lisle-sur-Tarn, afin de rassurer certaines personnes qui avaient été mordues par ce chien.

Cette opération qui a démontré que le chien n'était pas enragé a nécessité une dépense totale de 9 francs : 4 f. au vétérinaire et 5 f. au garde-champêtre.

Le Conseil approuve cette dépense et autorise M. le Maire à la mandater en dépenses imprévues.

L'HISTOIRE SE REPETE...

Voici un extrait de la délibération prise par le Conseil Municipal de PARISOT dans sa séance extraordinaire du 16 Mars 1930 à la suite des inondations catastrophiques du 3 Mars.

"Le Conseil Municipal :

Vu les perturbations apportées à la circulation routière du fait des inondations,

Vu le fait que les accidents subis par la R.N. 88 détournent de cette artère une importante partie du transit qu'elle supportait,

Vu notamment qu'en ce qui concerne les relations Toulouse-Albi, l'itinéraire actuel passe par Lavaur, Ambres, PARISOT et Gaillac,

Vu que de ce fait, le G.C. n° 87 subit une circulation moyenne évaluée journellement à CENT véhicules, automobiles ou autres, que cette chaussée prévue pour une circulation bien plus réduite ne pourra, si on n'y remédie, soutenir longtemps l'effort qui lui est imposé,

Demande que le goudronnage du chemin de grande communication n° 87 soit effectué sur tout le territoire de la commune".

Traversé quotidiennement par 100 véhicules, notre village souffrait déjà, en 1930 de "troubles de la circulation" dûs aux suites des inondations catastrophiques du début de l'année.

Soixante ans après, PARISOT connait des troubles semblables provoqués par les travaux de construction de la future voie rapide Albi-Toulouse.

Espérons que la mise en service de ce grand axe routier contribuera à ramener un calme au moins relatif, dans notre village, en 1992...ou 93.

1992 n°30

PARISOT D'AUTREFOIS

DANS NOS ARCHIVES

En Juillet dernier, l'abondance des matières ne nous avait pas permis d'insérer les extraits des P.V. des séances du Conseil Municipal d'antan.

Voici quelques délibérations d'autrefois :

– SÉANCE DU 5 JUIN 1892 –

Proposition de M. BOUNHIOL Ernest relative à la fête nationale du 22 Septembre 1892.

M. le Maire propose au Conseil Municipal la proclamation suivante :

La journée du 22 Septembre 1892 ayant été déclarée fête nationale en l'honneur du centenaire de la proclamation de la République et de la mémorable victoire de VALMY, remportée aux cris de "Vive la Nation", par les Français sur les Prussiens, la France entière se prépare à célébrer avec éclat dans un sentiment de juste reconnaissance et de légitime fierté le centenaire de cette date du 22 Septembre 1792 qui vit la République proclamée et l'étranger envahisseur repoussé.

Ce jour-là n'évoque que de nobles et glorieux souvenirs, ne rappelle ni scène de désordre et de violence, ni détails sanglants qui sont venus parfois attrister les pages les plus fameuses de nos annales.

Parisot, pas plus que la France, ne peut oublier un semblable souvenir. Aussi, M. BOUNHIOL propose au Conseil de s'associer dans la mesure de ses moyens à la célébration de cette fête et de voter la somme de 50 F. qui serait, à cette date distribuée aux indigents de la commune.

Le Conseil Municipal s'associe aux sentiments exprimés dans la proclamation de M. BOUNHIOL Ernest, mais repousse le vote de 50 F. pour la participation à la fête puisque la situation financière de la commune ne le permet pas par l'exiguité de ses ressources.

– SÉANCE DU 21 MAI 1893 –

Délégué pour la pesée des cocons de vers à soie.

"Conformément à l'article 3 du décret du 4 avril 1892 relatif aux primes allouées aux éducateurs (1) de vers à soie, le Conseil délègue M. RAYNAUD, conseiller municipal pour assister M. le Maire dans les opérations de pesées officielles des cocons de vers à soie."

(1) C'est bien le mot employé.

– SÉANCE DU MEME JOUR –

Vœu relatif à la vente des vins espagnols.

Considérant que les vins espagnols, d'une qualité inférieure aux vins français et pour la plupart additionnés d'alcools allemands, entrent en France avec des conditions spéciales qui favorisent la fraude au détriment des produits français, et que ces vins portent, par suite de cette fraude et falsification, atteinte à la santé publique.

Le Conseil Municipal émet le vœu que les vins étrangers soient vendus sous leur vrai titre d'origine et non comme vins français, auxquels ils font une concurrence déloyale arrêtant la reconstitution.

– SÉANCE DU 13 NOVEMBRE 1910 –

Pour favoriser le sport.

Sur la proposition de M. DOURLHIES et de M. Célestin BOUNHIOL, président de la Société Cycliste "PARISOT-VELO", le Conseil Municipal :

– proteste contre la manière défectueuse dont est répandu le gravier pour l'empierrement des chemins de Grande Communication traversant les communes de Parisot et avoisinantes,

– blâme l'Agent-Voyer cantonal pour les instructions qu'il a données à cet effet aux cantonniers,

– et émet le vœu que le gravier soit répandu à l'avenir d'une façon moins préjudiciable aux voituriers et cyclistes, en revenant à l'ancien système de répandage.

1992 n° 31 a

Parisot d'autrefois...

PETITE HISTOIRE D'AUTREFOIS

Dans un ouvrage publié il y a plus de cent ans et intitulé "Description complète du département du Tarn", nous avons pu lire le chapitre consacré à la commune de PARISOT.

Nous le reproduisons ci-dessous en l'accompagnant des quelques commentaires que nous suggère sa lecture.

"La petite commune de PARISOT s'étend sur la rive gauche du Tarn, au sud de Lisle-sur-Tarn, et comprend une partie de plaine située en terrasse du Tarn et une série de plateaux plus ou moins élevés qui séparent le bassin du Tarn de celui du Dadou.

Le lieu de Parisot est mentionné très anciennement ; il paraît que cette communauté avec plusieurs autres de l'Albigeois fut donnée en 961 par Raymond 1er, Comte de Rouergue et Marquis de Gothie, à ses deux fils Hugues et Ermangaud. Cédée plus tard à Philippe de Montfort, Seigneur de Castres, elle fit partie de la judicature de terre basse de l'Albigeois, passa dans le domaine des Comtes de Comminges et de Foix, et fut enfin réunie au domaine du roi en 1, 700, sous le règne de Louis XIV.

Mais bientôt après elle fut cédée avec Giroussens et Peyrole au Marquis d'Ambres, en échange des propriétés considérables que ce dernier possédait à Versailles. Le domaine de Parisot fut alors évalué à 800 livres.

Le petit village de Parisot est situé au pied des côteaux de Gratelauze et est traversé par la route départementale n° 24 de Gaillac à Lavaur **(aujourd'hui C.D. 87)** et par le chemin d'intérêt commun n° 19 de Rabastens à Briatexte **(C.D. 19).**

Il y a dans l'année trois foires dont deux très fréquentées, le 11 novembre et le Mercredi Saint.

L'église située hors du village est très petite et n'offre aucun intérêt, elle doit être reconstruite. **(tout est dit pour justifier sa démolition et mettre en œuvre la construction d'une nouvelle, auréolée de tous les avantages. Hélas ; nous pouvons constater aujourd'hui l'espérance de leur illusion déçue).**



Dans les années 30...

Le territoire de la commune est arrosé au Nord par le Tarn, au Sud par deux ou trois ruisseaux qui vont se jeter dans le Tarn à un ou deux kilomètres au-dessus de Saint-Géry, **(ici l'historien fait erreur, la commune de Parisot n'est pas limitrophe du Tarn. Si les deux ruisseaux principaux, le "Parisot" et celui de la "Mouline" se rejoignent au lieu-dit le "Bois d'Avignon" pour n'en former qu'un seul, (la limite de la commune s'arrête à leur jonction, traverse la commune de Loupiac sur quelques centaines de mètres avant de se jeter dans le Tarn).**

Le sol étant argilo-silicieux (Lizes) dans la plus grande partie l'étendue, le marnage et le chaulage ont été appliqués avec succès à un grand nombre de terres.

On recueille dans la commune du blé, de l'avoine, du maïs et du seigle dans les terres plus maigres et qui n'ont pas reçu d'amendement.

La superficie de la commune est de 2899 hectares : dont 1591 de terres labourables, 6 de jardins, 213 de prés, 382 de vignes, 469 de bois, 157 de friches.

Il y a dans la commune 235 maisons et une population totale de 1030 habitants. Les maisons du village sont au nombre de 47, et il y a 172 habitants.

La paroisse de Parisot, dont l'église est dédiée à Saint-Jacques, célèbre sa fête le 25 juillet. **(Il n'est point fait mention de l'église de Sainte Sigolène si fortement liée au passé de notre commune. Pas un mot également sur le château de Vabre ou le souterrain du Vigné dont tous nos anciens nous parlaient).**

Vrai et faux: Jusqu'aux années 1630 environ Parisot comme communauté n'existait pas en tant que telle, elle était rattachée à l'Annay, seigneurie de l'Abbaye de Candeil. Ainsi l'Annay arrivait au Tarn par Avignonet et on parle d'un port de Parisot sur le Tarn

Après 1630 environ, Parisot deviens un Consulat et se sépare de l'Annay, de fait Parisot n'arrive plus au Tarn.

Tout ceci est un peu compliqué.

Laurent Mauriés



Le calme de la Place

1992 n° 31 b

Parisot d'autrefois

EN 1899

Avec l'aménagement de la place publique de Parisot et la revalorisation de son lavoir public, il nous semble utile de vous rappeler les circonstances de sa construction. Il fût construit en plusieurs étapes assez rapides de 1899 à 1909 malgré un manque permanent de moyens financiers.

Voici le texte intégral de la délibération du Conseil Municipal en date du 5 février 1899, décidant la construction d'un "abreuvoir municipal".

"Messieurs Bounhiol Célestin et Hébrard Clément, conseillers municipaux résidant au village de Parisot, exposent au Conseil Municipal que chaque année le ruisseau de Parisot qui, en temps ordinaire sert d'abreuvoir public pour tous les animaux du village, est complètement à sec pendant de longs mois de l'été. Les habitants du chef-lieu se trouvent alors dans une situation fort embarassée. D'autre part, ils font remarquer qu'à la fontaine publique qui se trouve dans l'autre partie du village, une forte quantité d'eau s'écoule en pure perte. Ils estiment que si cette eau était amenée sur la place publique de la Mairie dans un réservoir qui servirait d'abreuvoir public, ce serait un bienfait inappréciable pour tous les habitants du village soit pour leurs bestiaux, soit en cas d'incendie.

La distance à parcourir étant relativement minime, la dépense ne sera pas bien élevée. Ils ont à cet effet suscité une souscription qui s'est élevée à la somme de 301 francs. (1)

Ils proposent donc au Conseil Municipal d'établir sur la place publique de la Mairie un réservoir où serait amenée l'eau, qui se trouve en trop à la fontaine du lavoir public du village rive droite du ruisseau de Parisot.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré considérant combien lui paraît fondée la proposition de MM. Bounhiol Célestin, Hébrard Clément, considérant les avantages qui seraient ainsi créés au village de Parisot et dont la nécessité est grandement démontrée par l'importance des sacrifices des intéressés, approuve la proposition qui lui est faite.

Il décide la construction de cet abreuvoir et charge Monsieur le Maire de prier Monsieur Bertrand agent voyer d'arrondissement à Gaillac, faisant fonctions d'architecte, de faire un rapport et un devis sur le projet et remet à la session de mai prochain le vote de fonds pour la réalisation de cette construction".

(1) Les participations de 16 souscripteurs allaient de 3 F. à 50 F.

A.E.



Notre village... et cinq compatriotes

Parisot d'autrefois

LE LAVOIR PUBLIC

Nous avons abordé dans notre précédent numéro les circonstances de sa construction en évoquant la délibération du 5 février 1899 prenan acte de la souscription du 5 février versée pour les habitants, chargeant M. BERTRAND, Agent Voyer de faire rapport et devis et reportant à lc session de mai, le vote des fonds nécessaires à cette réalisation.

SESSION ORDINAIRE DE MAI 1899

Le 28 mai 1899, M. le Maire informe le Conseil Municipal que, pour faire suite à la délibération du 5 février dernier par laquelle le Conseil votait en principe la construction d'un abreuvoir et d'une fontaine publics sur la place de la Mairie de Parisot, il a fait dresser par M. BERTRAND, Agent Voyer d'arrondissement, un devis sur le projet.

Ce devis s'élève à la somme de 945 F. et est approuvé par le Conseil Municipal.

Les intéressés ont fait en faveur de cette construction une souscription s'élevant à la somme de 301 F., acceptée par le Conseil qui vote la somme de 150 F. qui sera inscrite au Budget Additionnel (budget supplémentaire actuel).

Les ressources disponibles s'élèvent donc à la somme de 451 F., mais la dépense approximative étant de 945 f., il manquerait à la Commune 494 F. Le Conseil Municipal sollicite donc un secours de ce montant du Conseil Général pour couvrir la dépense projetée (soit un peu plus de 50% de la dépense totale).

Ainsi un projet initialement parfait semble-t-il, au départ, a toujours des imprévus que nous allons successivement trouver, d'abord à la hausse, puis impérativement à la baisse.

Le 11 juin 1899, délibération sur la captation des eaux de la fontaine et du lavoir et demande de secours :

M. le Maire expose au Conseil qu'avant de procéder à la construction de la canalisation devant conduire l'eau à la fontaine et abreuvoir publics projetés sur la place de la Mairie de Parisot, il est indispensable de procéder à d'importantes réparations à la fontaine dite "du lavoir" pour la captation des eaux qui se perdent et pour en condenser sur ce point la plus grande quantité possible.

Il a fait dresser à ce sujet par M. BERTRAND Agent-Voyer, un devis qu'il soumet au Conseil et d'après lequel les dépenses approximatives seraient de 500 F.

Après en avoir délibéré, le Conseil approuve ce devis, il accepte une souscription de 26 F. qui s'est faite en faveur de cette réparation et vote pour la réalisation du projet la somme de 74 F. qui sera prélevée sur les fonds disponibles de la Commune.

Les ressources ainsi créées n'étant que de 100 F., le Conseil Municipal sollicite du Conseil Général un secours de 400 F. pour couvrir la dépense projetée.

Le Conseil Municipal tient à faire remarquer à l'Assemblée Départementale que si les ressources d'origine communale sont peu élevées relativement au montant de la dépense présumée, c'est qu'il est un autre projet, celui de l'établissement d'une fontaine et abreuvoir sur la place de la Mairie pour lequel on a voté une assez forte somme et qui absorbera une grande partie des ressources dont peut disposer la commune.

Il fallait bien justifier une demande de secours de 80% de la dépense pour cette seule opération. Le Conseil Général ne suivra pas ce point de vue. Dans la session extraordinaire du Conseil Municipal du 17 septembre 1899, il faut revoir à la baisse.

Le Maire informe le Conseil que pour le projet de réparation à la fontaine du lavoir, le Conseil Général a accordé, dans sa session d'août, un secours de 80 F. ; le montant des ressources disponibles n'étant que de 180 F. et le devis primitif s'élevant à la somme de 500 F., M. le Préfet ne pourrait approuver le projet que lorsqu'il sera réduit à la somme disponible.

M. le Maire a donc fait dresser un nouveau devis par M. Bertrand dans lequel la dépense approximative serait de 180 F., chiffre égal au total des ressources déjà créées.

Le Conseil Municipal approuve ce nouveau devis et prie M. le Préfet de vouloir bien donner son approbation au projet.

M. le Maire informe le Conseil que pour le projet de construction d'une fontaine et d'un abreuvoir sur la place de la Mairie, le Conseil Général dans sa session d'août, a accordé un secours de 100 F. seulement sur les 494 F. demandés le 28 mai dernier.

Une révision à la baisse s'impose donc une fois de plus et, dans les mêmes conditions, le Conseil Municipal est d'accord sur le nouveau devis s'élevant à 551 F. au lieu de 945 F. Tout ceci ramène les deux projets confondus à la somme de 731 F.

Dans cette même séance, MM. BOUNIOL Célestin, HÉBRARD et BRESSOLLES sont désignés par le Conseil, membres de la Commission de surveillance de ces futurs travaux.

Le 18 février 1900, M. le Maire communique au Conseil Municipal un traité de transaction passé entre le Maire et M. PAGES François, propriétaire à Parisot par lequel ce dernier, en outre de certains sacrifices faits en faveur de la Commune de Parisot, cède à ladite Commune une petite parcelle de terrain où a été établi le bassin de captation d'eau alimentant la fontaine du lavoir, en compensation d'un droit de passage que lui laisserait exercer la commune pour lui permettre d'accéder à la fontaine du lavoir.

Le Conseil, après en avoir délibéré, accepte ce traité et, conformément au paragraphe 4 de l'article 68 de la loi du 5 avril 1884, prie M. le Préfet de vouloir bien donner son approbation afin que ce traité puisse être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Le 1er avril suivant, le Conseil Municipal est invité à approuver deux traités de transaction relatifs au passage de la canalisation d'eau de la fontaine du lavoir à l'abreuvoir sur les propriétés respectives de MM. BRESSOLLES Hypolite et Cyprien, actuellement propriétés de M. MEUNIER, successeur de M. BOYER et de M. POUSSOU.

Pour bien comprendre cette affaire entre M. PAGES et la Commune, il faut remonter à la création de la fontaine et du lavoir entre 1884 et 1888 et celle de l'abreuvoir et fontaine de la place publique de Parisot en 1900.

Quatre Maires se sont succédés à la Mairie entre 1884 et 1900, dont l'un fut révoqué ainsi que son adjoint par le Préfet. (Nous ignorons toujours pour quelles raisons : aucun document écrit ne le mentionne).

Nous exposerons dans un prochain article les suites de cette affaire.

A.E.

1993 numéro 33

Parisot d'autrefois

LE LAVOIR PUBLIC

Dans notre précédent "Bulletin", notre étude sur le lavoir public de PARISOT s'achevait par l'évocation des transactions entre la Commune et M. PAGÈS, vendeur de la parcelle de terrain qui a permis la construction du bassin de captation des eaux du lavoir. (Cette parcelle, objet du litige est voisine de la propriété de M. Emile BERTRAND au village). L'affaire n'est pas terminée en 1888.

Voici le texte intégral de la lettre adressée à la Préfecture par M. PAGÈS.

Pour bien comprendre cette affaire entre M. PAGÈS et la Commune, il faut remonter à la création de la fontaine et du lavoir entre 1884 et 1888 et celle de l'abreuvoir et fontaine de la place publique de Parisot 1900.

Quatre Maires se sont succédés à la Mairie entre (1884-1900), dont l'un fut révoqué ainsi que son adjoint par le Préfet (nous ignorons toujours pour quelle raison aucun document écrit ne le mentionne).

Voici le texte intégral de la lettre adressé à la Préfecture par M. PAGÈS et les délibérations du Conseil Municipal dont l'une le 11 Mars 1888, quelques jours avant les élections municipales.

Copie du texte du mémoire présenté par le sieur PAGÈS
à MM. les Conseillers de Préfecture

Le soussigné PAGÈS François cantonier à Parisot a l'honneur de vous exposer qu'en 1885, la municipalité de Parisot, en faisant construire un lavoir lui ferma malgré son opposition un passage qui lui permettait de se rendre à la fontaine. Lors de sa protestation le Maire BARTHE lui promit de laisser dans le mur soutenant la toiture qui abrite le lavoir une porte qui permit à PAGÈS et à sa famille de se rendre comme par le passé puiser de l'eau à la fontaine.

Plus tard PAGÈS voyant que la promesse qui lui avait été faite n'était point tenue et qu'on construisait un mur plein fermant son passage, fut de nouveau trouver le Maire pour se plaindre. Ce dernier chercha alors à l'intimider et n'y réussit que trop, il lui dit que M. l'Agent-Voyer d'arrondissement ayant dressé le plan du lavoir verrait de mauvais oeil sans doute qu'on portat obstacle à l'exécution telle qu'il l'avait conçue.

En terminant il menaça PAGÈS de lui faire perdre son poste de cantonnier s'il persistait à sa juste réclamation ; PAGÈS effrayé et craignant pour sa position n'osa point s'adresser à son chef et laissa faire.

Après avoir pris conseil d'une personne compétente il vient aujourd'hui ne voulant point renoncer au passage dont on l'a privé revendiquer ses droits et demander à la municipalité de Parisot qu'elle ait à lui faire ouvrir une porte dans le mur du lavoir. Il vient MM. les Conseillers de Préfecture vous demander l'autorisation d'intenter un procès à la Commune de Parisot s'il y était obligé par le refus de celle-ci d'un arrangement à l'amiable. Il ose croire que aussitôt avisé par vous de sa demande la municipalité n'hésitera pas à faire droit à sa juste réclamation, en faisant percer le mur pour rétablir le passage enclavé.

Dans l'espoir que vous ne tarderez pas à lui donner récépissé de son mémoire ; agréez MM. les Conseillers de Préfecture l'assurance de son dévouement et de son respect.

A Parisot le 25 Février 1888, signé PAGÈS

Le onze mars suivant à deux mois des élections municipales.

Le Conseil Municipal est amené à délibérer sur le mémoire du sieur PAGÈS cantonnier à Parisot, tendant à ce que la Commune lui ouvre une porte dans le mur du lavoir public pour qu'il puisse aboutir à la fontaine publique.

Le Conseil Municipal considérant que la Commune n'a fait qu'user de son droit en construisant le lavoir après avoir rempli toutes les formalités voulues par la loi.

Considérant que pour accéder au désir du sieur PAGÈS il faudrait percer le lavoir et le rendre inutilisable.

Considérant que le sieur PAGÈS n'a fait aucune réclamation, lors de la construction du lavoir et que peut-être dans ce cas il y aurait été fait droit, mais que actuellement il n'est nullement fondé dans sa demande.

Est d'avis qu'il y a lieu pour la Commune de résister à ces prétentions absolument injustes et dénuées de fondement.

Après les élections, modification au sein du Conseil Municipal un nouveau Maire est élu, mais sans changement de majorité, deuxième délibération sur l'affaire PAGÈS, le 3 Juin 1888.

Monsieur BOUNHIOL Ernest Conseiller Municipal revenant sur la délibération du 11 Mars 1888 relative à la demande de M. PAGÈS cantonnier tendant à ce que la Commune lui ouvre une porte dans le mur du lavoir public pour se rendre à la fontaine publique, afin de mettre à couvert la responsabilité de SIEURAC Jean à PELLÈBRE et la sienne, dans le cas où M. PAGÈS intenterait un procès à la Commune, propose au Conseil de prendre les mesures nécessaires pour être autorisé à plaider ou de nommer une Commission spéciale de quelques membres pour entendre les observations de M. PAGÈS dans le but d'une entente à l'amiable. Il fait ressortir en outre que dans cette délibération du 11 Mars dernier certains faits sont affirmés par quatre Conseillers ne les connaissant pas vu que les sieurs RIEUGNÉ Eugène ex-adjoint, CHABBAL, DELPY et MALET ne furent élus qu'un an après la construction du lavoir.

La majorité du Conseil Municipal repousse les propositions de M. BOUNHIOL Ernest et décide d'attendre que la Commune soit attaquée par M. PAGÈS pour prendre les mesures nécessaires pour soutenir le procès.

Quant à la délibération du 11 Mars 1888, les quatre Conseillers visés par M. BOUNHIOL Ernest n'ont pris part à la délibération qu'après avoir acquis la certitude de M. l'Agent-Voyer d'arrondissement qu'aucune observation contre le projet n'était parvenue à sa connaissance.

Il ne reste aucune trace écrite de procès ; sans doute M. PAGÈS de peur de représailles possibles pour son emploi de cantonnier, ne porta pas plainte.

Finalement 15 ans plus tard justice lui fut rendue le 11 Février 1900 ; et depuis une porte grillagée à l'extrémité de son jardin lui donne accès à la fontaine publique.

A.E.

1994 ,numero 34

Parisot d'autrefois

LE LAVOIR PUBLIC

Dans notre précédent "bulletin" nous avions traité des plaintes et discussions faites entre la Commune et le sieur Pagès, concernant le réservoir et l'accès au lavoir supérieur, cette affaire est finalement terminée semble-t-il à l'amiable 15 ans après.

Passage de conalisation sur la propriété de M. BRESSOLLES Hippolyte.

"Monsieur le Maire soumet le 1er avril 1900 au Conseil Municipal un traité de transaction qu'il a passé avec le sieur BRESSOLLES Hippolyte propriétaire à Parisot, au sujet des tranchées qui ont été faites dans sa propriété pour captation ou conduite d'eau au bassin établi sur la place de la Mairie.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, accepte ce traité et conformément aux articles 68 et suivants de la loi du 5 avril 1884,
prie Monsieur le Préfet de bien vouloir donner son approbation etc..."

Un deuxième traité de transaction établi avec M. BRESSOLLES Cyprien fait état d'une modification "... conduite d'eau au bassin établi sur la place de la Mairie et pour laquelle il ne demande aucune indemnité moyennant quelques concessions de la part de la Commune".

Suit la délibération suivante avec des ratures et surcharges expliquant ces concessions :

"Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que d'après le traité de transaction passé avec le sieur BRESSOLLES Cyprien à la date du 25 mars, la Commune aura à encaisser une recette de quarante francs pour les arbres qui lui ont été vendus provenant des arbres abattus sur la place publique de la Mairie et concédés par le dit traité à BRESSOLLES Cyprien. Il engage le Conseil Municipal à délibérer sur l'emploi de cette somme de quarante francs. Le Conseil après délibération décide d'affecter cette somme de quarante francs à la plantation de nouveaux arbres et au pavage et empierrement autour du bassin-abreuvoir sur la place de la Mairie.

Il prie M. le Préfet de vouloir bien approuver la présente délibération afin qu'elle puisse servir de titre de recette à M. le Receveur municipal chargé de recouvrer cette somme."

Exécution de travaux par voie de régie économique.

"Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que les travaux pour la construction du bassin-abreuvoir sur la place de la Mairie, vont être mis à exécution. Afin de ménager les fonds communaux et pour éviter les frais d'un traité de gré à gré avec un entrepreneur, il serait préférable de faire exécuter ces travaux par voie de régie économique, vu surtout que le montant des travaux est de petite importance.

Le Conseil après délibération
autorise M. le Maire à faire exécuter ces travaux par voie de régie économique, et prie M. le Préfet de vouloir bien donner son approbation."

La délibération sera retournée par M. le Préfet comme n'indiquant pas le montant des travaux.

*Une nouvelle délibération sera prise le 8 avril 1900 précisant cette fois : **"le montant de la dépense sera de petite importance puisqu'il ne s'élève qu'à 551 francs."** Mais il ne sera pas apprécié de la même façon par M. le Préfet et, en conséquence, une nouvelle délibération est prise le 29 avril 1900.*

Il faut faire vite : au moins programmer les travaux avant les élections municipales qui auront lieu le 6 mai suivant.

(à suivre) A.E.

VENDANGES D'ANTAN

Comme PARISOT, la Commune d'ARTIGAT en Ariège édite un Bulletin Municipal dont nous reproduisons un très intéressant article dont la rédactrice, AUGUSTA, ne nous est pas inconnue. Née à PARISOT où elle a passé ses jeunes années, Augusta Bès, devenue Mme CASTAING s'est exilée en Ariège mais reste fidèle à notre village où elle fait de fréquents, mais trop brefs séjours.

Au cours d'un récent voyage dans les CORBIÈRES, j'ai eu l'occasion d'assister aux vendanges. Au milieu d'une immense vigne, dont les feuilles aux couleurs automnales rappelaient un tapis d'Orient, un monstre de fer et d'acier se mouvait lentement, surveillé par deux personnes.

Comme cette cueillette était triste et impersonnelle ! Cela m'a donné la nostalgie des vendanges du temps passé.

Née dans un petit village du Gaillacois, les gros propriétaires, peu nombreux, louaient des ouvriers agricoles pour les vendanges, mais les petits vignerons s'entraidaient pour cette tâche. Cela se passait juste avant la rentrée des classes, durait environ 3 ou 4 semaines, et les enfants participaient.



De très bonne heure, petits et grands, jeunes et vieux, étaient sur le pied de guerre. Une charrette tirée par des boeufs ou parfois des vaches, partait vers la vigne pour y être au lever du jour. Elle était chargée de comportes, du fouloir, de la hotte, et, au milieu de tout cela, les enfants qui riaient et chantaient.

Le reste de la troupe suivait à pieds en bavardant. Aussitôt arrivés, les hommes détachaient les bêtes et installaient la charrette avec la première comporte et le pressoir ; chacun un panier en main, se dirigeait vers le fond d'une rangée de ceps et se mettait au travail. Les plus rapides aidaient les traînards qui n'étaient pas forcément les enfants ou les vieux mais cela se passait en famille. Vers neuf heures une petite halte : un petit déjeuner copieux était servi où la charcuterie maison tenait une grande place. Chacun se régalait, car l'air vif du matin nous avait mis en appétit. Les discussions entre adultes portaient sur le temps, sur la récolte meilleure ou moins bonne que les années précédentes, tandis que les enfants se poursuivaient.

Le travail reprenait, le charrieur chantait ou sifflait entre les rangées tandis que les paniers se remplissaient. A midi, le repas était apporté par la maîtresse de maison à la vigne si celleci était éloignée, ou tout le monde allait à la ferme.

Après un bon café, nous reprenions le travail, un peu plus lentement que le matin ; les enfants avaient envie de jouer, les jeunes chantaient, et les plus âgés, parfois grognaient un peu car le travail n'avançait pas assez vite à leur goût. Mais cela n'était pas très grave et tout rentrait dans l'ordre. La fin de la journée arrivait, et malgré la fatigue, le dos un peu douloureux, les jeunes se poursuivaient pour se "mausler", c'est-à-dire se barbouiller de raisin, choisissant évidemment parmi les plus colorés et qui avaient été oubliés sur la souche. Aussi, plus ou moins maquillés, nous repartions vers le village un peu poisseux.

Pendant que femmes et enfants se dirigeaient vers la maison, les hommes allaient à la cave verser dans la cuve la récolte de la journée, puis tout le monde se retrouvait devant une table bien garnie. Les conversations allaient bon train, et après le repas, chansons et histoires fusaient de toute part. Puis on se quittait en se disant à demain. Le dernier jour des vendanges, chez chaque propriétaire était un jour de fête. Les cuisinières faisaient de véritables exploits pour faire mieux que l'année précédente et surtout mieux que la voisine !

Ce temps est révolu. Les petits propriétaires sont de moins en moins nombreux, la machine a remplacé l'homme : encore une occasion de perdue de se retrouver entre voisins et amis pour faire la fête ensemble.

Comme cela est dommage !

Augusta

DES CHIFFRES

L'article sur "les vendanges d'antan" que nous devons à notre amie Augusta nous amène, loin des Corbières, à rapprocher, pour la Commune de PARISOT, quelques chiffres comparatifs des années 1942 et 1993. (Nous avons regroupé pour l'année dernière, l'ordinaire avec l'A.O.C. qui n'existait pas en ROUGE il y a 51 ans).

	1942	1993
- Surfaces exploitées en vigne	404,69 Ha.	50,12 Ha.
- Production :		
- BLANC ordinaire	100,50 Hl.	29,75 Hl.
- Appellation d'Origine	205,00 Hl.	55,97 Hl.
- ROUGE	6.603,20 Hl.	2.926,71 Hl.
	6.908,70 Hl.	3.012,43 Hl.

17 hl /

60 HR / ha

En 1942, la guerre de 14/18, ainsi que le phylloxera étaient passé par là, les surfaces étaient beaucoup plus importantes avant ces deux séismes: humain et sanitaire. LM

1994 n° 35

Parisot d'autrefois

LE LAVOIR PUBLIC (suite)

La construction de ce lavoir, (qui, à l'origine était un "bassin-abreuvoir), n'en finit pas de poser des problèmes à la municipalité de l'époque. Nous sommes en avril 1900 et les élections municipales auront lieu le 6 mai.

Un abreuvoir sur la place :

"Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal que par lettre du 12 avril M. le Sous-Préfet l'a informé que, vu le chiffre élevé de la dépense pour la construction de l'abreuvoir sur la place de la Mairie, il n'avait pas été possible à M. le Préfet d'approuver la délibération du Conseil autorisant à faire exécuter ces travaux par voie de régie économique, mais que M. le Préfet était tout disposé à approuver l'exécution des travaux par voie d'un traité de gré à gré.

En présence de cette situation M. le Maire a traité avec un ouvrier de la localité et il soumet à l'acceptation du Conseil Municipal un marché de gré à gré par lequel le sieur PONTIÉ Philippe, maçon à Parisot, s'engage à exécuter les travaux de construction de l'abreuvoir et fontaine avant le 1er juin prochain, moyennant le prix de 527 F. portés au devis estimatif.

Le Conseil, après en avoir délibéré, accepte ce traité et demande à M. le Préfet de vouloir bien donner son approbation le plus tôt possible afin de ne pas retarder la mise en exécution de ces travaux, qui d'après une des clauses du traité doivent être terminés le 1er juin."

Nous ignorons s'il fut terminé à cette date. Trois ans vont s'écouler et le 9 août 1903, au cours d'une réunion du Conseil Municipal, pour l'étude de la désaffection d'une partie de la place publique, pour la construction de l'école des filles (actuelle Mairie et école des grands), le Conseil Municipal est amené à désigner une commission pour réparation au captage de l'eau et bassin.

"Le Conseil considérant qu'il y a urgence à procéder à des réparations au lavoir et fontaines publiques de Parisot, désigne une commission formée de MM. HÉBRARD, BOUNIOL Célestin, BRESSOLLES Hippolyte, pour décider ce qu'il y a de mieux à faire pour la captation de l'eau et pour remédier à la mauvaise disposition des bassins."

Le 30 août suivant, le Conseil autorise le Maire à prélever la somme de 75,60 F. sur les fonds disponibles de la commune, dépense occasionnée par les travaux de réparation au puits de captation de l'eau qui alimente la fontaine publique de Parisot.

Le 14 février 1904, une nouvelle délibération est prise par le Conseil Municipal autorisant la construction d'un lavoir jouxtant le bassin-abreuvoir. (De nouvelles élections municipales vont avoir lieu le 1er mai suivant). Voici le texte :

"M. le Maire informe le Conseil que les habitants du village de Parisot demandent avec instance l'établissement d'un lavoir sur la place publique de la Mairie afin d'utiliser l'eau de la fontaine qui se déverse en pure perte dans le ruisseau voisin. Les intéressés ont fait une souscription à cet effet s'élevant à la somme de 104 francs en argent. L'importance de cette souscription montre assez l'utilité de ce lavoir qui amènerait une dépense de 230,85 F. d'après le devis qui a été dressé par PONTIÉ, maçon à Parisot.

Le Conseil reconnaissant les avantages que procurerait cette construction aux habitants du village en cas d'incendie en outre de la commodité comme lavoir, décide de procéder le plus rapidement possible à la réalisation de ce projet dont elle approuve le devis.

Le Conseil décide de prélever la somme de 126,85 F. qui manquent, sur l'excédent budgétaire de 1903 et sera inscrite au budget supplémentaire de 1904."

Le lavoir sera construit et une nouvelle délibération du 2 octobre suivant indique que le Conseil Municipal autorise le Maire à mandater le montant de la dépense de 230,85 F. pour la construction du lavoir public.

Quatre années vont passer. Le 9 août 1908, nouvelle délibération concernant la couverture du lavoir public et de la place de la Mairie.

"M. le Maire informe le Conseil Municipal que le lavoir public situé sur la place de la Mairie dépourvu de tout abri mérite, à cause de sa fréquentation de tous les instants, d'être couvert par une toiture assez étendue pour garantir les laveuses des intempéries. Il a fait dresser à ce sujet par M. POUJADE, charpentier à Parisot, un devis d'après lequel la dépense s'élèvera à la somme de 444,98 F.

Le Conseil reconnaissant l'urgence du projet, approuve le devis qui lui est soumis, vote la somme de 250,98 F. à prendre sur les fonds disponibles de la commune et demande au Conseil Général, un secours de 194 F. pour aider la commune à couvrir la dépense projetée."

Le Conseil Général sera beaucoup moins généreux que prévu initialement : il a attribué 10 F. seulement pour ce projet. Il faut donc revoir le devis à la baisse. Ce qui est fait et le 18 octobre 1908, nouvelle délibération :

"Pour le projet de couverture du lavoir public de la place de la Mairie, le nouveau devis dressé par M. POUJADE, charpentier à Parisot, prévoit une dépense de 365,17 F. le secours départemental alloué n'étant que de 10 F., le Conseil vote la somme de 355,17 F., à prendre sur les fonds disponibles de la commune. Le Conseil prie M. le Préfet de vouloir bien approuver le projet et d'en autoriser l'exécution par la voie d'un traité de gré à gré, afin d'éviter les frais et les formalités d'une adjudication, vu le peu d'importance du projet."

En définitive, la dépense totale de la couverture du lavoir sera de 499,33 F., confirmée par la délibération du 7 novembre 1909.

"M. le Maire informe le Conseil que, pour l'établissement de la couverture du lavoir public de la place de la Mairie, il a été reconnu indispensable, au moment de l'exécution des travaux, d'apporter des modifications au projet primitif et qu'il en résulte de ces modifications une dépense supplémentaire de 134,16 F.

Il y a donc lieu de créer de nouvelles ressources pour le payement de ces dépassements de travaux.

Le Conseil approuve la dépense supplémentaire précitée et décide de prélever la somme de 134,16 F. nécessaire pour le payement de cette dépense sur les fonds disponibles de la commune."

En définitive, cette toiture aura coûté 54 F. et 35 centimes de plus que le devis initialement prévu, toit à deux pentes, elle a l'avantage d'être bien plus jolie.

A.E.

1995 n°36

Parisot d'Autrefois

QUELQUES EXTRAITS DE DÉLIBÉRATION

L'an mil huit cent quatre vingt dix et le 10 août, à six heures du matin, Mr BOUNHIOL Alexandre ouvre la séance et aborde la première question.

Objet : "Dépenses imprévues pour l'autopsie d'un chien soupçonné enragé".

"Mr le Maire informe le Conseil que le 5 mai dernier un chien ayant été abattu à Parisot comme étant soupçonné d'être atteint d'hydrophobie, il a fait faire l'autopsie par Mr MURATET, vétérinaire à Lisle afin de rassurer certaines personnes ayant été mordues par ce chien.

Cette opération qui à démontré que ce chien n'était pas enragé a nécessité une dépense de 9 F (4 F au vétérinaire et 5 F au garde-champêtre).

La dépense est approuvée et sera mandatée sur les dépenses imprévues".

On remarquera l'heure d'ouverture de la séance en saison d'été en raison des travaux des champs. En hiver le Conseil est, en général convoqué pour "1 heure du soir".

Espérons par ailleurs que le vétérinaire a rédigé très tardivement (en juillet ou août) sa facture pour cette autopsie d'un chien abattu au début de mai...

Séance de 8 novembre 1896

Objet : Emplacements occupés sur la place publique, les jours de Foire.

"Considérant qu'il se produit des encombrements qui pourraient occasionner des accidents toujours regrettables, le Conseil décide que les boeufs et vaches seront placés vers le fond de la place publique dit "Communal"; les porcs sur la partie de la place située devant les maisons SÉGUIER et VALATX; les brebis devant le jardin de BRESSOLLES Cyprien; les marchands étalagistes le long du chemin vicinal ordinaire n° 3; les marchands fruitiers dans l'espace situé entre les maisons MASSOUTIÉ, FLOTTARD et la maison Commune."

Même séance

Objet : Extraction du sable du ruisseau.

Le Conseil Municipal considérant que le ruisseau de Parisot amène lors d'une pluie très forte, beaucoup de sable d'une assez bonne qualité sous le pont de Parisot et au fond de la place publique, décide qu'à l'avenir le public ne pourra retirer le sable en cet endroit, qu'à la condition de demander l'autorisation à Mr le Maire, qui ne l'accordera, qu'à la condition que la moitié du sable extrait restera propriété de la commune.

De cette façon, la commune aura du sable à sa disposition lorsqu'il y aura des réparations à faire aux édifices communaux.

1995 n°37

Parisot d'Autrefois

Dès le 3e numéro de ce Bulletin Municipal, en juin 1978, notre ami Aimé Escudié, alors Maire de Parisot, inaugurait cette rubrique en page 4 de ce journal.

Evoquant les échos et les souvenirs du temps passé, ses articles nous ont fait revivre des évènements tour à tour cocasses, tristes, étonnants et toujours pittoresques qui se sont déroulés dans notre commune ... autrefois.

Après quarante-huit années consacrées à Parisot en qualité d'Adjoint ou de Maire, il vient de prendre une retraite que, très amicalement, nous lui souhaitons longue et sereine.

Nous lui dédions ce "PARISOT d'AUTREFOIS" où nous reproduisons un extrait du ***plus ancien*** *des comptes rendus des séances de l'Assemblée communale.*

Il porte la date du 15 février 1791.

"L'othographe, la ponctuation, l'emploi des majuscules sont assez fantaisistes dans le texte original plus que bi-centenaire ; mais son intérêt historique n'échappera certainement pas à nos lecteurs."

LA COMMUNAUTÉ DE PARISOT

Aujourd'hui, 15 février 1791, nous, officiers municipaux de la Commune de Parisot, réunis au lieu ordinaire des séances de la municipalité.

Après la lecture qui nous a été faite par le secrétaire-greffier de l'art. 1er du livre 2 du décret de l'Assemblée Nationale des 20-22 et 23 novembre 1790 accepté par le Roy le 1er décembre suivant lequel article porte aussitôt que les municipalités auront reçu le décret et sans attendre le mandement du directoire du district. Elles fourniront un état judicatif du nom des différentes divisions de leur territoire s'il y en a déjà d'existentes ou de celles qu'elles détermineront s'il n'en existe pas déjà...

D'après les connaissances que nous avons de la consistance du territoire de notre communauté, nous divisons ce territoire en sections dont :

1 - La première connue sous le nom de Ste-Sigolène,
2 - La deuxième sous celui de la section de Ste Exupère,
3 - La troisième sous celui de la section d'Avignon,
4 - La quatrième sous celui de la section de Parisot.

(Suivent des explications précisant les limites de chacune de ces sections).

Nous sommes en 1790, la section du "Bousquet" est encore dans l'Annay, elle rejoint Parisot en 1792. LM 2025.